

24 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/france-la-dette-publique-remonte-a-114-5-du-pib-au-premier-trimestre-20220624>

# La dette publique française est remontée à 114,5% du PIB au premier trimestre 2022

Par [Wladimir Garcin-Berson](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 2 heures

*L'endettement public de la France s'est aggravé de 88,8 milliards d'euros au premier trimestre et a franchi la barre des 2900 milliards d'euros, selon l'Insee.*

La dette publique française a franchi pour la première fois le cap des 2900 milliards d'euros. Au premier trimestre, [selon l'Insee](#), la dette de l'ensemble des administrations publiques atteignait 2091,8 milliards d'euros, en forte hausse sur trois mois de 88,8 milliards d'euros. Elle représente donc désormais 114,5% du PIB tricolore, un niveau lui aussi en augmentation par rapport à la fin d'année dernière, où elle s'affichait à 112,5% du PIB. Ce niveau a toutefois déjà été supérieur, l'année dernière.

L'augmentation constatée sur le trimestre est principalement due à la dette de l'État et «des administrations de sécurité sociale», précisent les statisticiens nationaux. À l'inverse, la dette des administrations locales stagne et celle des organismes divers d'administrations centrales baisse légèrement, une conséquence, notamment, du désendettement de SNCF Réseau. À l'échelle locale, les communes et départements remboursent également leurs dettes, alors que les régions «augmentent leur dette».

Sur le plus long terme, la hausse, depuis le début de la crise sanitaire, est massive, atteignant 526 milliards d'euros entre fin 2019 et début 2022 pour l'ensemble des administrations publiques. La dynamique constatée sur la fin 2019, avec un léger recul des obligations de la France, a été brisée par le Covid-19, qui a fait bondir le poids de la dette de 97,4% à 117,4% du PIB, début 2021. Le niveau actuel est certes inférieur mais il reste bien au-dessus de l'avant-crise.

L'Hexagone se rapproche donc du palier jamais atteint jusqu'ici des 3000 milliards de dette mais le gouvernement assure qu'il garde le contrôle des finances. Si l'exécutif comptait sur des réformes ambitieuses - dont celle des retraites -, sur le «plein-emploi» et sur la croissance pour remettre les comptes d'équerre, la guerre en Ukraine, l'inflation et, plus récemment, les élections législatives ont complexifié cette équation. Durant la campagne législative, les oppositions ont ainsi accusé Emmanuel Macron de vouloir secrètement augmenter la TVA pour soulager le portefeuille de l'État, une attaque niée vigoureusement par Bercy et qui n'a pas été étayée par des preuves, jusqu'ici.

Reste que la France est loin d'être le seul pays confronté à une explosion de sa dette. En mai, la Commission européenne [a pris acte](#) de la conjoncture difficile à laquelle sont confrontés les États, en proposant de prolonger la suspension des règles budgétaires en 2023. L'obligation de garder une dette inférieure à 60% du PIB semble bien loin : fin 2021, selon Eurostat, le niveau moyen des 27 s'établissait ainsi à 88,1%.

Pour l'heure, le FMI prévoyait, en avril, une stabilisation à 112% cette année, puis une légère augmentation entre 113% et 114% jusqu'en 2027. De son côté, [la Banque de France](#) table sur une dette publique se stabilisant à 112% du PIB, cette année, avant une légère baisse à 109% jusqu'en 2024. Repasser sous la barre des 100%, d'ici quelques années, sera nécessaire pour redonner une marge de manœuvre à l'Hexagone, en cas de crise, [a averti récemment dans nos colonnes](#) le gouverneur de l'institution, François Villeroy de Galhau. Un avertissement d'autant plus important que la hausse des taux d'intérêt, qui augmentent le coût de la dette, a débuté, alors que la France doit réaliser d'importants investissements dans les années à venir, notamment [dans le secteur de l'énergie](#).

24 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/les-vor-cette-fraternite-criminelle-venue-des-pays-de-l-est-pour-piller-la-france-20220623>

Le Figaro (site web)

jeudi 23 juin 2022 - 19:36 UTC +02:00 1836 mots

## Les «vory», cette fraternité criminelle venue des pays de l'Est pour piller la France

Cornevin, Christophe

**EXCLUSIF - Avec ses codes et son organisation très hiérarchisée, les «voleurs dans la loi» multiplient les trafics sur tout le territoire.**

Dépeinte comme l'une des galaxies criminelles les plus venimeuses d'Europe, la «mafia rouge» écume la France à bas bruit, mais avec une méthode redoutable. Composées de stakhanovistes du vol en série, de boulimiques de trafics en tous genres et de spécialistes du racket ou de la contrebande, ces équipes de voyous venus du froid agissent de manière quasi militaire pour amasser des butins considérables.

Géorgiens mais aussi Moldaves et Arméniens, tous font partie d'une véritable «fraternité» secrète, celle des «vory», abréviation de «vory v zakone», les «voleurs dans la loi», que les services spécialisés ont placés dans leur collimateur. « Cette traduction, un peu ésotérique, rappelle que ces criminels érigent le vol comme une vertu cardinale, au cœur des lois occultes qui régissent leurs activités », décrypte un officier.

Jusqu'ici bien connus pour d'étourdissantes séries de cambriolages, des razzias dans les commerces et des raids nocturnes perpétrés à travers le pays, ces clans de l'Est, hyper organisés, ne cessent de monter en puissance tout en diversifiant leurs activités délinquantes. Ainsi, les 16 et 30 mai derniers, les gendarmes de l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante (Oclidi) et ceux de la section de recherches (SR) d'Orléans (Loiret) ont démantelé une équipe de malfaiteurs. Qualifiés de « *particulièrement mobiles et chevronnés* », ils sillonnaient le territoire pour « *commettre de multiples vols aggravés ou encore des extorsions, et étendre leurs réseaux de contrebande de cigarettes* ». Ce dernier trafic, porté par la flambée du prix du paquet, est devenu un créneau très prisé du gotha du banditisme international. Que les voyous de l'Est, notamment les puissants clans Géorgiens depuis peu, se greffent dessus n'a guère surpris les experts du renseignement.

Liasses de billets

Après des mois d'investigations, sous l'égide de la Juridiction nationale chargée de la lutte contre la criminalité organisée (Junalco), les gendarmes ont interpellé quinze suspects lors d'une vaste opération coordonnée avec Europol et Interpol en France, en Roumanie et en Moldavie. Parmi les cibles, figuraient trois «*autorités criminelles*» considérées comme de «*haut niveau*» dont un «vor», c'est-à-dire celui qui règne en seigneur sur son clan. En perquisition, 1700 cartouches de cigarettes et quelque 522 kg de tabac ont été saisis, ainsi que 214.000 euros en espèces et sur des comptes. Autrement dit, la partie émergée d'un business tournant à plein régime. Un bilan porté à la connaissance du *Figaro* en témoigne: en avril 2021, après un an d'enquête et sous l'égide de la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Bordeaux, les gendarmes déclenchent l'opération Vortex, visant à neutraliser une structure criminelle placée sous l'autorité d'un «vor» qui écumait toute l'Occitanie. À Toulouse, Montauban et Limoges, treize malfrats russophones sont interpellés tandis que les militaires saisissent des centaines de bouteilles d'alcool et de cartouches de cigarettes, des lots de bijoux et de montres de luxe ainsi que des véhicules Mercedes ou encore un Audi Q7. Neuf malfaiteurs, dont leur chef, avaient été placés derrière les barreaux.

Avec les magistrats spécialisés de la Jirs de Rennes, les enquêteurs avaient ciblé, dès 2019, au sein de la diaspora arménienne, une organisation polycriminelle, décrite comme « *proche de la mouvance "vor v zakone", agissant dans l'ensemble de l'Europe* ». « Les investigations mettent en évidence l'importation en quantité

*industrielle de tabac de contrebande depuis l'Europe de l'Est et la commission de nombreuses extorsions des membres de la communauté arménienne, notamment pour le versement de l'impôt criminel », précise une source proche de l'enquête. Là encore, treize principaux malfaiteurs avaient été interceptés sur l'ensemble du territoire national, dont le «vor» régnant sur sa «confrérie» criminelle.*

Toute la panoplie des grands bandits avait été découverte, dont des liasses de billets, des véhicules, des balises de géolocalisation, une montagne de tabac de contrebande ainsi que des armes de poing. Dix mandats de dépôt avaient été délivrés. À la faveur de leurs investigations, les gendarmes ont frappé au moins trois réseaux dans l'est de la France, mais aussi à Lyon ou encore Amiens. Dossier après dossier, c'est tout un écosystème qui s'est retrouvé au cœur de la traque.

Selon nos informations, l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante aura interpellé depuis 2013 pas moins de 20 «vory» et 10 de leurs lieutenants, appelés les «smotriachi». À mesure que les réseaux tombent, un coin du voile est levé sur cet univers à la fois parallèle et vertigineux. Recrutant des cohortes entières de «têtes brûlées» établies clandestinement en Tchétchénie, en Russie, en Moldavie et plus largement dans le Caucase, les «voleurs dans la loi» fonctionnent comme une société secrète et plongent leurs racines dans des rites quasi séculaires.

«Je t'ai à l'œil»

*« Les “vory” commencent à apparaître dès les années 1930 dans le goulag soviétique, où des criminels, parmi lesquels certains ont pu collaborer avec leurs geôliers pour surveiller les prisonniers politiques, vont se structurer selon un code de conduite transmis de génération en génération », décrit le général Marc de Tarlé, chef de l'Ocldi. Fonctionnant sur un principe de rituel initiatique et de réunions secrètes, chaque clan est dirigé par un «vor» intronisé après une cérémonie. Prétendant être les dignes représentants d'une «aristocratie du crime», les membres qui ont réussi les épreuves d'admission doivent se soumettre à des règles d'airain. Les «vory v zakone» n'avaient à l'origine pas le droit de se marier, pour éviter tout attachement familial, ni de travailler. Censés vivre exclusivement du vol, ils ont interdiction de coopérer avec les autorités, de renier leur statut de criminel ou encore de confesser les faits dont ils pourraient être accusés. À la manière des yakusas japonais, ces hommes se reconnaissent grâce à des tatouages symbolisant leurs faits d'armes, leurs condamnations ou encore leur grade dans l'organisation. « Ainsi, le corps de certains détenus peut se lire comme une carte de visite », résume un spécialiste.*

Des étoiles signifient «voleur haut gradé» ou «criminel», les clochers correspondent à des séjours en prison tandis que le scarabée, généralement tatoué dans la paume de la main, laisserait entendre que son porteur est ou a été un pickpocket très doué. Un serpent enroulé autour d'un poignard indique la dangerosité, des yeux au-dessus de la clavicule signifient «Je t'ai à l'œil» ou encore une Vierge à l'Enfant est censée symboliser la vie criminelle menée par le détenu, soit autant d'attributs qui complètent le CV tout en images, et souvent chargé, des truands slaves. *« Mais, à la faveur de récentes interpellations, il semble que cette tradition du tatouage tombe en désuétude », observe le général de Tarlé. Les “vory”, plus prudents, n'entendent pas fournir la moindre indication sur leur passé criminel ». Issus des clans de Tbilissi ou de Koutaïssi, pas moins de 320 «vory» géorgiens, selon nos informations, rayonnent à travers toute l'Europe, mais aussi en Turquie, surtout depuis que des lois «anti-“vory”» très répressives, datant de 2005 et 2017, les poussent à passer à l'action en dehors de leur pays.*

Sous la férule de ces chefs de guerre «intronisés», des hommes de confiance au rang de «smotriachi» animent des réseaux de voleurs nommés «chestiorki», c'est-à-dire les «pions». *« Dès qu'ils arrivent en France, souvent en voiture ou via des lignes à bas coût, ces “soldats” bénéficient de toute une logistique avec la mise à disposition de véhicules, de téléphones, d'éventuels faux papiers ainsi que d'hébergement, notamment dans la communauté arménienne, en échange d'une liste de méfaits à accomplir dans un périmètre bien déterminé », confie le général Marc de Tarlé. Outre les vols de masse et les contrebandes en bande organisée, ces criminels «multicartes» versent dans des activités aussi variées que les vols de vélos de luxe, allant jusqu'à 12.000 euros l'unité, de GPS agricoles (15.000 euros) dans les exploitations ou chez les concessionnaires, mais aussi les vols de moteurs de bateau ou d'engins de chantier. Pour varier, les «chestiorki» jettent parfois leur dévolu sur des camions transportant des cargaisons à haute valeur ajoutée (hi-fi, parfum, etc.).*

Les règles de l'«honneur»

Au sommet, les «vory» et leurs subordonnés les plus aguerris se réunissent lors d'une «chodka» pour gérer l'organisation et régler les litiges. Sur le terrain, des «sportmeni», des «gardes du corps» experts dans les sports de combat, dont la lutte et la boxe, font régner la discipline dans les rangs, sécurisent les activités criminelles, exécutent les peines prononcées, rossent les plus récalcitrants et récupèrent les dettes de ceux qui auraient enfreint les règles de l'«honneur».

Les butins, colossaux, transitent quant à eux de compte en compte et sont réinvestis dans des sociétés à l'étranger, sachant qu'une partie alimente l'«obchak», dîme qui permet de garnir la caisse des structures criminelles et d'améliorer le confort en prison des mafieux tombés dans les filets. Mais les «vory» sont très prudents, au point de vivre sans ostentation pour ne pas attirer l'attention, à la différence des voyous de cités flambant sur la Côte d'Azur ou en Espagne. Petit à petit, la «mafia rouge» grignote du terrain et redessine les contours du crime en France.

Une symbolique des tatouages qui retrace la trajectoire des «initiés»

**La croix.** Portée sur la main, cette marque signifie: «Je suis un voleur légitime.» Dans le monde des «vory v zakone», le vol est considéré non pas comme un vice mais bien comme une vertu.

**La rosace.** Ce symbole, repris dans le film de David Cronenberg intitulé *Les Promesses de l'ombre*, (2007), représente le rang du «voleur» au sein de la confrérie criminelle.

**Les coupoles.** Semblables à celles qui coiffent les toits des églises orthodoxes, elles sont volontiers tatouées sur le thorax et permettent de déterminer le nombre de passages en prison.

**La vierge à l'enfant.** Celle qu'ils nomment la «Madone» est avant tout un symbole de protection. L'enfant peut, quant à lui, symboliser la vie criminelle menée par le détenu depuis son plus jeune âge.

**Le serpent autour du poignard.** Censé inspirer la peur chez celui qui l'aperçoit, ce tatouage a valeur d'avertissement: il indique la dangerosité de son porteur, censé avoir déjà infligé de graves blessures.

**Le crucifix.** Dans le code séculaire des «voleurs dans la loi», le crucifix signifierait «esclavage et soumission». En arborant ce tatouage, un «dignitaire» affiche ainsi la place de choix qu'il occupe dans le clan.

24 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/guerre-en-ukraine-les-europeens-contraints-de-prolonger-leurs-centrales-les-plus-polluantes-20220623>

Le Figaro Économie, vendredi 24 juin 2022 882 mots, p. 23

## Les Européens contraints de prolonger leurs centrales les plus polluantes



Une exploitation minière de lignite à ciel ouvert près de la centrale électrique au charbon du géant de l'énergie RWE à Garzweiler, dans l'ouest de l'Allemagne. INA FASSBENDER/AFP

Bohineust, Armelle, Guichard, Guillaume

Ce n'est pas encore la mobilisation générale, mais cela commence à y ressembler. La première ministre française Élisabeth Borne a présenté jeudi un plan d'action pour faire face à la crise gazière. Le gouvernement a annoncé viser un remplissage à 100 % des stockages souterrains de gaz à l'entrée de l'hiver (*lire ci-dessous*), contre 85 % jusqu'à présent. En revanche, aucune campagne d'économies d'énergie ne sera lancée auprès du grand public avant l'automne.

Si Paris se montre moins pressé que Berlin à sonner le tocsin, c'est parce que la France « *se trouve dans une situation plus favorable* », insiste-t-on à Matignon. Grâce à ses quatre terminaux méthaniers, réservés à pleine capacité sur le long terme, l'Hexagone importe du gaz naturel liquéfié (GNL) américain ou qatari comme jamais. De quoi faire face à une coupure des flux gaziers russes.

Au point que la France viendra en aide à ses voisins plus dépendants du gaz russe, à commencer par l'Allemagne. « *Même en utilisant à fond les capacités d'exportation des gazoducs vers l'Italie, la Suisse et le Benelux (pour rejoindre le réseau allemand), nous pourrions conserver un bon niveau de gaz en France* », se félicite-t-on à Matignon. *Toutefois, « la capacité des interconnexions avec nos voisins pourrait ne pas suffire à combler le déficit gazier allemand »*, précise-t-on à Paris.

*Pour faire face à cette grave crise d'approvisionnement provoquée par Moscou sur fond de guerre en Ukraine, nombre de pays européens se tournent vers le charbon.* L'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Italie et la Grande-Bretagne annoncent *un retour accru à la source d'énergie la plus néfaste pour le climat.* Même la France, pénalisée par un parc nucléaire en difficulté (*lire ci-dessous*) envisage de continuer à utiliser la centrale de Cordemais, voire de relancer celle de Carling en Moselle.

*Depuis 2015, tous les pays européens se sont pourtant peu à peu engagés à sortir du charbon, qui représentait 13 % de la production électrique des Vingt-Sept en 2020.* Mais la guerre en Ukraine, les sanctions adoptées par l'UE et les réactions de Moscou changent la donne. C'est a priori temporaire et cela ne devrait pas nuire à nos objectifs climatiques, jurent Bruxelles comme les pays qui rouvrent leurs mines ou prévoient d'acheter du charbon aux États-Unis, en Colombie ou en Australie. Des achats destinés à remplacer *le charbon russe (45 % des importations de l'UE)* sur lequel Bruxelles a décrété un embargo à partir d'août.

Le prix du charbon flambe tandis que les Européens s'activent pour remplacer le gaz russe. Moscou, qui a déjà privé de gaz la Finlande, la Bulgarie, la Pologne puis les Pays-Bas, réduit désormais ses exportations vers d'autres pays au point qu'une douzaine d'États sont touchés par ces coupures. Depuis une semaine, le gazoduc Nord Stream 1 fonctionne à environ 40 % de ses capacités, l'Italie ne reçoit qu'une partie de ses commandes et la Suède a lancé une alerte sur ses approvisionnements.

Moscou nie toute volonté de nuire à ses clients européens, alors qu'ils soutiennent l'Ukraine. Le Kremlin jure que la Russie « *remplit ses obligations* » et le groupe public Gazprom affirme qu'un problème technique l'a contraint à réduire le débit. Personne n'y croit. « *C'est une attaque contre nous, menée de façon délibérée* » par Vladimir Poutine, s'est insurgé le ministre allemand de l'économie Robert Habeck. « *Nous observons des manoeuvres crapuleuses de la part de l'administration Poutine avec Gazprom qui abaisse le débit très soudainement* », pointe Elina Bardram, responsable des affaires internationales à la Commission européenne.

Jusqu'ici, l'UE a prévu de sanctionner l'attaque de Moscou en Ukraine en mettant fin aux importations de pétrole et de charbon, sans interdire les achats de gaz. Si, en 2021, la Russie a fourni 30 % du brut acheté par l'UE, elle lui a procuré 40 % de ses besoins en gaz. Depuis le début 2022, ces flux de gaz ont diminué de moitié et, en les réduisant un peu plus, Vladimir Poutine frappe là où cela fait mal tout en limitant les dégâts pour la Russie, qui engrange beaucoup plus de devises avec le pétrole.

« *Gazprom n'est plus un fournisseur fiable de l'Europe. Les livraisons repartiront peut-être puis seront de nouveau réduites. L'objectif de la Russie est d'empêcher les Européens de remplir leur stockage pour l'hiver* », résume Marc-Antoine Eyl-Mazzega, de l'Ifri. « *Quand les prix se desserreront, Moscou redonnera un coup de pression pour les faire remonter* », prévoit le chercheur. **Le gaz en Europe s'échangeait jeudi autour de 130 euros par mégawattheure, en hausse de 300 % sur un an.**

Les nouvelles coupures de gaz accélèrent la recherche de solutions pour éviter des pénuries d'énergie et une flambée supplémentaire des prix. « *On note une baisse de la demande, autour de 10 %. L'industrie se restreint en Europe, les ménages aussi* », observe déjà Marc-Antoine Eyl-Mazzega. Côté offre, la Norvège va acheminer davantage de gaz vers l'UE et celle-ci augmentera encore ses achats de GNL américain.

Bruxelles, qui accueille vendredi un Conseil européen ( lire page 7 ), cherche des solutions. **Au-delà du charbon, ce pourrait être le nucléaire, en repoussant la mise au rebut de centrales vieillissantes. Mais Berlin s'y oppose.** L'Italie milite en faveur d'un plafonnement des prix du gaz au niveau européen. Les alternatives sont rares. Le plan REPowerEU, censé simplifier l'octroi de permis pour les énergies renouvelables, aura peu d'effet sur le court terme.

24 juin (Wall Street Journal)

[https://www.wsj.com/articles/nuclear-power-climate-change-russia-energy-11655995024?mod=hp\\_lead\\_pos10](https://www.wsj.com/articles/nuclear-power-climate-change-russia-energy-11655995024?mod=hp_lead_pos10)

## Nuclear Power Is Poised for a Comeback. The Problem Is Building the Reactors.

Countries have lost their expertise in building nuclear plants after shunning them for years

By [Matthew Dalton](#)

June 23, 2022 11:07 am ET

Western nations are betting big on nuclear power, decades after safety concerns pushed it out of favor—only they have lost their expertise in building the reactors.

Governments want nuclear energy's carbon-free electricity to help tackle [climate change](#) and [reduce dependence](#) on Russian oil and gas. The U.S., France and China are backing a new generation of reactors that are intended to be [easier to build](#) and safer than earlier designs. Russia's invasion of Ukraine has stoked the sense of urgency to bring them online. Such ambitions face a major obstacle in the West. The nations that gave birth to the nuclear age are short on managers and skilled workers with experience in building reactors after shunning nuclear energy for years. A handful of plants already under construction across the U.S. and Europe are years late and billions over budget. The projects have left companies insolvent and exposed weaknesses in U.S. and European nuclear engineering capabilities.

In [France](#), the construction of a cutting-edge reactor at the Flamanville nuclear plant was expected to anchor the country's independence from foreign energy supplies and churn out electricity with nearly zero greenhouse gases.

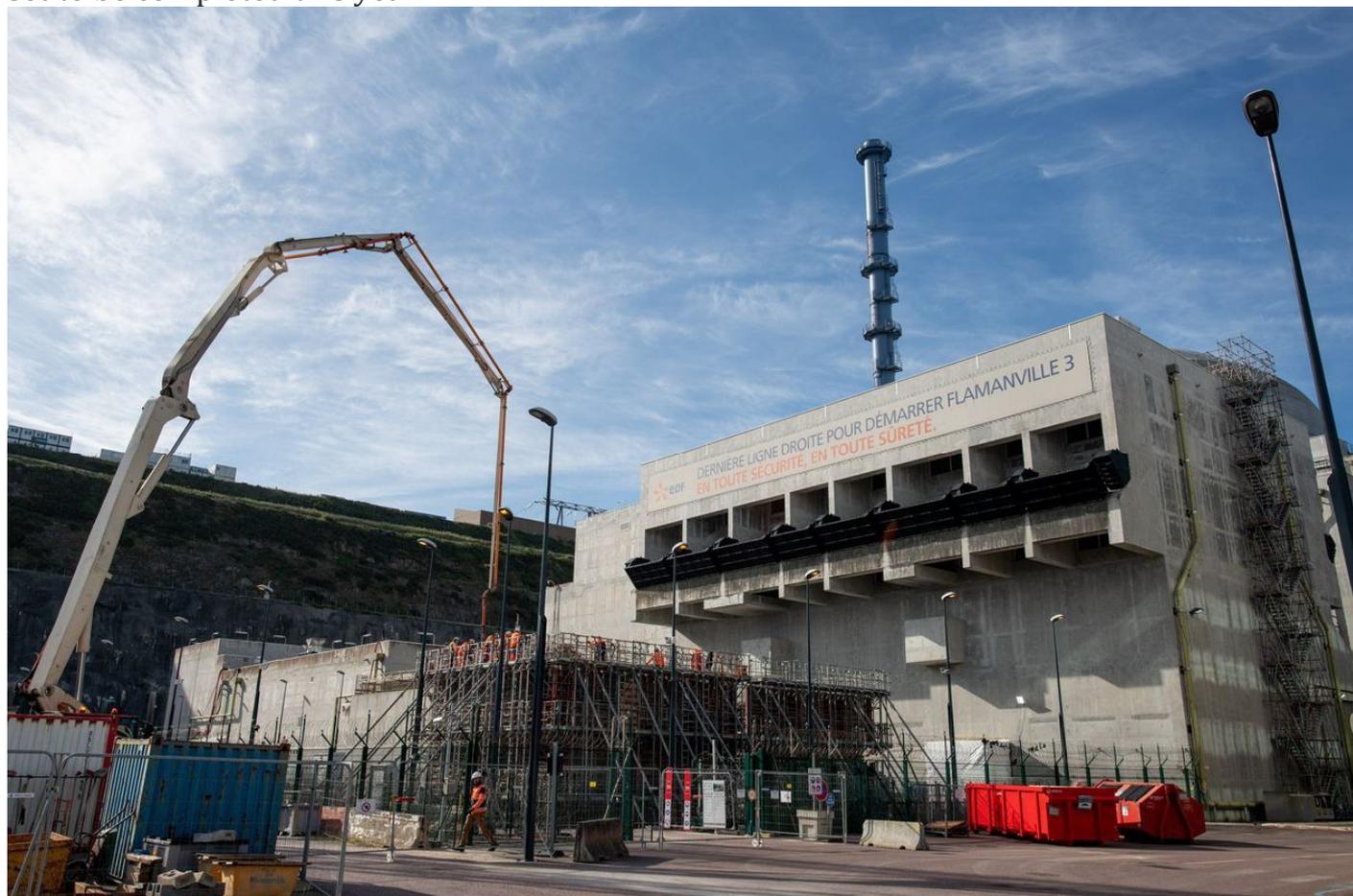
The reactor was supposed to be ready by 2012. A decade later, welders are still fixing mistakes discovered seven years ago, squeezing into the reactor's warren of pipes with soldering irons and using robots to repair more than 100 substandard welds across the reactor's cooling system.

"The quality was very far from the expected level," said Julien Collet, deputy director of France's Nuclear Safety Authority.

Georgia Power is building two reactors, among the first new U.S. nuclear units to break ground in more than three decades. The project is [behind schedule](#) and billions of dollars over its estimated cost. "We had to train welders and all these other crafts to be nuclear workers," said Will Salters, a union official working on the construction at the Vogtle plant in Burke County, Ga. "We hardly had them in the country. All the ones we had were either retired or passed away."

The West largely stopped building new reactors in the wake of nuclear accidents at Three Mile Island in Pennsylvania in 1979 and Chernobyl in 1986. Antinuclear sentiment, including safety concerns over the storage of waste, became a cornerstone of environmental movements.

The 2011 meltdowns in Fukushima, Japan, [further pushed nations away](#) from nuclear power. The U.S. tightened regulations, and Germany decided to shut down all of its reactors—a move set to be completed this year.



*A storage water tank under construction at a nuclear plant in Flamanville, France.*

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS



***Workers inside the reactor building in Flamanville.***

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Those concerns are now taking a back seat to a push to slow climate change. The International Energy Agency says it expects global nuclear power capacity will have to double by 2050 for the world to reach so-called net zero, in which greenhouse gas emissions are so low that they can be completely offset by forests and other natural means of absorbing carbon dioxide from the atmosphere. Scientists say that achieving net zero is essential to fulfilling the Paris climate accord, which calls for governments to limit global warming close to 1.5 degrees Celsius above preindustrial temperatures.

The U.K., Poland, the Czech Republic and the Netherlands have all announced plans to build new reactors, adding to Europe's decades-old reactor fleet. France, which already generates 70% of its electricity from nuclear power plants, is beginning to train thousands of workers in the rigorous requirements of nuclear engineering and construction as part of a plan to build up to 14 new full-size reactors and other smaller ones.

France recently shut down 12 of its reactors because of unexpected corrosion on the reactors' piping, leading the country to rely more on gas-fired electricity just as Russia has [cut the flow of gas](#) to Europe. French officials are racing to find the cause of the problem before next winter.

In the U.S., last year's infrastructure law authorized \$3.2 billion for the development of advanced nuclear plants. TerraPower, a company founded by Bill Gates, is proposing a new kind of reactor that it says would be much simpler to build because it wouldn't operate at the very high pressures that are standard in current reactor designs.

Other companies in the U.S. and Europe are proposing to build small modular reactors to bring down the costs of nuclear construction. Proponents say they will be easier to build because they can be assembled in the controlled environment of factories, helping to avoid some of the manufacturing problems that have bedeviled larger reactors that must be built on site.

The new reactor designs also aim to produce less waste by using uranium more efficiently than existing reactors.

The designs for these advanced reactors haven't been approved by regulators. They, too, will require large numbers of highly-skilled nuclear workers and the development of a new kind of nuclear fuel—known as high-assay low-enriched uranium—that has never been used on a commercial scale.

“The biggest risks that we face are supply-chain issues,” said TerraPower spokesman Jeff Navin. “We'll need skilled laborers—welders, general construction. Some of those workers will need specific training. That's certainly a concern.”

A decline in the cost of electricity from wind turbines, solar panels and other renewable technologies has raised questions about whether nuclear power is worth the investment. Batteries that store electricity when the wind and sunshine are lacking have [become commercially feasible](#), though supply-chain problems have recently [held back their deployment](#).

“Why not just develop more renewable energy, which is safer and cheaper and much faster to build? It doesn't make any sense,” said Mark Jacobson, a professor of civil and environmental engineering at Stanford University. “Storage adds cost, but the cost is trivial relative to new nuclear.”



***A dome is lowered onto a nuclear containment building at the Vogtle plant in Georgia in 2019.***

PHOTO: MICHAEL HOLAHAN/ASSOCIATED PRESS

In the U.S., plans for the Vogtle plant date to 2008, when South Carolina and Georgia decided to build reactors using a new design from Westinghouse called the AP1000. Westinghouse said the reactor would be safer because of passive systems that rely on gravity and other natural forces to cool the core in case of an accident. There would also be fewer valves, pipes and pumps than in earlier reactors.

South Carolina utilities ordered two reactors for the V.C. Summer plant, while Georgia Power ordered two for the Vogtle plant. To keep costs down and improve quality, Westinghouse and its partner, Shaw Group Inc., decided to employ a new strategy in nuclear construction: forging pieces of the reactor at a factory, then assembling them at the plant site.

The manufacturing would be done at a Shaw factory in Lake Charles, La., amid the region's booming oil-and-gas industry. Christopher Hartz, who was in charge of quality control at Shaw's nuclear division, said many of the workers at the plant had no experience in nuclear welding and struggled to meet the industry's exacting standards.

"The first module pieces they welded looked like pretzels," Mr. Hartz said.

In 2010, Mr. Hartz led a team that included executives from V.C. Summer and Vogtle to audit the plant. They found that manufacturing quality had regressed and voted to stop work, he

said. When Mr. Hartz told a manager at the plant, he said, the manager threw a letter opener at him and nearly struck him. Mr. Hartz resigned months later.

The forged pieces that the plant finally shipped to Vogtle were poorly made, regulators and union officials said.

“The welds didn’t meet the criteria. They were just terrible,” said Mr. Salters, the union official in Georgia. “Our union welders had to grind out everything they did and redo it all, which put the job behind from the beginning.”

Shaw, which is under new ownership and management, declined to comment.

In the U.S., Westinghouse buckled under the weight of cost overruns at the Vogtle and V.C. Summer plants, declaring bankruptcy in 2017. Santee Cooper and Scana Corp., the South Carolina utilities that ordered the reactors at the V.C. Summer power plant, canceled the project later that year.

Georgia Power and its parent company, Southern Co., pressed ahead with the two reactors at Vogtle. The companies say they are aiming to bring the first into service in the first quarter of next year.

“We knew building the first new nuclear units in the U.S. in more than 30 years would be challenging,” Georgia Power said.

The new reactor going into the plant in Flamanville was developed by a consortium led by Areva SA, France’s state-controlled nuclear engineering company. Called the European Pressurized Reactor, it was designed to use uranium fuel more efficiently and have new safety features to ease public fears about nuclear power—including a system that would cool the molten core with water if it escaped the reactor vessel.

EDF SA, the country’s state-controlled power company, placed its order for Flamanville in 2004. A year earlier, a consortium of Finnish companies had ordered the reactor to be built at an existing power plant in Olkiluoto in western Finland.



***The Olkiluoto nuclear power plant in western Finland in 2016.***

PHOTO: SAM KINGSLEY/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

Problems at the Finnish site began soon after construction, said Tapani Virolainen, deputy director of Finland's nuclear safety authority. A new, nearly 10-foot-thick concrete slab supporting the plant wasn't sufficiently watertight. A metallic lining inside the containment structure that was supposed to make it airtight was welded incorrectly.

The highest quality manufacturing on the project came not from Europe but a Japanese consortium that forged the plant's 460-ton reactor vessel, Mr. Virolainen said.

The Finnish reactor began generating small amounts of electricity in March, nearly 13 years later than expected. A Finnish consortium has spent more than €5.7 billion (\$6.1 billion) on the reactor, initially estimated to cost €3 billion. Areva has booked more than €5.5 billion in losses.

In France, the original goal was to have the reactor generating electricity in 2012. It still wasn't finished in 2015, when subcontractors flagged a problem with a few of the cooling system welds. It took EDF 1½ years to figure out the problem was serious enough to inform France's nuclear safety regulator, which opened an investigation and found 110 welds that weren't up to snuff.

Some of the problem welds, regulators and EDF executives said, were the result of subcontractors not being given correct specifications from the design. Others were simply flubbed by welders who lacked the necessary expertise, officials and EDF executives say.

“We lost the habit of welding at this scale and these requirements, because the fleet was built a long time ago,” said Majorie Hazeveld, the EDF executive in charge of welding. “People who work in nuclear only do maintenance—so, welds that are fairly simple.”



***Inside the reactor building in Flamanville.***

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS

EDF in January pushed back the date for loading fuel into the Flamanville reactor to the middle of 2023, more than a decade later than initially expected. It raised the cost estimate to €12.7 billion, nearly four times the original price tag.

Areva and the French government were ultimately on the hook for the cost overruns in Finland and France. The French state restructured the company in 2016 as it reeled from the losses, and EDF took control of the company’s reactor construction business.

In 2016, EDF’s management pushed ahead with a new, even bigger project: The construction of two reactors in the U.K. at Hinkley Point for an estimated price of £18 billion (\$22.5 billion).

Gerard Magnin, a nonprofit executive whom the government named to the board because of his expertise in renewable energy, resigned over the decision to invest more in nuclear. “There is the risk of technical and economic obsolescence in today’s nuclear decisions because of the collapse of the cost of renewable energy,” Mr. Magnin said in an interview.

Three years later, EDF raised the cost estimate of the project to between £21.5 and £22.5 billion, saying that excavations had revealed the site’s foundations were less stable than previously expected and would need more reinforcement.

In May, EDF raised the price tag again to between £26 and £27 billion, and pushed back the startup date to June 2027. It warned that there was a risk of additional delays.



***EDF workers walk through the construction in Flamanville.***

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

A nuclear power plant in Cattenom, France. The country plans to build up to 14 new full-size reactors. PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

By [Matthew Dalton](#) Follow

June 23, 2022 11:07 am ET

Western nations are betting big on nuclear power, decades after safety concerns pushed it out of favor—only they have lost their expertise in building the reactors.

Governments want nuclear energy's carbon-free electricity to help tackle [climate change](#) and [reduce dependence](#) on Russian oil and gas. The U.S., France and China are backing a new generation of reactors that are intended to be [easier to build](#) and safer than earlier designs. Russia's invasion of Ukraine has stoked the sense of urgency to bring them online. Such ambitions face a major obstacle in the West. The nations that gave birth to the nuclear age are short on managers and skilled workers with experience in building reactors after shunning nuclear energy for years. A handful of plants already under construction across the U.S. and Europe are years late and billions over budget. The projects have left companies insolvent and exposed weaknesses in U.S. and European nuclear engineering capabilities.

In [France](#), the construction of a cutting-edge reactor at the Flamanville nuclear plant was expected to anchor the country's independence from foreign energy supplies and churn out electricity with nearly zero greenhouse gases.

The reactor was supposed to be ready by 2012. A decade later, welders are still fixing mistakes discovered seven years ago, squeezing into the reactor's warren of pipes with soldering irons and using robots to repair more than 100 substandard welds across the reactor's cooling system.

"The quality was very far from the expected level," said Julien Collet, deputy director of France's Nuclear Safety Authority.

Georgia Power is building two reactors, among the first new U.S. nuclear units to break ground in more than three decades. The project is [behind schedule](#) and billions of dollars over its estimated cost. "We had to train welders and all these other crafts to be nuclear workers," said Will Salters, a union official working on the construction at the Vogtle plant in Burke County, Ga. "We hardly had them in the country. All the ones we had were either retired or passed away."

The West largely stopped building new reactors in the wake of nuclear accidents at Three Mile Island in Pennsylvania in 1979 and Chernobyl in 1986. Antinuclear sentiment, including safety concerns over the storage of waste, became a cornerstone of environmental movements.

The 2011 meltdowns in Fukushima, Japan, [further pushed nations away](#) from nuclear power. The U.S. tightened regulations, and Germany decided to shut down all of its reactors—a move set to be completed this year.



*A storage water tank under construction at a nuclear plant in Flamanville, France.*

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS



*Workers inside the reactor building in Flamanville.*

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Those concerns are now taking a back seat to a push to slow climate change. The International Energy Agency says it expects global nuclear power capacity will have to double by 2050 for the world to reach so-called net zero, in which greenhouse gas emissions are so low that they can be completely offset by forests and other natural means of absorbing carbon dioxide from the atmosphere. Scientists say that achieving net zero is essential to fulfilling the Paris climate accord, which calls for governments to limit global warming close to 1.5 degrees Celsius above preindustrial temperatures.

The U.K., Poland, the Czech Republic and the Netherlands have all announced plans to build new reactors, adding to Europe's decades-old reactor fleet. France, which already generates 70% of its electricity from nuclear power plants, is beginning to train thousands of workers in the rigorous requirements of nuclear engineering and construction as part of a plan to build up to 14 new full-size reactors and other smaller ones.

France recently shut down 12 of its reactors because of unexpected corrosion on the reactors' piping, leading the country to rely more on gas-fired electricity just as Russia has [cut the flow of gas](#) to Europe. French officials are racing to find the cause of the problem before next winter.

In the U.S., last year's infrastructure law authorized \$3.2 billion for the development of advanced nuclear plants. TerraPower, a company founded by Bill Gates, is proposing a new

kind of reactor that it says would be much simpler to build because it wouldn't operate at the very high pressures that are standard in current reactor designs.

Other companies in the U.S. and Europe are proposing to build small modular reactors to bring down the costs of nuclear construction. Proponents say they will be easier to build because they can be assembled in the controlled environment of factories, helping to avoid some of the manufacturing problems that have bedeviled larger reactors that must be built on site.

The new reactor designs also aim to produce less waste by using uranium more efficiently than existing reactors.

The designs for these advanced reactors haven't been approved by regulators. They, too, will require large numbers of highly-skilled nuclear workers and the development of a new kind of nuclear fuel—known as high-assay low-enriched uranium—that has never been used on a commercial scale.

“The biggest risks that we face are supply-chain issues,” said TerraPower spokesman Jeff Navin. “We'll need skilled laborers—welders, general construction. Some of those workers will need specific training. That's certainly a concern.”

A decline in the cost of electricity from wind turbines, solar panels and other renewable technologies has raised questions about whether nuclear power is worth the investment. Batteries that store electricity when the wind and sunshine are lacking have [become commercially feasible](#), though supply-chain problems have recently [held back their deployment](#).

“Why not just develop more renewable energy, which is safer and cheaper and much faster to build? It doesn't make any sense,” said Mark Jacobson, a professor of civil and environmental engineering at Stanford University. “Storage adds cost, but the cost is trivial relative to new nuclear.”



***A dome is lowered onto a nuclear containment building at the Vogtle plant in Georgia in 2019.***

PHOTO: MICHAEL HOLAHAN/ASSOCIATED PRESS

In the U.S., plans for the Vogtle plant date to 2008, when South Carolina and Georgia decided to build reactors using a new design from Westinghouse called the AP1000. Westinghouse said the reactor would be safer because of passive systems that rely on gravity and other natural forces to cool the core in case of an accident. There would also be fewer valves, pipes and pumps than in earlier reactors.

South Carolina utilities ordered two reactors for the V.C. Summer plant, while Georgia Power ordered two for the Vogtle plant. To keep costs down and improve quality, Westinghouse and its partner, Shaw Group Inc., decided to employ a new strategy in nuclear construction: forging pieces of the reactor at a factory, then assembling them at the plant site.

The manufacturing would be done at a Shaw factory in Lake Charles, La., amid the region's booming oil-and-gas industry. Christopher Hartz, who was in charge of quality control at Shaw's nuclear division, said many of the workers at the plant had no experience in nuclear welding and struggled to meet the industry's exacting standards.

"The first module pieces they welded looked like pretzels," Mr. Hartz said.

In 2010, Mr. Hartz led a team that included executives from V.C. Summer and Vogtle to audit the plant. They found that manufacturing quality had regressed and voted to stop work, he said. When Mr. Hartz told a manager at the plant, he said, the manager threw a letter opener at him and nearly struck him. Mr. Hartz resigned months later.

The forged pieces that the plant finally shipped to Vogtle were poorly made, regulators and union officials said.

"The welds didn't meet the criteria. They were just terrible," said Mr. Salters, the union official in Georgia. "Our union welders had to grind out everything they did and redo it all, which put the job behind from the beginning."

Shaw, which is under new ownership and management, declined to comment.

In the U.S., Westinghouse buckled under the weight of cost overruns at the Vogtle and V.C. Summer plants, declaring bankruptcy in 2017. Santee Cooper and Scana Corp., the South Carolina utilities that ordered the reactors at the V.C. Summer power plant, canceled the project later that year.

Georgia Power and its parent company, Southern Co., pressed ahead with the two reactors at Vogtle. The companies say they are aiming to bring the first into service in the first quarter of next year.

“We knew building the first new nuclear units in the U.S. in more than 30 years would be challenging,” Georgia Power said.

The new reactor going into the plant in Flamanville was developed by a consortium led by Areva SA, France’s state-controlled nuclear engineering company. Called the European Pressurized Reactor, it was designed to use uranium fuel more efficiently and have new safety features to ease public fears about nuclear power—including a system that would cool the molten core with water if it escaped the reactor vessel.

EDF SA, the country’s state-controlled power company, placed its order for Flamanville in 2004. A year earlier, a consortium of Finnish companies had ordered the reactor to be built at an existing power plant in Olkiluoto in western Finland.



***The Olkiluoto nuclear power plant in western Finland in 2016.***

PHOTO: SAM KINGSLEY/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

Problems at the Finnish site began soon after construction, said Tapani Virolainen, deputy director of Finland’s nuclear safety authority. A new, nearly 10-foot-thick concrete slab supporting the plant wasn’t sufficiently watertight. A metallic lining inside the containment structure that was supposed to make it airtight was welded incorrectly.

The highest quality manufacturing on the project came not from Europe but a Japanese consortium that forged the plant’s 460-ton reactor vessel, Mr. Virolainen said.

The Finnish reactor began generating small amounts of electricity in March, nearly 13 years later than expected. A Finnish consortium has spent more than €5.7 billion (\$6.1 billion) on the reactor, initially estimated to cost €3 billion. Areva has booked more than €5.5 billion in losses.

In France, the original goal was to have the reactor generating electricity in 2012. It still wasn’t finished in 2015, when subcontractors flagged a problem with a few of the cooling system welds. It took EDF 1½ years to figure out the problem was serious enough to inform France’s nuclear safety regulator, which opened an investigation and found 110 welds that weren’t up to snuff.

Some of the problem welds, regulators and EDF executives said, were the result of subcontractors not being given correct specifications from the design. Others were simply flubbed by welders who lacked the necessary expertise, officials and EDF executives say.

“We lost the habit of welding at this scale and these requirements, because the fleet was built a long time ago,” said Majorie Hazeveld, the EDF executive in charge of welding. “People who work in nuclear only do maintenance—so, welds that are fairly simple.”



***Inside the reactor building in Flamanville.***

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS

EDF in January pushed back the date for loading fuel into the Flamanville reactor to the middle of 2023, more than a decade later than initially expected. It raised the cost estimate to €12.7 billion, nearly four times the original price tag.

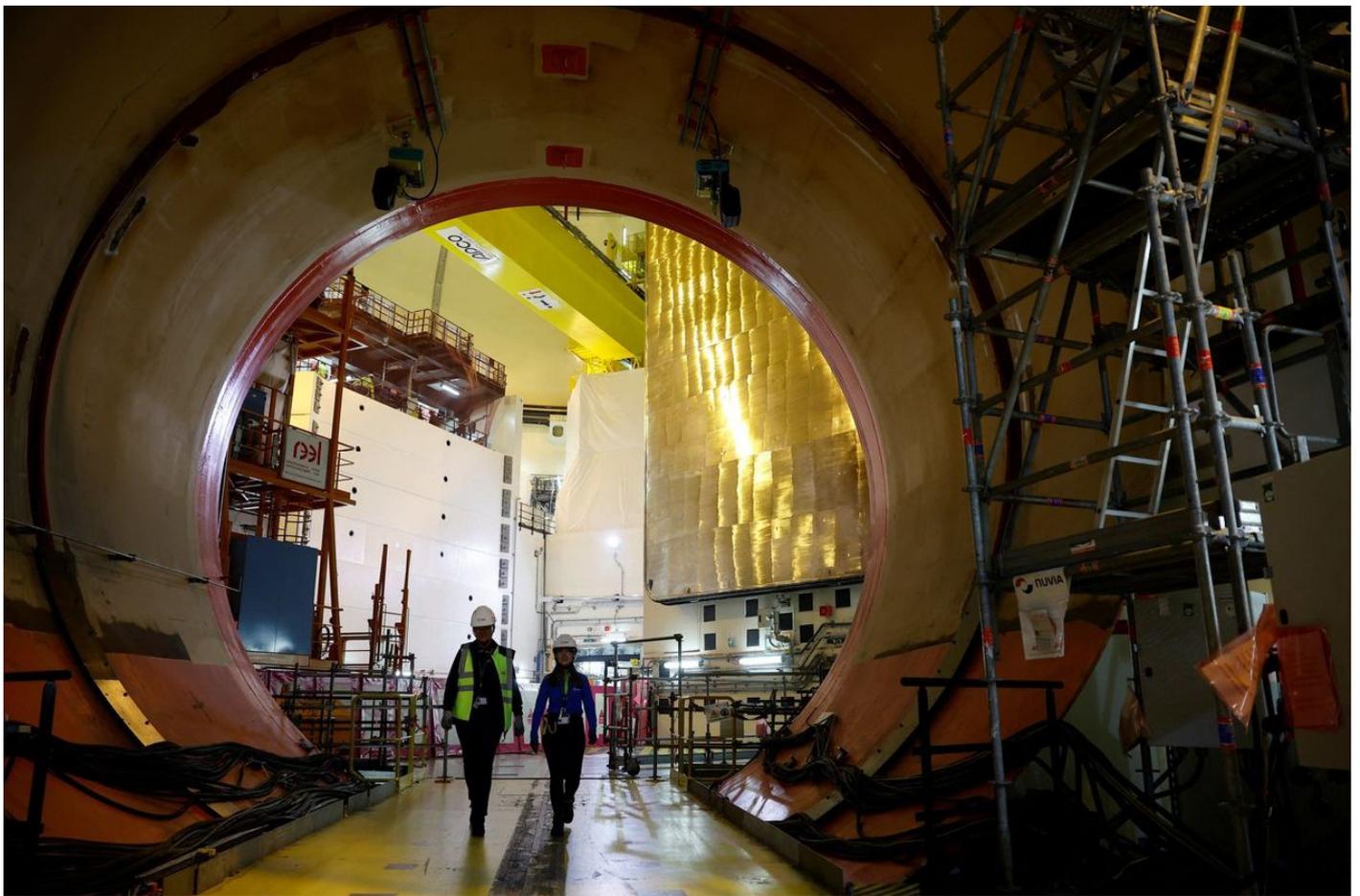
Areva and the French government were ultimately on the hook for the cost overruns in Finland and France. The French state restructured the company in 2016 as it reeled from the losses, and EDF took control of the company’s reactor construction business.

In 2016, EDF’s management pushed ahead with a new, even bigger project: The construction of two reactors in the U.K. at Hinkley Point for an estimated price of £18 billion (\$22.5 billion).

Gerard Magnin, a nonprofit executive whom the government named to the board because of his expertise in renewable energy, resigned over the decision to invest more in nuclear. “There is the risk of technical and economic obsolescence in today’s nuclear decisions because of the collapse of the cost of renewable energy,” Mr. Magnin said in an interview.

Three years later, EDF raised the cost estimate of the project to between £21.5 and £22.5 billion, saying that excavations had revealed the site’s foundations were less stable than previously expected and would need more reinforcement.

In May, EDF raised the price tag again to between £26 and £27 billion, and pushed back the startup date to June 2027. It warned that there was a risk of additional delays.



***EDF workers walk through the construction in Flamanville.***

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

A nuclear power plant in Cattenom, France. The country plans to build up to 14 new full-size reactors. PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

By [Matthew Dalton](#)

Western nations are betting big on nuclear power, decades after safety concerns pushed it out of favor—only they have lost their expertise in building the reactors.

Governments want nuclear energy's carbon-free electricity to help tackle [climate change](#) and [reduce dependence](#) on Russian oil and gas. The U.S., France and China are backing a new generation of reactors that are intended to be [easier to build](#) and safer than earlier designs. Russia's invasion of Ukraine has stoked the sense of urgency to bring them online. Such ambitions face a major obstacle in the West. The nations that gave birth to the nuclear age are short on managers and skilled workers with experience in building reactors after shunning nuclear energy for years. A handful of plants already under construction across the U.S. and Europe are years late and billions over budget. The projects have left companies insolvent and exposed weaknesses in U.S. and European nuclear engineering capabilities.

In [France](#), the construction of a cutting-edge reactor at the Flamanville nuclear plant was expected to anchor the country's independence from foreign energy supplies and churn out electricity with nearly zero greenhouse gases.

The reactor was supposed to be ready by 2012. A decade later, welders are still fixing mistakes discovered seven years ago, squeezing into the reactor’s warren of pipes with soldering irons and using robots to repair more than 100 substandard welds across the reactor’s cooling system.

“The quality was very far from the expected level,” said Julien Collet, deputy director of France’s Nuclear Safety Authority.

Georgia Power is building two reactors, among the first new U.S. nuclear units to break ground in more than three decades. The project is [behind schedule](#) and billions of dollars over its estimated cost. “We had to train welders and all these other crafts to be nuclear workers,” said Will Salters, a union official working on the construction at the Vogtle plant in Burke County, Ga. “We hardly had them in the country. All the ones we had were either retired or passed away.”

The West largely stopped building new reactors in the wake of nuclear accidents at Three Mile Island in Pennsylvania in 1979 and Chernobyl in 1986. Antinuclear sentiment, including safety concerns over the storage of waste, became a cornerstone of environmental movements.

The 2011 meltdowns in Fukushima, Japan, [further pushed nations away](#) from nuclear power. The U.S. tightened regulations, and Germany decided to shut down all of its reactors—a move set to be completed this year.



*A storage water tank under construction at a nuclear plant in Flamanville, France.*

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS



*Workers inside the reactor building in Flamanville.*

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Those concerns are now taking a back seat to a push to slow climate change. The International Energy Agency says it expects global nuclear power capacity will have to double by 2050 for the world to reach so-called net zero, in which greenhouse gas emissions are so low that they can be completely offset by forests and other natural means of absorbing carbon dioxide from the atmosphere. Scientists say that achieving net zero is essential to fulfilling the Paris climate accord, which calls for governments to limit global warming close to 1.5 degrees Celsius above preindustrial temperatures.

The U.K., Poland, the Czech Republic and the Netherlands have all announced plans to build new reactors, adding to Europe's decades-old reactor fleet. France, which already generates 70% of its electricity from nuclear power plants, is beginning to train thousands of workers in the rigorous requirements of nuclear engineering and construction as part of a plan to build up to 14 new full-size reactors and other smaller ones.

France recently shut down 12 of its reactors because of unexpected corrosion on the reactors' piping, leading the country to rely more on gas-fired electricity just as Russia has [cut the flow of gas](#) to Europe. French officials are racing to find the cause of the problem before next winter.

In the U.S., last year's infrastructure law authorized \$3.2 billion for the development of advanced nuclear plants. TerraPower, a company founded by Bill Gates, is proposing a new kind of reactor that it says would be much simpler to build because it wouldn't operate at the very high pressures that are standard in current reactor designs.

Other companies in the U.S. and Europe are proposing to build small modular reactors to bring down the costs of nuclear construction. Proponents say they will be easier to build because they can be assembled in the controlled environment of factories, helping to avoid some of the manufacturing problems that have bedeviled larger reactors that must be built on site.

The new reactor designs also aim to produce less waste by using uranium more efficiently than existing reactors.

The designs for these advanced reactors haven't been approved by regulators. They, too, will require large numbers of highly-skilled nuclear workers and the development of a new kind of nuclear fuel—known as high-assay low-enriched uranium—that has never been used on a commercial scale.

"The biggest risks that we face are supply-chain issues," said TerraPower spokesman Jeff Navin. "We'll need skilled laborers—welders, general construction. Some of those workers will need specific training. That's certainly a concern."

A decline in the cost of electricity from wind turbines, solar panels and other renewable technologies has raised questions about whether nuclear power is worth the investment. Batteries that store electricity when the wind and sunshine are lacking have [become commercially feasible](#), though supply-chain problems have recently [held back their deployment](#).

“Why not just develop more renewable energy, which is safer and cheaper and much faster to build? It doesn’t make any sense,” said Mark Jacobson, a professor of civil and environmental engineering at Stanford University. “Storage adds cost, but the cost is trivial relative to new nuclear.”



***A dome is lowered onto a nuclear containment building at the Vogtle plant in Georgia in 2019.***

PHOTO: MICHAEL HOLAHAN/ASSOCIATED PRESS

In the U.S., plans for the Vogtle plant date to 2008, when South Carolina and Georgia decided to build reactors using a new design from Westinghouse called the AP1000. Westinghouse said the reactor would be safer because of passive systems that rely on gravity and other natural forces to cool the core in case of an accident. There would also be fewer valves, pipes and pumps than in earlier reactors.

South Carolina utilities ordered two reactors for the V.C. Summer plant, while Georgia Power ordered two for the Vogtle plant. To keep costs down and improve quality, Westinghouse and its partner, Shaw Group Inc., decided to employ a new strategy in nuclear construction: forging pieces of the reactor at a factory, then assembling them at the plant site.

The manufacturing would be done at a Shaw factory in Lake Charles, La., amid the region’s booming oil-and-gas industry. Christopher Hartz, who was in charge of quality control at Shaw’s nuclear division, said many of the workers at the plant had no experience in nuclear welding and struggled to meet the industry’s exacting standards.

“The first module pieces they welded looked like pretzels,” Mr. Hartz said.

In 2010, Mr. Hartz led a team that included executives from V.C. Summer and Vogtle to audit the plant. They found that manufacturing quality had regressed and voted to stop work, he

said. When Mr. Hartz told a manager at the plant, he said, the manager threw a letter opener at him and nearly struck him. Mr. Hartz resigned months later.

The forged pieces that the plant finally shipped to Vogtle were poorly made, regulators and union officials said.

“The welds didn’t meet the criteria. They were just terrible,” said Mr. Salters, the union official in Georgia. “Our union welders had to grind out everything they did and redo it all, which put the job behind from the beginning.”

Shaw, which is under new ownership and management, declined to comment.

In the U.S., Westinghouse buckled under the weight of cost overruns at the Vogtle and V.C. Summer plants, declaring bankruptcy in 2017. Santee Cooper and Scana Corp., the South Carolina utilities that ordered the reactors at the V.C. Summer power plant, canceled the project later that year.

Georgia Power and its parent company, Southern Co., pressed ahead with the two reactors at Vogtle. The companies say they are aiming to bring the first into service in the first quarter of next year.

“We knew building the first new nuclear units in the U.S. in more than 30 years would be challenging,” Georgia Power said.

The new reactor going into the plant in Flamanville was developed by a consortium led by Areva SA, France’s state-controlled nuclear engineering company. Called the European Pressurized Reactor, it was designed to use uranium fuel more efficiently and have new safety features to ease public fears about nuclear power—including a system that would cool the molten core with water if it escaped the reactor vessel.

EDF SA, the country’s state-controlled power company, placed its order for Flamanville in 2004. A year earlier, a consortium of Finnish companies had ordered the reactor to be built at an existing power plant in Olkiluoto in western Finland.



## ***The Olkiluoto nuclear power plant in western Finland in 2016.***

PHOTO: SAM KINGSLEY/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

Problems at the Finnish site began soon after construction, said Tapani Virolainen, deputy director of Finland's nuclear safety authority. A new, nearly 10-foot-thick concrete slab supporting the plant wasn't sufficiently watertight. A metallic lining inside the containment structure that was supposed to make it airtight was welded incorrectly.

The highest quality manufacturing on the project came not from Europe but a Japanese consortium that forged the plant's 460-ton reactor vessel, Mr. Virolainen said.

The Finnish reactor began generating small amounts of electricity in March, nearly 13 years later than expected. A Finnish consortium has spent more than €5.7 billion (\$6.1 billion) on the reactor, initially estimated to cost €3 billion. Areva has booked more than €5.5 billion in losses.

In France, the original goal was to have the reactor generating electricity in 2012. It still wasn't finished in 2015, when subcontractors flagged a problem with a few of the cooling system welds. It took EDF 1½ years to figure out the problem was serious enough to inform France's nuclear safety regulator, which opened an investigation and found 110 welds that weren't up to snuff.

Some of the problem welds, regulators and EDF executives said, were the result of subcontractors not being given correct specifications from the design. Others were simply flubbed by welders who lacked the necessary expertise, officials and EDF executives say.

"We lost the habit of welding at this scale and these requirements, because the fleet was built a long time ago," said Majorie Hazeveld, the EDF executive in charge of welding. "People who work in nuclear only do maintenance—so, welds that are fairly simple."



## ***Inside the reactor building in Flamanville.***

PHOTO: BENJAMIN GIRETTE/BLOOMBERG NEWS

EDF in January pushed back the date for loading fuel into the Flamanville reactor to the middle of 2023, more than a decade later than initially expected. It raised the cost estimate to €12.7 billion, nearly four times the original price tag.

Areva and the French government were ultimately on the hook for the cost overruns in Finland and France. The French state restructured the company in 2016 as it reeled from the losses, and EDF took control of the company's reactor construction business.

In 2016, EDF's management pushed ahead with a new, even bigger project: The construction of two reactors in the U.K. at Hinkley Point for an estimated price of £18 billion (\$22.5 billion).

Gerard Magnin, a nonprofit executive whom the government named to the board because of his expertise in renewable energy, resigned over the decision to invest more in nuclear. "There is the risk of technical and economic obsolescence in today's nuclear decisions because of the collapse of the cost of renewable energy," Mr. Magnin said in an interview.

Three years later, EDF raised the cost estimate of the project to between £21.5 and £22.5 billion, saying that excavations had revealed the site's foundations were less stable than previously expected and would need more reinforcement.

In May, EDF raised the price tag again to between £26 and £27 billion, and pushed back the startup date to June 2027. It warned that there was a risk of additional delays.



***EDF workers walk through the construction in Flamanville.***

PHOTO: SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

24 juin (Wall Street Journal)

[https://www.wsj.com/articles/coal-rides-to-germanys-rescue-11656024056?mod=hp\\_opin\\_pos\\_4#cxrecs\\_s](https://www.wsj.com/articles/coal-rides-to-germanys-rescue-11656024056?mod=hp_opin_pos_4#cxrecs_s)

[OPINION](#)

## Coal Energy Rides to Germany's Rescue

Berlin braces for a cutoff of Russian gas, but the nuclear power taboo remains.

By [The Editorial Board](#)

Updated June 23, 2022 7:40 pm ET



*German Economy Minister Robert Habeck gives a statement on the topics of energy and security of supply, Berlin, June 23. PHOTO: CHRISTIAN MANG/REUTERS*

In Germany even the energy emergencies are well-organized. So it is that Berlin Thursday moved into the second of three phases in what is meant to be an orderly procedure for managing fuel shortages this winter. They hope.

Economy and Climate Minister Robert Habeck raised the alert level amid a reduction in natural gas shipments from Russia. Moscow says a mechanical part is stranded in Canada due to Western sanctions imposed after [Vladimir Putin's](#) Ukraine invasion, but everyone else knows better.

**Germany is vulnerable because for years it pursued energy policies that left the economy dependent on Russia for 55% of its natural-gas imports, 34% of its oil, and 26% of its coal before the Ukraine war. These three fuels combined account for more than 75% of Germany's energy consumption, and Russian natural gas is by far the hardest to replace.**

Mr. Habeck is bringing coal-fired power plants back online so that natural gas can be diverted to industrial users and the winter stockpile. This is politically embarrassing for the minister, who hails from the environmentalist Green Party. It's also only partly effective against Germany's energy woes.

Coal works for electricity generation, but Germany uses most of its natural gas for other things. Gas-fired community heating systems can't easily be converted to coal. Manufacturers in industries such as steel and chemicals worry their equipment will be destroyed if they lose

gas supply even for a short period. Gas rationing is part of Berlin's emergency plan, but prioritizing among competing users is proving to be an imponderable.

Mr. Habeck has made some progress lining up alternative gas supplies. A new law streamlines regulation for three new terminals to import liquefied natural gas. For this winter Mr. Habeck plans to rent floating terminals. Yet someone also must build pipelines to carry gas from those terminals to the national grid, and Germany needs to line up LNG suppliers.

That leaves storage. Berlin is stockpiling gas after its negligence last year left storage facilities barely more than 70% full at the start of the cold season. As of this week, Germany's storage is filled to almost 60% of its capacity compared to less than 40% at this time last year, and the government hopes to reach 90% in the next three months. But this will be harder if Russian supplies are interrupted.

**There is always another way: nuclear.** Nuclear supplies 6% of Germany's electricity. That proportion is down from 12% last year because in late 2021 Berlin shut down another three reactors, leaving only three online. **The nuclear phase-out imposed by former Chancellor Angela Merkel in 2011 counts as one of the worst energy-security mistakes of all time.** But for now, keeping the three remaining reactors running past their planned closure at the end of this year could reduce the power gap that needs to be filled by imported coal.

Yet Chancellor Olaf Scholz and Mr. Habeck are resisting. **Nuclear power is politically controversial in Germany, especially among the granola-niks in the Green Party.** Some politicians are brave enough to call for an extension of nuclear power, notably Finance Minister Christian Lindner of the Free Democratic Party and state premier of Bavaria Markus Söder of the conservative CSU.

Mr. Habeck still seems to believe he can burn only a little more coal and Germany will arrive at a renewable nirvana when wind and solar meet the country's power needs. The same Mr. Habeck declared immediately after the Ukraine invasion that there would be **"no taboos"** in Germany's debate about energy security. **Apparently there still is one, however, and it could prove costly for Europe's largest economy.**

24 juin (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/abstention-la-jeunesse-ninini-la-chronique-de-maxime-sbaihi>

## «Abstention: la jeunesse ninini» – la chronique de Maxime Sbaihi

Par [Maxime Sbaihi](#)

23 juin 2022 à 11h30

Croire que la jeunesse française a viré à gauche parce que 40 % des jeunes électeurs ont voté pour la Nupes, c'est se tromper de dimension et donc de constat. En prenant en compte l'abstention, seuls 12 % des électeurs de moins de 35 ans ont été séduits par le discours de Jean-Luc Mélenchon



Les quatre tours des scrutins nationaux sont enfin terminés. Ils laissent derrière eux un goût d'amertume, celui d'un rendez-vous raté entre le citoyen et la démocratie. Les traditionnels débats télévisés de soirées électorales ont eu l'air si ringards, et **les scores obtenus si dérisoires, à l'ombre d'une abstention devenue omniprésente**. Sous ses niveaux records se cache surtout **un décrochage générationnel qui devrait tous nous interpeller**.

**Le curseur le plus marquant de l'abstention ? La date de naissance.** Les jeunes citoyens ont toujours été plus abstentionnistes que leurs aînés mais l'écart entre les âges ne s'était jamais autant creusé qu'en 2022. Au-delà du choix des partis, ce sont désormais **les comportements électoraux qui s'opposent entre les générations**. Environ 40 % des moins de 35 ans ne sont pas allés voter au premier et deuxième tour de la présidentielle, un taux deux fois supérieur aux plus de 60 ans. **Aux législatives, 70 % des moins de 35 ans ont boudé les urnes au premier tour !** L'abstention est même devenue majoritaire partout sauf chez les plus de 60 ans.

**Croire que la jeunesse française a viré à gauche parce que 40 % des jeunes électeurs ont voté pour la Nupes, c'est se tromper de dimension et donc de constat. En prenant en compte l'abstention, seuls 12 % des électeurs de moins de 35 ans ont été séduits par le discours de Jean-Luc Mélenchon et ses camarades.** Ce qui ressort de ces élections c'est surtout le refuge des jeunes citoyens dans **le réflexe ninini : ni Nupes, ni RN, ni Ensemble**. La jeunesse ninini ne se reconnaît dans aucun des trois nouveaux blocs du paysage politique et se retrouve nulle part ailleurs que dans le refus massif des urnes.

En Europe et en Amérique, la défiance de la jeunesse ne se limite plus seulement aux élections, aux institutions et au personnel politique, elle s'attaque désormais à la démocratie libérale

**Rentabilité immédiate.** Comment lui en vouloir ? La campagne s'est faite dans son dos avec des candidats à la recherche d'une rentabilité électorale immédiate auprès des plus de

50 ans, l'électorat le plus mobilisé et désormais en majorité absolue. **Le débat est ainsi passé à côté des problématiques des jeunes citoyens** : nous n'avons quasiment rien entendu sur le logement devenu inaccessible dans les grandes villes, sur des universités qui manquent terriblement de moyens et d'autonomie, une dette publique gonflée comme jamais, une pauvreté devenue étudiante, la lassitude des actifs à qui on demande toujours plus d'efforts tandis qu'on promet encore plus de moyens aux retraités.

Si l'abstention des jeunes peut se comprendre, faut-il pour autant s'en inquiéter ? Les soixante-huitards ne sont-ils pas aussi passés par une phase rebelle avant de devenir aujourd'hui des électeurs fidèles et centristes ? **La différence, c'est que l'abstention juvénile est le symptôme d'un mal plus profond, celui d'une « déconsolidation démocratique » théorisée par Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk.**

En Europe et en Amérique, **la défiance de la jeunesse ne se limite plus seulement aux élections, aux institutions et au personnel politique, elle s'attaque désormais à la démocratie libérale.** En France, les études montrent une érosion rapide de la satisfaction avec la démocratie chez les nouvelles générations, à des niveaux jamais observés auprès des générations précédentes au même âge. Si cette tendance continue, si nous continuons de mépriser l'avenir du pays en même temps que sa jeunesse, son nihilisme risque de tourner au vinaigre du ressentiment et **son apathie électorale se métamorphosera irrémédiablement en antipathie démocratique.**

24 juin (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/economie/comptes-publics-le-retour-du-mauvais-eleve-francais>

Europe

## Comptes publics: le retour du mauvais élève français

Par [Raphaël Legendre](#)

24 juin 2022 à 6h00

Les pays « frugaux » commencent à donner de la voix alors que la France s'enferme dans la politique du carnet de chèque



*Charles Michel, Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen , le 23 juin 2022*

« Le seul levier qui impacte Emmanuel Macron [sur les finances publiques](#), c'est l'Europe », affirmait au début du précédent mandat un poids lourd du gouvernement. C'était avant la Covid. Depuis l'éclatement de la crise et la mise entre parenthèses du [pacte de stabilité et de croissance](#), le président dépense « quoi qu'il en coûte ». La redéfinition d'un nouveau cadre budgétaire européen a eu beau faire partie des dossiers de la présidence française de l'Union européenne, le sujet a peu avancé. Le seul point sur lequel les copropriétaires de l'euro se sont mis d'accord, c'est pour repousser la suspension des règles jusqu'à fin 2023.

« **La vérité, c'est que tout le monde s'en fout en Europe pour le moment** », résume un observateur avisé des questions européennes. Tout le monde ? Pas si sûr. La semaine dernière, **les pays dits « frugaux » ont commencé à faire part de leur agacement pour le dernier Ecofin sous présidence française.**

« Tous les Etats membres doivent revenir à des finances publiques saines, nous devons réduire nos déficits et nous avons besoin d'une trajectoire fiable vers la réduction des dettes », a déclaré [le ministre allemand des Finances, Christian Lindner](#). Son homologue autrichien, Magnus Brunner, a lui aussi appelé les Etats membres à mettre « de l'ordre dans [leurs] budgets » car, comme l'a souligné la ministre des Finances néerlandaise, Sigrid Kaag, « la période n'est pas facile ».

**Sauf que pour l'heure, la France a surtout prévu de sortir le carnet de chèques.** Le premier texte du nouveau quinquennat est [un « paquet pouvoir d'achat » de plusieurs dizaines de milliards d'euros dont on ignore toujours le coût exact](#). A contrario, ce qui était le principal moteur d'économies – la réforme des retraites – a du plomb dans l'aile.

**Mystère.** Pour l'heure, c'est le grand flou. « Ne cédez pas à la manie de tous de décider avant les arbitrages », souffle un ministre. Reste que la France est le dernier pays européen

à ne pas avoir envoyé sa trajectoire budgétaire à la Commission européenne. Un délai avait été négocié avec Bruxelles pour reporter l'envoi des documents de la mi-avril, en pleine élection présidentielle, à la fin juin. Mais la Commission attendait en retour des réformes. Quelles seront-elles après les résultats du second tour des législatives ? Mystère.

Seule certitude, après avoir disparu des radars, la question des finances publiques va revenir en force dans les prochains jours. Mardi, la Cour des comptes publiera son rapport sur le Budget de l'Etat avant la présentation en conseil des ministres de la loi de règlement qui clôture les comptes 2021. Le Haut conseil des finances publiques (HCFP) rendra alors un premier avis.

Le grand audit des comptes publics sera quant à lui publié le 7 juillet, au lendemain de la présentation du paquet pouvoir d'achat en conseil des ministres, qui là aussi donnera lieu à un avis du HCFP. Les magistrats y dresseront une liste d'éléments stratégiques à mettre en place dans les cinq ans pour rétablir les comptes. La réforme des retraites y tiendra une bonne place, promet-on rue Cambon.

24 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/debats/le-compromis-politique-est-absent-de-la-culture-francaise-22-06-2022-2480637\\_2.php](https://www.lepoint.fr/debats/le-compromis-politique-est-absent-de-la-culture-francaise-22-06-2022-2480637_2.php)

## « Le compromis politique est absent de la culture française »

ENTRETIEN. Pour Jean Garrigues, historien spécialiste de la politique, un retour à l'esprit de consensus exigerait une révolution culturelle en France.



Le président français Emmanuel Macron (à droite) et le président du parti Les Républicains Christian Jacob (à gauche), le 21 juin à l'Élysée. © Mohammed Badra/Pool/AFP

Par *Kévin Badeau*

Publié le 22/06/2022 à 14h00

**U**n (gros) caillou dans la chaussure du président de la République. Loin d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, l'alliance politique qui le soutient (Ensemble !) devra pour chaque projet de loi arracher des soutiens dans les rangs des oppositions. Cette situation historique sous la V<sup>e</sup> République est peut-être l'occasion de ressusciter une vieille tradition : la « culture du compromis ». Cette pratique, très répandue à l'étranger, est morte en France avec les disparitions successives de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République. *Le Point* a interrogé Jean Garrigues, historien spécialiste de la politique. Voici ses observations.

**Le Point** : La coalition Ensemble !, réunie autour du président Macron, a échoué à obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Ce cas de figure est-il historique ?



**Jean Garrigues** : C'est un événement assez historique, oui. On recense une seule majorité relative sous la V<sup>e</sup> République. C'était en 1988, sous la présidence de François Mitterrand avec Michel Rocard pour Premier ministre. Avec 275 députés sur 577, il manquait au Parti socialiste (PS) et à

ses alliés 14 élus pour atteindre la majorité absolue, située à 289 sièges. En 2022, l'écart est bien plus important. La coalition Ensemble ! ne compte que 250 députés. Il lui en manque 39.

### **Les commentateurs politiques disent que l'Assemblée nationale sera « ingérable ». Qu'en pensez-vous ?**

En principe, il n'y a pas de raison d'affirmer que l'Assemblée sera « ingérable ». Il est possible de gouverner avec une majorité relative. C'est d'ailleurs ce qu'a réussi à faire Michel Rocard en recourant au fameux 49.3, un article de la Constitution permettant de faire passer une loi sans l'approbation de l'Assemblée. Le Premier ministre d'alors l'avait utilisé 28 fois sur 15 textes. Il en est le recordman même s'il essayait d'abord de trouver des majorités alternatives sur tel ou tel texte.

### **Dans le contexte politique et social tendu que nous connaissons, imaginez-vous la Première ministre Élisabeth Borne y recourir pour faire passer ses lois ?**

Pourquoi pas sur certains textes, comme les projets de loi de finances ou les lois concernant la Sécurité sociale. Le 49.3 n'est pas le seul instrument. Il existe d'autres méthodes pour gouverner sans majorité absolue. Je pense notamment à l'article 44 alinéa 3 de la Constitution française. Le gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer en un seul vote sur tout ou une partie d'un projet de loi. Cette procédure empêche les oppositions de déposer des milliers d'amendements afin de ralentir une loi. L'exécutif évite, par la même occasion, de voir son texte dénaturé par des modifications qu'il ne souhaite pas.

### **Quid de la recherche de majorité ponctuelle, au coup par coup, texte par texte ?**

C'est une possibilité. Il est envisageable, sur certains projets de loi, de trouver une majorité en négociant soit avec les députés Les Républicains (LR), soit avec les députés socialistes et écologistes et, pourquoi pas, avec ceux du Rassemblement national (RN). Louis Aliot a dit qu'il est possible de négocier sur le pouvoir d'achat, par exemple.

Macron a exercé une présidence assez autoritaire et verticale.

### **Les partis politiques français ont-ils cette culture du compromis ?**

La recherche d'une majorité d'idées à l'Assemblée n'est pas une tradition de la V<sup>e</sup> République, alors que cela se pratiquait couramment dans le régime parlementaire de la III<sup>e</sup> République, notamment pendant l'entre-deux-guerres. Les partis au pouvoir n'avaient pas toujours la majorité absolue et recherchaient des alliances pour l'obtenir. Cette recherche du consensus s'est poursuivie de manière systémique sous la IV<sup>e</sup> République puisque la majorité était une coalition, appelée « troisième force ».

### **Pourquoi la France a-t-elle perdu cette culture du compromis ?**

La logique des institutions de la V<sup>e</sup> République, telle que conçue par le général de Gaulle, était de faire de l'Assemblée nationale le prolongement de la volonté présidentielle. Il voulait en finir avec le « régime des partis ». À ses yeux, la lente et incessante recherche de compromis – faute de majorité absolue – provoquait une forme d'immobilisme dans les réformes. Il a aussi voulu en finir avec l'instabilité gouvernementale, provoquée par le jeu des changements d'alliance. La logique gaullienne a donc prévalu tout au long de la V<sup>e</sup> République. Elle s'est même durcie avec le

président Macron. Il a exercé une présidence assez autoritaire et verticale. En plus de cette pratique du pouvoir, il a pu compter jusqu'ici sur une très forte majorité à l'Assemblée nationale.

### **Peut-on dire que la V<sup>e</sup> République est contre-nature ?**

La pratique de la V<sup>e</sup> République, construite sur le rejet de la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, n'est pas conforme à l'esprit du parlementarisme, tel qu'il a été conçu à partir de la Révolution française de 1789. À l'époque, on considérait que la logique du Parlement était de... parlementer. C'est-à-dire de discuter et de délibérer sur la loi pour la modifier ou la rejeter. Au cours de la III<sup>e</sup> République, l'interpellation du gouvernement par un député lambda pouvait conduire à un vote. Si ce vote mettait le gouvernement en minorité, celui-ci était renversé. On a perdu le goût et la vertu de la délibération et du contrôle parlementaire au profit de la cohérence et de l'efficacité gouvernementale.

### **Un retour à l'esprit de consensus vous paraît-il possible ?**

Cela ne sera pas simple. Christian Jacob, le président du parti Les Républicains, s'est déjà dit hostile à un contrat de gouvernement... Autre obstacle, les deux principales forces d'opposition, à savoir le Rassemblement national et La France insoumise (LFI), sont des formations protestataires. Elles sont dans une opposition radicale au projet gouvernemental. Un retour à l'esprit de consensus exigerait une révolution culturelle, aussi bien de la part de l'exécutif que des oppositions. Emmanuel Macron et les partis d'opposition doivent montrer une véritable volonté de négocier. Pour l'heure, on en est loin. Mais pourquoi pas.

### **LFI, le PS, EELV et le PC ont su faire coalition, sur la base d'un programme commun, mettant de côté certains sujets qui fâchent. La Nupes a-t-elle cette culture du compromis ?**

Je dirais que cette culture est d'abord inscrite dans les gènes du mouvement macroniste Ensemble !, coalition regroupant le parti présidentiel Renaissance et ses alliés MoDem et Horizons. Par ailleurs, quand on se décrit à droite et à gauche comme le fait Emmanuel Macron, c'est forcément que l'on tend vers des solutions de compromis. Problème : le président a peu utilisé cette dynamique de compromis, lui préférant l'autoritarisme.

### **De quoi Emmanuel Macron peut-il alors s'inspirer ?**

Le tropisme du compromis, c'est le rapport de force. Dans le cas de la Nupes, le rapport de force était favorable à La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, lequel a imposé des directions politiques au PS, au PC et à EELV. Ainsi, pour Emmanuel Macron, la colonne vertébrale du projet gouvernemental doit rester celle d'Ensemble !, formation de loin majoritaire à l'Assemblée. Il lui reste à faire accepter ce rapport de force à ses éventuels partenaires, comme a réussi à le faire Jean-Luc Mélenchon avec ses alliés de gauche.

Avec le scrutin proportionnel, on aurait pu se retrouver dans le cas d'une chambre vraiment ingouvernable.

### **Ce n'est pas gagné... Les Républicains, par exemple, estiment que les convergences devront se faire sur la base de leur programme...**

Oui, c'est une mauvaise lecture du principe de consensus, preuve que le compromis politique est absent de la culture française. C'est très net : avec 245 députés, le rapport de force est à la faveur

d'Ensemble !. Les discussions doivent donc se faire à partir du projet présidentiel et sûrement pas à partir du projet des Républicains et de leurs 74 députés.

Pendant la présidentielle, plusieurs candidats, dont Emmanuel Macron et Marine Le Pen, se sont prononcés en faveur de la proportionnelle totale à l'Assemblée nationale. La nouvelle composition politique de la chambre haute exprime une très forte diversité. Est-ce un avant-goût ?

C'est vrai ! En dépit de la prime majoritaire, ce scrutin donne un résultat qui ressemble à la photographie des sensibilités politiques en France. Finalement, peut-être n'avons-nous pas besoin de la proportionnelle pour aller vers cette « adéquation démocratique ». J'ajouterai, cependant, qu'avec le scrutin proportionnel, on aurait pu se retrouver dans le cas d'une chambre vraiment ingouvernable, dans la mesure où Ensemble ! aurait obtenu bien moins de députés. En résumé, il n'y a pas de solution miracle. Avec le système gaullien semi-présidentielle, vous avez l'efficacité d'action du scrutin majoritaire. Avec la proportionnelle, vous avez l'équité démocratique.

24 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/tunisie-quelle-place-pour-allah-dans-la-constitution-23-06-2022-2480778\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/tunisie-quelle-place-pour-allah-dans-la-constitution-23-06-2022-2480778_24.php)

## Tunisie : quelle place pour Allah dans la Constitution ?

ANALYSE. Dans la future loi fondamentale tunisienne, l'islam ne sera plus la religion de l'État. Le texte est soumis à référendum le 25 juillet.



Le président Kaïs Saïed, à l'oeuvre derrière la nouvelle loi fondamentale qui se prépare en Tunisie.© YASSINE GAIDI /Anadolu Agency via AFP

*De notre correspondant à Tunis, [Benoît Delmas](#)*

Publié le 23/06/2022 à 16h00

**L**e grand œuvre du président Kaïs Saïed, la création d'une troisième république adossée à un nouveau texte constitutionnel, est arrivé au palais de Carthage sous la forme d'un pli épais d'une trentaine de feuillets. Son émissaire ? Sadok Belaïd, ex-universitaire octogénaire, qui lui a remis le travail mené en « trois semaines » par les membres de « la commission consultative missionnée pour rédiger la nouvelle loi fondamentale ».

Le grand chambardement institutionnel est voulu par l'homme fort autoproclamé du pays : Kais Saïed. L'architecture de la démocratie tunisienne ne lui convenant pas, il a décidé d'en refaire les plans du sol au plafond avant de lancer l'ample chantier de la nouvelle bâtisse. Ce professeur en droit constitutionnel, élu président de la République en octobre 2019, s'est emparé de tous les pouvoirs le 25 juillet 2021.

Arguant de « périls imminents », il a dissous le Parlement, fermé l'INLUCC (l'institution qui luttait contre la corruption), défait le Conseil supérieur de la magistrature, édité une mini-constitution à sa main qui lui permet de gouverner par décret-loi depuis le 22 septembre, modifié les membres de l'ISIE (ex-instance indépendante chargée d'organiser les élections)...

La nouvelle Constitution entérinera ses décisions récentes. Elle devait être le miroir de la consultation nationale qui s'est déroulée en ligne en début d'année et qui n'a concerné qu'un demi-million de Tunisiens. Le texte rassemblera essentiellement les visions formulées par Kais Saïed depuis la révolution. Ce sera sa Constitution. Elle succédera à celle de 1956, issue de l'indépendance, et celle de 2014, née de la révolution et de l'instauration de la démocratie.

En janvier 2014, « la meilleure Constitution au monde »

Sadok Belaïd a remis la première mouture de la Constitution qui doit être soumise aux Tunisiens par voie référendaire le 25 juillet. Le président de l'instance chargée de rédiger la nouvelle loi fondamentale a souvent été proche des présidents de la République : bourguibiste sous Bourguiba, universitaire sans histoire sous Ben Ali (un point commun avec Saïed), soutien de Béji Caïd Essebsi lorsque celui-ci fut élu au palais de Carthage, premier soutien de Kais Saïed durant sa campagne électorale.

Ce professeur a quitté sa retraite pour diriger les travaux constitutionnels. Entouré d'ex-ministres, universitaires, il a adopté une stratégie radicalement différente de celle menée pour la précédente qui fut débattue et votée par des constituants élus au suffrage universel. Durant deux ans, 217 élus ferrailèrent au grand jour sous la coupole du Bardo. À l'arrivée, le texte fut approuvé par 200 députés.

Durant vingt-six mois, les constituants voyagèrent à travers le monde pour découvrir les modèles constitutionnels en vigueur sous d'autres continents. Des dizaines d'experts, de constitutionnalistes firent escale en Tunisie pour présenter, discuter, peaufiner. Ce fut un travail collectif, retransmis à la télévision, objet d'une effervescence de tous les instants. Le 20 janvier 2014, « la meilleure constitution au monde » (ainsi surnommée à l'époque) était votée. Kais Saïed y a toujours été hostile, le texte ne rejoignant pas sa vision de la société. Si la question de l'islam n'est pas centrale dans le projet présidentiel, le changement qui se prépare peut porter à confusion.

Religion de la nation ou de l'État

La future Constitution, pour l'heure un brouillon qui n'a pas été rendu public, questionne la place de l'islam. Le président de la République a précisé sa vision et prouvé par son vocabulaire que Dieu se niche partout dans un pays où la quasi-totalité de la population est musulmane : « Dieu aidant, nous ne parlerons plus d'un État dont la religion est l'islam mais d'une Oumma dont la religion est l'islam et l'Oumma diffère de l'État. »

Homme très religieux et conservateur sur les questions de société (l'homosexualité est criminalisée en Tunisie, l'adultère passible de justice), Saïed a toujours précisé que l'État, n'étant

pas une personne, ne pouvait être musulman. Ce sont les citoyens, la communauté des croyants (la « Oumma »), qui le sont.

L'article premier de la Constitution de 2014 précisait que « la Tunisie est un État libre, l'islam est sa religion », quand son préambule exprimait « l'attachement d[u] peuple aux enseignements de l'islam et à ses finalités ». L'article 6 ajoutait que « l'État est le gardien de la religion » et garantissait « la liberté de conscience et de croyances ». Ils furent nombreux à dénoncer l'ambiguïté : d'un côté un État gardien de sa religion, de l'autre la liberté de conscience.

L'invocation religieuse disparaîtra du nouvel article 1 quand le préambule précisera que l'islam est la religion de la nation. Une nuance qui demeure telle quelle, faute d'accès au chantier constitutionnel. Le président Saïd va raturer, amender la copie qu'on lui a remise.

Si la mesure fait son petit effet en France où on imagine à tort une laïcisation de la Tunisie, le débat tunisien sera focalisé sur la re-présidentialisation du pays. En 2014, les constituants s'étaient mis d'accord pour défaire un régime présidentiel qui avait abouti successivement à la présidence à vie d'Habib Bourguiba et la mascarade présidentielle du dictateur Ben Ali. Kais Saïed souhaite un président détenant la plupart des pouvoirs. Réponse le 25 juillet.

24 juin (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/06/23/how-fighting-inflation-could-imperil-the-euro-zone>

[Leaders](#) | The ECB's next headache

## How fighting inflation could imperil the euro zone

Relying on the ECB to backstop the currency union is dangerous



Jun 23rd 2022

Is the euro area entering another sovereign-debt crisis? Indebted Italy must pay 1.9 percentage points more than Germany to borrow for ten years, nearly double the spread at the start of 2021. The borrowing costs of Spain, Portugal and even France are up sharply, too—and spreads were even higher before the European Central Bank promised on June 15th and 16th to turn the tide. As in the nightmares of 2012, the central bank is working on a plan for bond-buying to prevent weak countries from spiralling towards default. Echoing Mario Draghi's promise to do "whatever it takes" to save the euro area, Christine Lagarde, president of the ecb, warned on June 20th that anyone doubting the central bank's resolve would be "making a big mistake".

The ecb's pledges should forestall a crisis for the time being. Yet be in no doubt, in the long run simply depending on the central bank to underwrite the debts of the euro zone's governments leaves the currency union intolerably fragile.

Having spent \$2trn supporting its economies through the pandemic, Europe is more indebted than it was a decade ago. Italy, the bloc's third-largest economy, has towering net debts worth nearly 140% of its gdp, up from 108% at the start of the previous euro crisis in 2010. France's balance-sheet looks almost as dodgy as Italy's did after the global financial crisis. High inflation will ease the burden somewhat this year. But as the ecb raises interest rates to get inflation down, the cost of servicing what remains will rise.

High interest rates take time to make themselves felt in countries' budgets: Italy's outstanding debt has an average remaining tenor of almost eight years. The lag creates time for the ecb to prevent a crisis in which fears of default become self-fulfilling by raising borrowing costs. The central bank is used to walking the line between preventing runs and giving spendthrift countries an incentive to incur debts at its expense. As in the 2010s, it will undertake to contain spreads, but its help will probably come with strings attached.

The ecb also has a formidable new problem to solve: working out how to fight inflation and support indebted countries at the same time. In most of the 2010s and early in the pandemic the bank could justify buying Italian or Portuguese bonds partly because that was also a helpful economic stimulus. Inflation was below its 2% target. Now, by contrast, it is throwing cold water on the economy by raising interest rates, so it must justify any bond-market interventions solely on the basis of fighting financial fragmentation. Their stimulative effect is unhelpful.

To square the circle the ecb may “sterilise” the effect of bond-buying on the banking system, by using other instruments to soak up the money that its purchases inject. Yet sterilisation is only a partial solution. Higher spreads for weaker borrowers are a natural consequence of monetary policy, so suppressing them blunts the effect of interest-rate rises. The stimulus may be small, but its mere existence at a time when inflation is too high would make bond-buying harder to defend in court when hawks challenge its legality—as they inevitably will.

## En garde Lagarde

The biggest threat is that containing spreads will not be enough to protect vulnerable economies. Investors expect the ecb to raise interest rates to 2% by the end of the year. As a result even rock-solid Germany, which by definition pays zero spread, is now charged 1.8% to borrow for ten years, up from -0.5% less than a year ago. If rates were to rise further, Italy would start to look wobbly, even if spreads could be contained at their current level. The country probably cannot tolerate yields on its bonds much above 4%. Around that point, the goals of price stability and defending indebted countries would become irreconcilable.

Should interest rates surge, the euro area would look dangerously frail. The only way to make it safe is fiscal and financial integration that relieves the burden on the ecb. One part of that is breaking the “[doom loop](#)” running between indebted sovereigns and the local banks that own their debt—a project that has seen some progress. Yet even if Italy’s banks could withstand an Italian default, European policymakers would never countenance throwing a €2trn bond market to the wolves. Hence the contradiction between monetary union and fiscal separation would remain unresolved.

And the only fix is more collective spending by the euro zone countries. The €750bn “Next Generation” fund, born during the pandemic and financed by joint borrowing, is already doling out cash, which should reduce pressure on national budgets. The more spending is centralised, the easier it will be for indebted states to run the surpluses that may be necessary for their debts to be sustainable if interest rates rise. Many in Europe will not like the transfers from north to south that result. But such are the flaws in the currency union that the alternatives—fragility and inflation—may be even worse.

24 juin (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ezb-und-christine-lagarde-mario-draghis-langer-schatten-18109442.html?premium>

EUROPÄISCHE ZENTRALBANK:

## Mario Draghis langer Schatten

VON [GERALD BRAUNBERGER](#)

-AKTUALISIERT AM 19.06.2022-11:08



Christina Lagarde folgte 2019 auf Mario Draghi an der Spitze der Europäischen Zentralbank: Hier unterhalten sie sich im Jahr 2012 auf einer Konferenz in Paris. Bild: dpa

Die Angst vor einer neuen Eurokrise lähmt die Europäische Zentralbank in ihrem Kampf gegen die Inflation. EZB-Präsidentin Lagarde leidet unter dem Erbe ihres Vorgängers.

Erinnerungen an Mario Draghis legendären Auftritt vor fast genau zehn Jahren wurden wach, als die [Europäische Zentralbank](#) am Mittwoch über eine kurzfristig einberufene Sitzung ihres Zentralbankrats berichtete. Wie in der ersten Eurokrise waren die Anleiherenditen in Peripherieländern zuvor kräftig gestiegen. Und so wie Hans-Werner Sinn als damaliger Präsident des Ifo-Instituts in der ersten Eurokrise die Cassandra gegeben hatte, so ließ sich am Mittwoch sein Nachfolger Clemens Fuest mit einer düsteren Prognose zitieren: „Was sich hier abspielt, ist klar: Das ist die Rückkehr der Eurokrise.“

Ist es wieder so weit? Das erscheint nicht sicher. Wahr ist: Die Europäische Zentralbank zeigt sich in ihrem Denken noch stark von der Amtszeit [Draghis](#) geprägt. Und so schickt sich Christine Lagarde an, den Ausbruch einer neuen Eurokrise mit ähnlichen Mitteln verhindern zu wollen wie jenen, mit denen Draghi von Herbst 2012 an die erste Eurokrise eingedämmt hatte.

[Lagardes](#) Problem ist der dramatische Wandel des Umfelds. Als Draghi die Stabilisierung der Eurozone in den Mittelpunkt des Handelns der Europäischen Zentralbank stellte, spielte Inflation keine bedeutende Rolle. Prognosen, nicht zuletzt aus Deutschland, dass die expansive Politik im Gefolge der großen Finanzkrise von 2008/2009 zu hoher Inflation führen werde, hatten sich als falsch herausgestellt.

**„Und glauben Sie mir, es wird genug sein“**

Heute dagegen verpflichtet eine Inflationsrate von rund 8 Prozent eine ihrem Mandat verpflichtete EZB zur alleinigen Ausrichtung ihres Handelns auf die Wiedergewinnung der Geldwertstabilität. Versuche, mit Methoden à la Draghi die Währungsunion zu stabilisieren, könnten die Sicherung der Stabilität des Preisniveaus im schlimmsten Falle sogar konterkarieren. Dennoch fällt es der EZB schwer, aus dem immer noch über ihr lastenden Schatten ihres bisher mächtigsten Präsidenten mutig hervorzutreten.

Daher lohnt der Blick zurück. Als Mario Draghi am 26. Juli 2012 im Londoner Lancaster House im Rahmen einer hochkarätig besetzten Konferenz an einer Paneldiskussion teilnahm, hingen schwere Wolken über der [Eurozone](#). Das Misstrauen vieler Anleger gegenüber der Bonität hoch verschuldeter Euro-Mitgliedsländer weckte ernste Zweifel an der Zukunftsfähigkeit der Europäischen Währungsunion. Kräftig steigende Renditen südeuropäischer Staatsanleihen spiegelten Befürchtungen, die Währungsunion werde kollabieren. Alle Versuche der Regierungen, das Vertrauen in den Euro wieder herzustellen, hatten nicht gefruchtet.

Als Draghi auf der Konferenz in London das Wort für einen kurzen Beitrag ergriff, hatte er seinen Zuhörern zunächst wenig zu bieten. Dann, praktisch übergangslos, fielen nach rund sieben Minuten die legendären, keineswegs improvisierten, sondern über Wochen vorbereiteten Worte. Sie sind längst in die Finanzgeschichte eingegangen: „Ich möchte Ihnen heute noch eine weitere Botschaft überbringen. Im Rahmen unseres Mandats, im Rahmen unseres Mandats ist die EZB bereit, alles Notwendige zu tun, um den Euro zu bewahren.“ Nach einer kurzen Kunstpause fuhr Draghi fort: „Und glauben Sie mir, es wird genug sein.“ Unter den Anwesenden gewann nicht nur Christine Lagarde, die damals als Geschäftsführende Direktorin des [Internationalen Währungsfonds](#) an der Konferenz teilnahm, spontan den Eindruck, dass Draghis Sätze die Zukunft der Währungsunion nachhaltig beeinflussen könnten.

## **Deutsche Kritiker kümmerten sich nicht um Feinheiten**

Alles Notwendige tun – auf Englisch: „whatever it takes“ – mochte als Ankündigung formidabel klingen, aber den Worten mussten rasch Taten folgen. Am 6. September 2012 beschloss der Zentralbankrat der EZB mit einer Gegenstimme, die dem Vernehmen nach von Bundesbankpräsident Jens Weidmann stammte, das sogenannte [OMT-Programm](#) („Outright Monetary Transaction“), das der EZB unter bestimmten Bedingungen Käufe von Staatsanleihen in Not geratener Euro-Mitgliedsländer gestattet. Da der EZB im Unterschied zu vielen anderen Zentralbanken Staatsfinanzierung durch die Druckerpresse nicht erlaubt ist, bedurfte es einer geldpolitischen Begründung für die geplanten Käufe von Staatsanleihen.

Die Begründung, die auch in heutigen Debatten wieder eine Rolle spielt, zielt darauf ab, dass durch Spekulation des Marktes auf einen Kollaps des Euro künstlich hochgetriebene Anleiherenditen die Wirksamkeit der Geldpolitik beeinträchtigen. Dieses Argument ist nicht grundsätzlich falsch, auch wenn es schwierig sein mag, die Beeinträchtigung der Wirksamkeit der Geldpolitik zuverlässig zu bestimmen. Man kann darüber diskutieren. Nicht wenige deutsche Kritiker kümmerten sich indes um solche Feinheiten nicht. Für sie war OMT ein dreister Versuch der EZB, widerrechtlich bankrotte Staaten zu finanzieren. Draghis gleich doppelter Hinweis auf die Berücksichtigung des Mandats der EZB in seiner Londoner Rede wurde in deutschen Debatten zumeist unterschlagen.

Dabei hatte die EZB versucht, dem Vorwurf der Vermengung von Geld- und Finanzpolitik entgegenzuwirken. Empfänger von OMT-Programmen sollten ausschließlich Länder werden, die zuvor beim unter Kontrolle der Regierungen stehenden Euro-Rettungsfonds ein Sanierungsprogramm mit wirtschaftspolitischen Auflagen abgeschlossen hatten. Dies reichte den deutschen Kritikern nicht: Das OMT-Programm landete vor den Bundesverfassungsrichtern.

## **Erhebliche persönliche Verletzungen**

Diese konnten der EZB natürlich nicht dessen Auflage verbieten, weil für die Europäische Zentralbank nicht sie, sondern der Europäische Gerichtshof zuständig ist. Wohl aber konnte das Bundesverfassungsgericht der [Deutschen Bundesbank](#) die Beteiligung an einem solchen EZB-Programm untersagen. Ohne die Bundesbank wäre die EZB immer noch handlungsfähig, aber doch in ihrem Wirken erheblich beschränkt.



Mario Draghi war von 2011 bis 2019 Präsident der Europäischen Zentralbank. Seit 2021 ist er Italiens Ministerpräsident. :Bild: Reuters

Die **Eurokrise** hatte in Deutschland unerbittliche Debatten unter Ökonomen inspiriert, die mit erheblichen persönlichen Verletzungen einhergegangen sind. Über Jahre tobten die Auseinandersetzungen um die Target-Salden. Aber manche Teilnehmer empfanden die Streitigkeiten um das OMT-Programm als noch viel einschneidender.

Aus ökonomischer Sicht befanden sich die deutschen Fundamentalkritiker von Staatsanleihekäufen, darunter auch die Deutsche Bundesbank des Jahres 2012, im Vergleich zum internationalen Mainstream, auf den sich der an der Bostoner Elite-Universität MIT promovierte Draghi stützte, seit vielen Jahren in der Isolation. Im Rest der Welt galten Staatsanleihekäufe in schweren Krisen als ein plausibles Instrument, dessen Wirksamkeit allerdings nicht überschätzt werden sollte. Aber ökonomische Überlegungen mussten ja die juristische Würdigung nicht dominieren. Gleichwohl gab nach langem Hin und Her das **Bundesverfassungsgericht** im Jahre 2016 das OMT, wenn auch unter ein paar Auflagen, frei.

### **Widerwillige Bewunderung**

Die Gegner werteten, wie es so geht, die Auflagen als Erfolg. De facto hatten sie verloren.

Seinerzeit räumten selbst fanatische Draghi-Gegner in Deutschland widerwillig Bewunderung für das ausgeprägte Machtstreben des Italieners ein, der neben moderner ökonomischer Fachliteratur möglicherweise auch Machiavelli gelesen hatte. Freilich stellte sich auch eine übergeordnete Frage: Gehört der Zusammenhalt der Eurozone eigentlich zum Aufgabengebiet der EZB?

Draghi setzte sich über Bedenken mit einer bemerkenswerten Nonchalance hinweg. Die Sicherung der Preisstabilität in der Eurozone setze die Existenz der Eurozone voraus, sagte Draghi. Daher gehöre die Sicherung der Eurozone natürlich auch zum Mandat der EZB. Eine enge Auslegung von Gesetzen war seine Sache nicht.

### **Allein die Existenz von OMT schützte vor Attacken**

Aber man muss nicht nur verlieren können, auch gewinnen will gelernt sein. In dieser Hinsicht ist die Geschichte von OMT geradezu verhängnisvoll vorangeschritten. Das Programm erwies sich auch nach Einschätzung von Kritikern als ein großer Erfolg, weil es in den Jahren nach 2012 niemals angewendet werden musste. Alleine seine Existenz schreckte vor spekulativen Attacken auf Anleihemärkte von Euro-Mitgliedsländern ab.

In der Pandemie allerdings wurde OMT von Regierungen wie von zahlreichen Ökonomen als untauglich kritisiert. Denn nun wurde die Bindung der Anleihekäufe an wirtschaftspolitische Auflagen als nicht hinnehmbar wahrgenommen. Was die Regierungen wollten, war offensichtlich: ein Hilfsprogramm ohne jede Auflagen, in denen die EZB in schwierigen Zeiten die Staatsfinanzierung sichert.

Solche Programme hat die EZB im Jahr 2015 und in der Pandemie aufgelegt. Aber angesichts der stark steigenden Inflationsrate sollen die Netto-Ankäufe von Staatsanleihen eigentlich Ende Juni eingestellt werden. Doch schon vor dem überfälligen Ende des Programms und den ersten, ebenfalls überfälligen Leitzinserhöhungen versetzte nun ein Anstieg der Anleiherenditen vor allem in Italien die EZB in Unruhe. Dabei ist der Renditeunterschied zwischen zehnjährigen italienischen und deutschen Staatsanleihen in den vergangenen Tagen mit 2,4 Prozentpunkten deutlich geringer geblieben als in der ersten Finanzkrise: Damals betrug er mehr als 5 Prozentpunkte.

## Kommt ein „OMT light“?

Offenkundig kann die EZB nicht einmal im Angesicht einer Inflationsrate von 8 Prozent den negativen Leitzins abschaffen, ohne sich um die Stabilität der Währungsunion zu sorgen. Mit OMT hätte sie es einfacher, aber OMT existiert nur noch auf dem Papier. Das sollte die EZB nicht einfach akzeptieren. Dennoch arbeitet sie jetzt in aller Eile an einem Programm, das die Quadratur des Kreises erfüllen soll: Es muss eine konsequente Inflationsbekämpfung ermöglichen, aber auch Zweifel an der Nachhaltigkeit nationaler Staatsverschuldungen ausräumen. Es muss mit dem Mandat der EZB vereinbar, aber auch akzeptabel für die nationalen Regierungen sein. Es muss aus Sicht der Finanzmärkte Kraft besitzen, ohne die Anleihebestände der EZB weiter aufzublähen. Das wird nicht funktionieren.

Was bisher durchgesickert ist, lässt auf eine Art „OMT light“ schließen: Die EZB will Staatsanleihen einzelner Länder kaufen können, aber ohne einschränkende wirtschaftspolitische Sanktionen für diese Länder. Nicht durch OMT, aber durch die nachfolgenden Anleihekäufe auch außerhalb von Krisen hat die Unabhängigkeit der EZB gegenüber Regierungen und Finanzmärkten Schaden genommen. Die EZB Lagardes unternimmt nicht einmal den Versuch, sich aus dieser unseligen Umklammerung zu befreien.

In einer Phase hoher oder hartnäckiger Inflation muss sich die EZB aber mit aller Kraft darauf konzentrieren, die Geldwertstabilität sicherzustellen.

24 juin (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/das-neue-ezb-modewort-fragmentierung-18120846.html?premium=0x6a48d1d8cae0dca2d46538c4957cd7ef&GEPC=s5>

ANGST VOR DER EUROKRISE:

## Das neue EZB-Modewort „Fragmentierung“

EIN KOMMENTAR VON [CHRISTIAN SIEDENBIEDEL](#)

AKTUALISIERT AM 23.06.2022-16:27

*In Reden und Papieren der EZB taucht ein Wort neuerdings besonders häufig auf: „Fragmentierung“. Gemeint ist die Angst vor dem Auseinanderdriften der Eurozone. Es darf nicht zur Rechtfertigung einer weiter laxen Geldpolitik dienen.*

Es wird höchste Zeit, dass die **EZB** die Zinsen anhebt. 8,1 Prozent Inflation und ein Einlagenzins von minus 0,5 Prozent – das passt überhaupt nicht zusammen. Viel zu lange haben die Verantwortlichen der Notenbank die Entwicklung der Inflation unterschätzt. Sie hatten stets beschwichtigt, der Anstieg der Teuerung sei nur vorübergehend und werde sich bald wieder legen. Das stellte sich als falsch heraus.

Während überall in der Welt Notenbanken jetzt die Zinsen anheben, hat die EZB erst für Juli einen kleinen Zinsschritt in Aussicht gestellt und einen etwas größeren für September. Zugleich beschäftigt sie die „Fragmentierung“ des Euroraums sehr: Die Sorge, dass mit einem Zinsanstieg die Renditen der

Staatsanleihen hoch verschuldeter Euroländer aus dem Ruder laufen könnten. Dafür soll ein neues „Anti-Fragmentierungsinstrument“ geschaffen werden.

## **Das neue Anti-Krisen-Instrument der EZB**

Obwohl die EZB die Nettoanleihekäufe eigentlich Ende Juni auslaufen lassen will, sollen offenbar doch wieder zusätzliche Anleihen gekauft werden, wenn der Abstand der Anleiherenditen einzelner hoch verschuldeter Staaten zur Rendite der Bundesanleihe sehr viel größer wird als im Schnitt der vergangenen Jahre – oder wenn der Anstieg sehr schnell geschieht. Dafür sollen im Gegenzug andere Anleihen aus den Beständen der EZB verkauft werden, um den Effekt für die Geldpolitik auszugleichen; zu „sterilisieren“, wie die Notenbanker sagen. Die EZB will diese Eingriffe eigentlich nur vornehmen, wenn der Anstieg der Anleiherenditen „spekulativ“ motiviert ist – nicht, wenn er „durch die Fundamentaldaten gerechtfertigt“ erscheint.

Aber wer will das so genau unterscheiden? Ist beispielsweise eine Wahl in einem Euroland, die den Finanzmärkten Sorgen bereitet, dann Teil der Fundamentaldaten oder geht es da nur um Spekulation? Selbst im EZB-Rat scheint es darüber zum Teil unterschiedliche Ansichten zu geben. Wo ist die Grenze zwischen beidem?

In der [Eurokrise](#) gab es spekulative Wetten an den Märkten darauf, ob hoch verschuldete Staaten wie Griechenland womöglich den Euro verlassen müssen. Das ist im Moment kaum ein Thema. Schon eher könnte es passieren, dass ein neues Auseinanderdriften der Anleiherenditen irgendwann als Zeichen für die Notwendigkeit einer Vertiefung der politischen Integration gedeutet würde. Zunächst aber wird es vor allem darum gehen, dass Staaten durch den Zinsanstieg stärker unter ihren Schulden leiden.

## **Signale der Finanzmärkte nicht außer Kraft setzen**

Hohe Anleiherenditen können dabei auch ein Signal der Märkte über die Einschätzung der Bonität eines Staates sein. Das auszuschalten, wäre vermutlich nicht hilfreich für die Beschleunigung von Reformen.

Umstritten ist das neue Instrument auch unter rechtlichen Gesichtspunkten. Schließlich sollen, so weit bekannt ist, bei Bedarf Anleihen einzelner Krisenstaaten in großem Umfang gekauft werden. So ähnlich war das vor vielen Jahren bei dem Anleihekaufprogramm OMT geplant. Das war allerdings bewusst „konditioniert“ worden, es wurde also an Bedingungen für die Inanspruchnahme geknüpft. Dadurch war es bei den Krisenstaaten nicht sehr beliebt und wurde in der Praxis nie in Anspruch genommen.

Das neue Programm jetzt ganz ohne Konditionierung aufzulegen, wäre offenbar angesichts des Verbots der monetären Staatsfinanzierung für die EZB zumindest äußerst heikel. Ein möglicher Trick, wie die EZB vorgehen könnte: Das neue Instrument könnte an das bestehende Hilfsprogramm „NextGenerationEU“ gekoppelt werden – dann wäre es nicht ganz unkonditioniert, aber die Bedingungen für seine Inanspruchnahme lägen doch nicht allzu hoch.

Unklar ist noch, ob die Grenzen, von denen an die EZB am Anleihemarkt eingreift, vorher bekanntgegeben werden oder nicht. Sind sie nicht bekannt, könnten die Finanzmärkte darauf wetten. Sind sie bekannt, käme das praktisch garantierten EZB-Obergrenzen für die Zinslast einzelner Staaten für ihre Staatsschulden gleich. Die „Tauben“ im EZB-Rat, also die Vertreter einer eher lockeren Geldpolitik, scheinen zum Teil vehement für niedrige Grenzwerte für ein Eingreifen zu sein, die „Falken“, also die Befürworter eines strafferen Kurses, wollen höhere Schwellwerte.

## Die Idee vom Eingriff der EZB ohne Grenzen

Bemerkenswert ist auch, dass mehrere EZB-Vertreter in den vergangenen Wochen andeuteten, das Engagement der Notenbank müsste bei diesem neuen Instrument ohne Limit sein. Das erinnerte an die Worte des früheren EZB-Präsidenten Mario Draghi aus dem Jahre 2012, den Euro zu retten, „whatever it takes“, was auch immer dafür notwendig sei. Gerade die Unbegrenztheit dieser Ankündigung soll damals dazu geführt haben, dass schon Draghis Worte reichten und er zunächst keine Taten folgen lassen musste, um die Märkte zu beruhigen. Wer an den Märkten will schon gegen ein unbegrenztes Eingreifen einer so mächtigen Institution wie einer Notenbank spekulieren?

Einen solchen Effekt wünschen sich manche in der EZB jetzt offenbar auch wieder: eine Wirkung nur der Worte ohne jedes Handeln, das womöglich den sonstigen Kurs durcheinander bringen könnte. Das könnte manche Konflikte vermeiden. Ökonomen diskutieren, ob es tatsächlich wieder einen „Whatever it takes“-Moment geben könnte.

Nur: Gerade die Ankündigung eines notfalls unbegrenzten Ankaufs von Staatsanleihen einzelner Länder steht jetzt, anders als damals zu Draghis Zeiten, in einem besonderen Spannungsverhältnis zu den Plänen für die Normalisierung der Geldpolitik und insbesondere ein Auslaufenlassen aller Nettoanleihekäufe schon vor der ersten Zinserhöhung im Juli.

Natürlich wünscht niemand sich eine neue Krise im [Euroraum](#). Aber es gibt auch eine andere Gefahr, die die EZB im Auge behalten muss. Wenn jetzt der Eindruck entsteht, die Notenbank zögere bei der Bekämpfung der Inflation aus Rücksicht auf die Haushalte hoch verschuldeter Staaten, dann steht nichts Geringeres auf dem Spiel als die Glaubwürdigkeit der Geldpolitik selbst. Die Warnung vor der „Fragmentierung“ darf nicht zur Rechtfertigung für eine weiterhin laxen Geldpolitik dienen.

24 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/emmanuel-macron-face-a-une-france-ingouvernable-peut-il-s-en-sortir-20220624>

Le Figaro (site web)

vendredi 24 juin 2022 - 06:03 UTC +02:00 2027 mots

Élections ; Législatives

## Emmanuel Macron face à une France ingouvernable: peut-il s'en sortir?

Meeus, Carl

**ANALYSE** - Sans majorité depuis dimanche, dans un climat économique qui se tend chaque jour, le président de la République n'a jamais été aussi contesté. Certains, comme l'essayiste Alain Minc, lui conseillent de tout changer.

«*Tout homme porte en lui six ou sept visages différents*», estimait Jacques Pilhan. Pour l'ancien publicitaire, qui fut le conseiller de François Mitterrand, «*l'art de la communication n'est pas de les montrer tous à la fois ou même de choisir celui qui serait le vrai. C'est de trouver le bon au moment juste. Car c'est toujours le plus efficace*». Depuis sa réélection à la présidence de la République le 24 avril, Emmanuel Macron ne semble pas avoir trouvé le bon visage qui aurait pu convaincre les Français de lui donner une majorité absolue de députés à l'Assemblée nationale. Est-ce pour avoir négligé cette règle qu'il a essuyé une cinglante défaite au second tour des élections législatives?

Il a donné l'impression de prendre son temps pour choisir son gouvernement alors qu'il avait proclamé l'urgence, de tergiverser au moment d'annoncer son premier ministre (Catherine Vautrin laissant la place à Elisabeth Borne), voire de ne plus être aux avant-postes de la bataille électorale. Pour Alain Minc, proche du président de la République, visiteur du soir régulier de l'Élysée, une autre explication peut-être avancée: «*Beaucoup d'électeurs en ont voulu à Emmanuel Macron d'avoir été obligés de le réélire. C'est peut-être injuste, mais c'est un fait.*»

Changer de premier ministre

Faute de majorité absolue, Emmanuel Macron va devoir réagir rapidement s'il veut éviter l'enlisement. «*Je ne vois qu'une perspective, que je crois peu probable, analyse l'essayiste : il change de premier ministre, nomme un politique de droite, lui laisse les manettes et prend du recul pour intervenir dans son meilleur domaine, où il est incontesté, les affaires internationales et européennes.*» Autrement dit faire l'inverse de ce qu'il a fait de 2017 à 2022 en se plaçant sans cesse en première ligne, ne laissant que peu de place au chef du gouvernement.

«*La situation va exiger un immense talent politique. Donc un premier ministre très politique. Cela va aussi supposer de la part d'Emmanuel Macron une approche de son rôle et de la politique aux antipodes de sa pratique et de son tempérament. Son intérêt est de déléguer. S'il se met les mains dans le cambouis politicien, il sera englué. Il doit accepter de donner à son premier ministre une grande autonomie. Ce n'est pas tout à fait dans sa nature ni dans sa pratique depuis 2017. Emmanuel Macron est devant une recomposition profonde de son propre personnage politique et psychologique. Mais même avec une grande habileté politique, qui n'est pas acquise, il est difficile d'imaginer que tout cela dure cinq ans dans le monde dans lequel nous vivons.*»

À l'Élysée, on a forcément en tête cette phrase de François Mitterrand, tirée de son livre *Ma part de vérité* (Fayard): «*La pire erreur n'est pas dans l'échec, mais dans l'incapacité de dominer l'échec.*» D'autant que cette situation inédite - un président réélu privé de majorité absolue deux mois plus tard - s'inscrit dans un environnement institutionnel contraint, ainsi qu'un climat politique et économique tendu.

«*Nous allons voir les effets pervers de la réforme institutionnelle de 2008, s'inquiète Alain Minc, qui reconnaît l'avoir approuvée à l'époque. Premier problème, le pire de tous: la suppression de l'article 49.3. Le gouvernement ne peut plus l'utiliser qu'une seule fois par session (hors PLF et PLFSS). On ne peut pas gouverner de cette façon.*»

*Souvenez-vous, Michel Rocard, premier ministre de 1988 à 1991, l'avait utilisé 28 fois. Deuxièmement, on n'a pas mesuré les conséquences complètes de l'interdiction pour le président de la République de se représenter après deux mandats. On pouvait penser que ça créerait un phénomène à l'américaine, de lame duck (canard boiteux) président. Mais dans un contexte aussi délicat que celui où nous sommes, un deuxième effet est venu s'ajouter, qui atténue les capacités de cette arme. Le jeu de la dissolution consiste, pour le président de la République, à dire aux députés: je dissous et si le résultat ne me convient pas, il me reste une arme ultime, ma propre démission, et je me représente. Sauf qu'Emmanuel Macron, à cause de la Constitution révisée en 2008 qui contraint le président à ne pouvoir faire que deux mandats successifs, ne peut plus se représenter. La dissolution est devenue un fusil à un coup. Emmanuel Macron est donc Gulliver empêtré.»*

Trois consensus implicites

Pour se dégager, il n'a donc d'autres choix que de chercher des accords, voire des alliances. Les Républicains, par la voix de leur président, Christian Jacob, ont immédiatement fermé la porte à une telle perspective. Pour celui qui n'est plus député et quittera la présidence des LR bientôt, «*nous sommes dans l'opposition*». Difficile en effet, après avoir affronté la majorité à la présidentielle puis aux législatives, de se retrouver ensemble. Même si une partie des électeurs de droite ont quitté le giron des Républicains pour voter à la présidentielle puis aux législatives pour Emmanuel Macron et ses candidats. Même si quelques élus LR sont prêts à franchir le Rubicon. Ce qui ne suffira pas au président de la République à avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

*«Je ne vois pas l'intérêt pour les Républicains de faire un pacte de gouvernement avec Emmanuel Macron, estime Alain Minc. On ne va pas demander aux LR de devenir les soutiers d'Horizons! Cela étant, il y a trois consensus implicites avec les Républicains. Le premier concerne la réforme des retraites. Elle est dans l'ADN des LR. Ce sera quand même difficile pour eux de refuser de la voter si Emmanuel Macron ouvre la concertation avec eux. Le deuxième consensus concerne le refus d'augmenter les impôts. Là aussi, le soutien implicite des LR est acquis. Troisième soutien LR: l'emploi des seniors. Comme la réforme des retraites, cette mesure permet de résoudre l'équation, travailler plus, non pas pour gagner plus comme autrefois, mais pour payer un État providence, dont la crise Covid a montré l'importance. Chacun sait qu'il faut plus d'enseignants, plus d'infirmières, plus de policiers, plus de gendarmes. La seule manière de les payer, c'est de travailler plus. En revanche, dès qu'on va entrer dans une mécanique de réformes sur l'éducation... Je ne sais pas où il ira chercher sa majorité. Compte tenu de la situation politique actuelle, Pap Ndiaye devrait être victime, comme Élisabeth Borne, d'une injustice, mais ils n'ont plus de valeur ajoutée politique. Car la Nupes, qui a connu un échec considérable dimanche dernier aux législatives, va éclater. Du coup, Emmanuel Macron pourra trouver chez les socialistes, voire chez les écologistes, un peu de soutien tacite.»*

Risque sur les taux d'intérêt

À ces désordres politiques s'ajoutent les difficultés économiques. La hausse des taux d'intérêt, redoutée depuis longtemps par Emmanuel Macron, a commencé. Chaque point supplémentaire coûte 40 milliards de plus à la France. Pour autant, Alain Minc ne croit pas à une envolée des taux mais davantage à une montée progressive jusqu'à un pic aux alentours de 4-5 %. *«Il faut avoir en tête qu'on ne revivra pas ce qu'on a connu au moment de la politique Volcker il y a quarante ans, quand le président de la Réserve fédérale américaine augmentait les taux d'intérêt pour contenir l'inflation. Pour une raison simple: les États n'étaient pas endettés à cette époque. Aujourd'hui, le niveau d'endettement des États est tel que les Banques centrales tombent nécessairement sur une limite asymptotique à la hausse des taux. Elles ne peuvent pas déstabiliser les États. En outre, les gens ne se rendent pas compte que le retour à des taux d'intérêt réels négatifs est un formidable instrument pour huiler le fonctionnement de la société: les riches s'appauvrissent et la classe moyenne s'enrichit car elle peut s'endetter pour acheter une maison, en partie remboursée par l'inflation. Il faut voir les deux aspects. En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a une deuxième contrainte, qu'elle a assumée la semaine dernière. De l'enseignement de Mario Draghi, il a été compris que la BCE doit éviter que les spreads (la différence de taux entre les pays de l'Union) ne s'écartent pas trop. Dès qu'ils se sont écartés, la BCE a convoqué une réunion d'urgence. Dans cette période, la BCE aura une attitude raisonnable.»*

Taxe sur les surprofits?

Le spectre des taux d'intérêt écarté, reste malgré tout la montée de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. Ce sujet est devenu, pendant la campagne présidentielle, la préoccupation première des Français. Au

départ, Bercy comme l'Élysée estimaient que cette inflation serait de courte durée. Ils ont dû se rendre à l'évidence que cela risquait de ne pas être le cas. L'enjeu aujourd'hui est d'éviter le cercle vicieux d'une hausse des prix entraînant celle des salaires qui provoque celle des prix. Et son corollaire, si les écarts restent trop importants aux yeux des salariés: un quatrième tour social avec grèves et blocages dans les rues. *«Le climat est peu favorable aux réformes, c'est vrai. Mais la parlementarisation de la protestation venant de l'extrême gauche comme de l'extrême droite peut aussi être un substitut à la bataille de rue»*, estime Alain Minc. Qui comme à son habitude avance des propositions iconoclastes pour provoquer des prises de conscience et tenter de débloquer des situations inextricables.

D'autant qu'Emmanuel Macron a promis de ne pas augmenter les impôts des Français, promesse sur laquelle il se retrouve avec la droite. L'essayiste se demande s'il *«ne faudrait pas instaurer une windfall profit tax en France. Une taxe unique en cas de surprofits exceptionnels. C'est une question légitime, notamment pour les entreprises énergétiques. À ceux qui prétendent que c'est du marxisme, je réponds: c'est Margaret Thatcher qui l'a inventée. On pourrait imaginer cette taxe au-dessus de 100 dollars et dire, comme M. Mélenchon: "Au-delà, je prends tout." Des gouvernements libéraux l'ont fait. Ce n'est pas une hausse d'impôts. En France, on est trop inhibé par ce genre de mécanisme.»*

Plus classique, il encourage l'État à organiser des discussions avec les syndicats et le patronat pour *«éviter d'entrer dans la mécanique générale de hausse des salaires et discuter d'aides aux vrais surcoûts que vivent les salariés. Une hausse des salaires traite de la même manière celui qui prend le RER pour aller travailler à la Défense et celui qui, en province, prend sa voiture pour faire des dizaines de kilomètres. Il faut ouvrir une grande négociation sur la couverture des frais de transport. Pour éviter des hausses de salaires générales. Il faut cibler au maximum. Avec les partenaires sociaux, sur les transports. Avec les grands distributeurs, pour multiplier les produits d'entrée de gamme et réduire le poids du surcoût alimentaire. Politiquement, ça passe, car ce n'est pas injuste et c'est clair»*.

Au soir du 24 avril, Emmanuel Macron n'imaginait sans doute pas qu'il serait empêtré deux mois plus tard à devoir modifier de fond en comble ses plans et son organisation. Il pourra méditer cette réplique du président américain Frank Underwood dans la série *House of Cards*, lui aussi confronté à des blocages institutionnels: *«J'ai parfois l'impression que la présidence n'est que l'illusion des choix.»*

23 juin (NZZ)

<https://www.nzz.ch/panorama/zuersch-und-genf-gehoren-mal-wieder-zu-den-lebenswertesten-staedten-der-welt-ld.1690280>

## Zürich und Genf gehören – mal wieder – zu den lebenswertesten Städten der Welt

Beim jährlichen Ranking der Economist-Gruppe landen 2022 nach Aufhebung der Corona-Massnahmen wieder vermehrt europäische Metropolen auf den vorderen Rängen. Der Krieg gegen die Ukraine hinterlässt auch im Ranking Spuren.

Elena Panagiotidis

23.06.2022, 08.47 Uhr



Lässig an der Limmat gelegen, nimmt Zürich den dritten Rang punkto Lebensqualität ein. Alessandro Della Bella / Keystone

Wien, immer wieder Wien. Wenn es ums Thema Lebensqualität geht, schneidet Österreichs Hauptstadt immer blendend ab. Im diesjährigen [Ranking der Economist-Gruppe](#) liegt Wien zum dritten Mal innerhalb von fünf Jahren auf Platz 1. Die Stadt biete zahlreiche Möglichkeiten für Kultur und Unterhaltung sowie eine gute Infrastruktur und allgemeine Stabilität, heisst es im Bericht.

Doch auch Genf und Zürich brauchen sich in Rankings nicht zu verstecken. Beim «Economist» landet Zürich für 2022 auf Platz 3, den sich die grösste Stadt der Schweiz mit dem kanadischen Calgary teilt. Genf liegt auf Platz 6. Sowohl die Limmat- als auch die Rhonestadt verbesserten sich im Vergleich zum Vorjahr.

### Frankfurt auf Platz 7

Im Ranking vom Vorjahr war die Lebensqualität europäischer Städte wegen der Corona-Krise deutlich negativer bewertet worden. Das neuseeländische Auckland dagegen hatte Platz 1 eingenommen, da das Leben im abgeschotteten Neuseeland recht «normal» verlief. Nun ist es noch auf Platz 34 zu finden. Mit der Lockerung der Pandemie-Massnahmen sind nun europäische Metropolen wieder ganz weit oben im Ranking zu finden.

Insgesamt sind neben Wien, Genf und Zürich noch drei weitere europäische Städte in den Top Ten zu finden: Kopenhagen auf Platz 2, Frankfurt auf Platz 7 und Amsterdam auf Rang 9.

## Die Top Ten der lebenswertesten Städte weltweit

1. Wien

2. Kopenhagen
3. Zürich und Calgary
4. *(nicht belegt)*
5. Vancouver
6. Genf
7. Frankfurt
8. Toronto
9. Amsterdam
10. Osaka und Melbourne

Bei den deutschen Städten landete zudem Hamburg auf Platz 16, Düsseldorf nimmt den 22 Platz ein. Beide Metropolen verbesserten sich um rund 30 Plätze.

Insgesamt wurden die Lebensbedingungen in 172 Städten weltweit anhand von 30 Kriterien bewertet. Diese sind in 5 Kategorien gruppiert: Stabilität, Gesundheitssektor, Kultur und Umwelt, Bildung sowie Infrastruktur.

**Russischer Angriffskrieg gegen die Ukraine zeigt Auswirkungen**  
Stabilität und Sicherheit sind eines der Bewertungskriterien im Ranking, weshalb die Ukraine 2022 aus der Bewertung ausgenommen wurde. Die russische Hauptstadt Moskau und St. Petersburg haben sich um mehrere Plätze verschlechtert und landen auf dem 80. bzw. dem 88. Platz, da sich Hunderte von westlichen Firmen zurückgezogen haben und Zensurmassnahmen in Russland ausgeweitet wurden.

Zu den insgesamt am wenigsten lebenswerten Städten weltweit gehören nach Meinung des «Economist» das pakistanische Karachi, Algier, Tripolis, Lagos und als Schlusslicht die syrische Hauptstadt Damaskus.

23 juin (The Economist)

[https://www.economist.com/graphic-detail/2022/06/22/the-worlds-most-liveable-cities?utm\\_content=article-link-2&etear=nl\\_today\\_2&utm\\_campaign=r.the-economist-today&utm\\_medium=email.internal-newsletter.np&utm\\_source=salesforce-marketing-cloud&utm\\_term=6/22/2022&utm\\_id=1211382](https://www.economist.com/graphic-detail/2022/06/22/the-worlds-most-liveable-cities?utm_content=article-link-2&etear=nl_today_2&utm_campaign=r.the-economist-today&utm_medium=email.internal-newsletter.np&utm_source=salesforce-marketing-cloud&utm_term=6/22/2022&utm_id=1211382)

[Graphic detail](#) | Daily chart

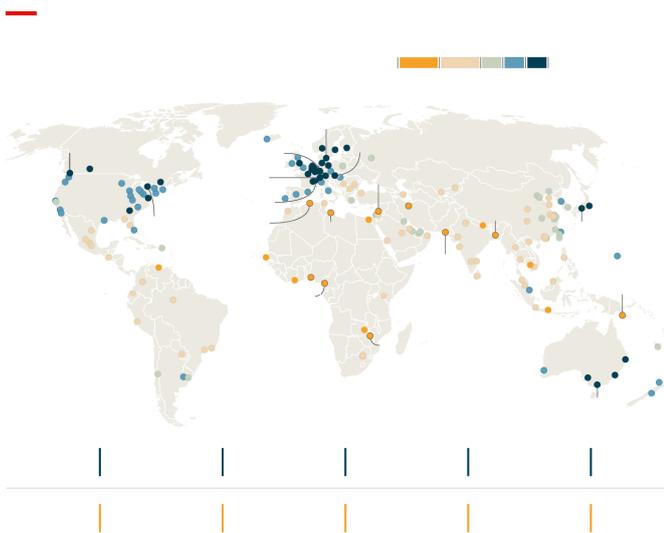
## The world's most liveable cities

Life is getting back to normal, if not quite everywhere

Jun 22nd 2022

For a look behind the scenes of our data journalism, sign up to [Off the Charts](#), our weekly newsletter

In vienna they call it *Lebenskunst*—the art of living well—and now that restaurants and museums in the Austrian capital have reopened, it is once again the perfect place to practise the art. A new [survey of “liveability”](#) by eiu, our sister company, agrees. For the third time in the past five years, Vienna has come top of the eiu’s ranking. The city offers plenty of opportunities for culture and entertainment, as well as good infrastructure and overall stability. Five other small European cities feature in the top ten, having also benefited from the easing of covid-19 restrictions. Yet since last year Paris and London, which usually perform less well in the ranking because of big-city problems like congestion and crime, have soared 23 and 27 places to 19th and 33rd respectively, as they start to treat covid as endemic rather than a pandemic. (See chart.)

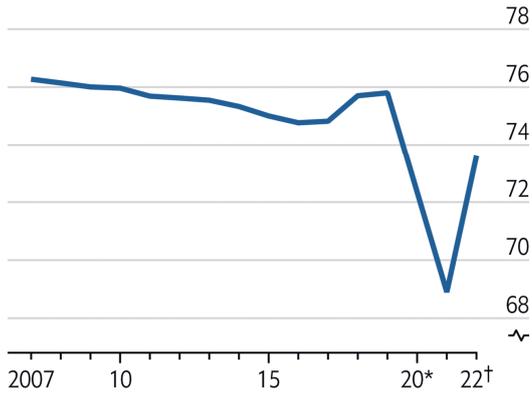


Originally designed as a tool to help companies assign hardship allowances as part of expatriates’ relocation packages, the eiu’s index rates living conditions in 172 cities (up from 140 last year) based on more than 30 factors. These are grouped into five categories: stability, health care, culture and environment, education and infrastructure. This is the second year in which the index incorporates indicators related to covid; these assess how each city has coped with increased demand on health-care facilities and with closures or capacity limits for schools, restaurants and cultural venues.

## Uptown world

Global average liveability score

Based on 140 cities, 100=ideal



Source: EIU

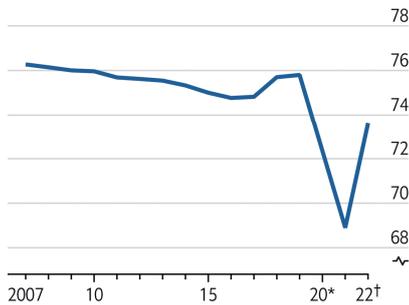
\*No data †Excludes Kyiv

A partial return to normality is not confined to western Europe. Three Canadian cities have moved into the top ten, while New York, Los Angeles and Washington, DC have all improved compared with last year. According to *The Economist's* [normalcy index](#), which tracks travel, recreation and office use, activity in America and Canada is now at around nine-tenths of pre-pandemic levels. Global activity is only around one-sixth lower than before the virus emerged. This is reflected in the global average liveability score, which has bounced back to something approaching normality.

## Uptown world

Global average liveability score

Based on 140 cities, 100=ideal



Source: EIU

\*No data †Excludes Kyiv

For some cities to rise, others must fall. Every city in China has slipped down the rankings, and cities in island nations with strong border controls that scored well [a year ago](#) are suffering now. Auckland came top last year, with few covid cases and even fewer restrictions. But in March, when the survey was conducted, the highly contagious Omicron strain caused a spike in cases in New Zealand—and the city dropped 33 places.

The war in Ukraine is also weighing on liveability. There is no score in 2022 for Kyiv because the eiu's correspondent had to abandon the survey when fighting broke out. Moscow and St Petersburg have dropped 15 and 13 places to 80th and 88th, as hundreds of [Western firms have pulled out of Russia](#) and [censorship has increased](#). Other cities affected by the contagion of war, such as Budapest and Warsaw, saw their stability scores slip as geopolitical tensions increased.

If the war continues throughout this year, more cities could suffer disruption to food and fuel supplies. The welcome rise in liveability this year might be short-lived.

23 juin (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/06/22/what-president-emmanuel-macron-should-learn-from-losing-his-majority-in-the-french-parliament>

[Leaders](#) | The man who fell to earth

## What President Emmanuel Macron should learn from losing his majority in the French parliament

His second term now looks very difficult. Can he get anything done?



Jun 22nd 2022

Less jupiter than Icarus, Emmanuel Macron came [crashing down this week](#). On June 19th French voters did something that was last seen over 30 years ago: they denied a newly elected president a [majority in the National Assembly](#). It is not quite impossible to govern without one, but for the next five years Mr Macron will be scratching around for the votes he needs to get anything done. **That is bad news for France—and for Europe too, which sorely lacks a leader of global stature.** Angela Merkel left the field last winter, and the man who had hoped to reshape a continent after her departure will have his work cut out just keeping his own house in something that resembles order.

This outcome should not have been as much of a surprise as it felt. In the first round of the presidential election in April, slightly more than half the electorate cast votes for one or other candidate of the political extremes. Enough of them then rallied round Mr Macron in the run-off to allow him to handily defeat Marine Le Pen, the leader of the populist National Rally. But the impressive result masked the fact that **Mr Macron, a buttoned-up technocrat who has never been able to shake off the label of *le président des riches*, is [loved by only a few](#), and loathed by many.** He won just 28% of the vote in the first round, after all. **The French gave him his job back, but they also decided to strip him of much of his authority.** Clearly, Mr Macron will need to do things differently.

But what, exactly, and how? To understand the scale of the task ahead consider how Mr Macron is in some ways the victim of his own success. In his first term his political machine was all-conquering, poaching the best and brightest from the centre-right Republicans and the centre-left Socialists. By straddling the mainstream, he pushed dissatisfied voters to Ms Le Pen's hard right or the radical left of [Jean-Luc Mélenchon](#). **For Mr Macron to pacify the angry, left-behind voters who gave both this pair a huge electoral boost will not be easy, especially without spending even more money that France does not have.**

**Ideally Mr Macron would pursue the difficult long-term reforms that France badly needs—simplifying its labyrinthine pensions system, laying the foundations for its energy transition and prising open its rigid, highly centralised education system.** Yet the future looks very difficult. Mr Macron's legislative agenda is up in the air. He has summoned the party leaders to talks. The constitution gives him considerable powers, particularly in the areas of foreign and defence policy, and he also has the right, if need be, to force his budget and one other piece of legislation through parliament by decree in each

sitting. But if he is seen to abuse that authority, he may provoke a no-confidence vote that could bring down his government and perhaps force yet another parliamentary election.

One option is to try to assemble ad hoc majorities for individual bills. His parliamentary grouping, Ensemble, has 245 seats; 44 short of a majority. He may, for instance, hope to appeal to the Republicans to get his pension reform through; or to the Socialists and the Greens to help him out with the energy transition. Yet both measures will face resistance and if early elections are thought likely, no one will want to risk losing their own voters to the Macron-loathing extremes.

**France, with its almost monarchical presidency, lacks a tradition of coalition government. In Germany, the Netherlands or the Nordic countries such arrangements involve weeks or months of negotiation, to hammer out detailed policy agreements.** French politics, as so often in the past, is deeply polarised, perhaps too much so for even the most limited agreement on policies. Mr Macron will therefore need to alter that culture. This will require him to embrace a new political style: no longer Jupiterian, controlled and analytical, but open, transactional and instinctive. It will not come naturally, but if he fails, his second term will be doomed to fail too.

23 juin (Wall Street Journal)

[https://www.wsj.com/articles/volcker-powell-and-the-price-of-amnesia-federal-reserve-inflation-prices-fiscal-policy-fed-economy-11655925167?mod=hp\\_opin\\_pos\\_2#cxrecs\\_s](https://www.wsj.com/articles/volcker-powell-and-the-price-of-amnesia-federal-reserve-inflation-prices-fiscal-policy-fed-economy-11655925167?mod=hp_opin_pos_2#cxrecs_s)

COMMENTARY

## Volcker, Powell and the Price of Amnesia About Monetary Policy

The Fed should have heeded the lessons of 1980s inflation.

By Thomas J. Sargent and William L. Silber

June 22, 2022 4:30 pm ET



***Federal Reserve Chairman Jerome Powell speaks at a press conference, June 15.***

PHOTO: LIU JIE/ZUMA PRESS

Is the Federal Reserve reviewing the connection between high inflation and the past two years' U.S. monetary policy? A reporter asked Fed Chairman Jerome Powell that question at a June 15 news conference. After acknowledging that the Fed is doing so "very carefully," the chairman deflected. He said that for decades inflation was "dominated by disinflationary forces," but recent history has been plagued by "extraordinary shocks." Pointing to the pandemic, the war in Ukraine and shutdowns in China, he concluded: "We're aware that a different set of forces are driving the economy."

Yet Mr. Powell neglected to mention the expansionary monetary and fiscal policies of 2020 and 2021 that surely contributed to upward pressure on prices. More important, he missed the main culprit: the Federal Reserve. The Fed lost control of inflation by abandoning its decadeslong strategy of pre-emptive restraint—that is, tightening before inflation takes hold. That policy, promoted by Fed Chairman Paul Volcker in the 1980s, has delivered price stability for nearly 40 years.

The mistake started in August 2020, when the Fed began to target "inflation moderately above 2% for some time" to make up for past shortfalls. This attitude encouraged the central bank to label the emerging inflation as "transitory." In June 2021 congressional testimony, Mr. Powell nailed the coffin on pre-emptive restraint precisely when it was most needed: "We will not

raise interest rates pre-emptively because we think employment is too high, because we fear the possible onset of inflation. Instead, we will wait for actual evidence of actual inflation or other imbalances.”

Volcker blamed the runaway inflation of the 1970s on this type of thinking. He told his Fed colleagues: “We have lost this game in the past by staying with an expansionary policy too long during a recovery period.” He then followed through by raising rates early in the economic recovery of 1984—with the unemployment rate still at 7.8%—to avoid inflationary pressure. Alan Greenspan, Volcker’s successor, continued pre-emptive restraint, most famously by surprising financial markets with a sharp rate increase in mid-1994 while inflation during the first half of the year averaged 2.5%. The last pre-emptive rate increase occurred in December 2016 under Janet Yellen. That month, the Fed raised the federal-funds target by 25 basis points as inflation was running at 1.3% for the year.

We believe that the policy of pre-emptive restraint is what anchored inflationary expectations after the mid-1980s by preventing inflation from taking hold. The country is now paying for the Fed’s amnesia.

*Mr. Sargent is a senior fellow at the Hoover Institution, a professor of economics at NYU and a 2011 Nobel Laureate in Economics. Mr. Silber is a senior adviser at Cornerstone Research and author, most recently, of “The Power of Nothing to Lose: The Hail Mary Effect in Politics, War, and Business.”*

23 juin (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/culture/article/2022/06/22/arts-la-foire-documenta-en-allemande-minee-par-des-accusations-d-antisemitisme\\_6131623\\_3246.html](https://www.lemonde.fr/culture/article/2022/06/22/arts-la-foire-documenta-en-allemande-minee-par-des-accusations-d-antisemitisme_6131623_3246.html)

## Arts : l'exposition Documenta, en Allemagne, minée par des accusations d'antisémitisme

Une œuvre du collectif indonésien Taring Padi, exposée à la manifestation quinquennale d'art contemporain de Cassel, a été recouverte après les protestations d'associations représentant les juifs d'Allemagne et de l'ambassade d'Israël.

Par [Emmanuelle Lequeux\(Cassel \(Allemagne\)\)](#)

Publié hier à 19h44, mis à jour hier à 22h42



L'œuvre « La justice du peuple », du collectif indonésien Taring Padi, a été recouverte d'un voile noir, à Cassel, en Allemagne, le 20 juin 2022. SWEN PFORTNER / DPA / AFP

Elle avait la place d'honneur, sur la Friedrichplatz, cœur battant de la Documenta de Cassel, en Allemagne : lundi 20 juin, l'œuvre monumentale du collectif indonésien Taring Padi a été recouverte d'un voile noir. Un coup dur pour la méga-exposition quinquennale, dont chaque édition donne le « la » des débats artistiques à venir. Motif : cette fresque de vingt mètres, parabole critique « *du système capitaliste et de la violence militaire* », selon ses auteurs, a été accusée d'antisémitisme par plusieurs associations représentant les juifs d'Allemagne, ainsi que l'ambassade d'Israël.

Pas encore montée lors des journées professionnelles, qui se sont tenues du 15 au 18 juin, cette toile-manifeste intitulée *La justice du peuple* n'aura été visible que deux jours. Juste en face du musée Fridericianum où le collectif indonésien Ruangrupa, directeur artistique de cette quinzième édition, dévoile ses ambitions : mettre le Sud au centre, pour la première fois dans une Documenta marquée depuis sa naissance par la prédominance de l'esthétique occidentale. Tous les Suds, de Cuba à Haïti en passant par l'Asie du Sud-Est, mais aussi tous les combats minoritaires, des queers BDSM indiens aux Palestiniens. Cette nouvelle polémique les relègue, hélas, au second plan.

La fresque montrée du doigt date de 2002 et a été initialement réalisée pour un festival australien à Adélaïde. Elle devrait être démontée dans les jours à venir. Deux de ses personnages, parmi plusieurs dizaines d'autres, focalisent les regards : un cochon portant étoile de David et casque du Mossad (les services secrets israéliens), et un homme aux dents de vampire, portant un chapeau noir marqué des deux éclairs du sigle SS. Cigare aux lèvres, papillotes derrière des oreilles pointues : tous les attributs de la caricature antisémite diabolisant la judéité y sont cumulés.

## « Cela n'aurait jamais dû avoir lieu »

« *Cela n'aurait jamais dû avoir lieu*, s'est excusée la directrice de la Documenta, Sabine Schormann, dès la naissance de la polémique. Avec Ruangrupa, l'équipe artistique et les artistes invités, nous avons assuré qu'il n'y aurait pas de contenu antisémite dans la Documenta 15. Malheureusement, nous n'avons pas tenu notre promesse. Nous nous excusons solennellement de ne pas avoir identifié ces images antisémites quand l'œuvre a été installée. »

En accord avec Taring Padi, l'institution a ajouté au pied de l'œuvre voilée un texte donnant quelques clés de cette évocation de la résistance contre la dictature de Suharto, qui a régné de 1967 à 1998. Le collectif s'est à son tour défendu de tout antisémitisme. « *Certains détails de cette bannière ont été compris différemment de notre propos originel, et nous en sommes peinés. Nous nous excusons des blessures occasionnées. C'est avec grand regret que nous recouvrons cette œuvre. Elle devient un monument de deuil, le deuil d'un dialogue impossible pour le moment. Mais nous l'espérons, elle sera le point de départ d'un nouveau dialogue.* »

## « La liberté d'expression artistique a atteint ses limites »

Pourra-t-il être engagé, dans un contexte aussi troublé ? Dès janvier, un blog repris par de nombreux médias allemands avait accusé Documenta de « *promouvoir la haine d'Israël* », en invitant un collectif palestinien, The Question of Funding. Il aurait appelé à soutenir le [mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions \(BDS\)](#), qui prône le boycott d'Israël en soutien aux Territoires palestiniens occupés.

En mars, dans une longue tribune, le collectif Ruangrupa avait tenté de désamorcer la polémique : insistant sur la fausseté de ces allégations, l'équipe soulignait que, « *en assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme, la culture allemande exclut et contraint au silence les Palestiniens et les juifs non-sionistes du combat contre l'antisémitisme, en les déclarant eux-mêmes antisémites* ».

Cela n'a pas suffi à apaiser les tensions. En mai, quelques jours avant le vernissage, le local proche de la gare qui abrite l'exposition des artistes palestiniens a été vandalisé et couvert de graffitis que Ruangrupa a interprétés comme des « *menaces de mort* ». La fresque de Taring Padi a-t-elle enterré à jamais le débat que se promettait de tenir la Documenta ? Avec elle, « *la liberté d'expression artistique a atteint ses limites* », a déclaré la ministre de la culture allemande, Claudia Roth.

**Emmanuelle Lequeux**(Cassel (Allemagne))

23 juin (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/23/le-spectre-d-une-crise-des-dettes-fait-son-retour-en-zone-euro\\_6131657\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/23/le-spectre-d-une-crise-des-dettes-fait-son-retour-en-zone-euro_6131657_3232.html)

## « Le spectre d'une crise des dettes fait son retour en zone euro »

### CHRONIQUE

Marie Charrel

La flambée des prix et le resserrement des politiques monétaires laissent craindre une nouvelle envolée des taux souverains dans l'union monétaire, où les conséquences de la guerre en Ukraine commencent à peine à se faire sentir, observe Marie Charrel, journaliste au « Monde », dans sa chronique.

Publié aujourd'hui à 05h00, mis à jour à 05h00 Temps de Lecture 2 min.

Comme un air de déjà-vu : une mélodie désagréable et anxiogène qui n'avait pas résonné depuis près d'une décennie dans nos contrées européennes. Depuis quelques semaines, le spectre d'une crise des dettes fait son retour en zone euro. La peur, avec en corollaire, son cortège de mots rappelant le douloureux souvenir des turbulences financières de 2011-2012. A l'exemple de « spread », **ce terme considéré comme le baromètre du risque, désignant l'écart entre les taux souverains allemands – la référence en termes de sérieux budgétaire – et les taux d'un autre pays de la zone euro.**

De fait, le spread entre le BTP italien et le « Bund » allemand a grimpé de 0,9 point, en décembre 2021, à plus de 2,4 points, le 15 juin. **L'Italie emprunte aujourd'hui à plus de 3,7 % sur dix ans, contre à peine 0,5 % début 2021. Pendant la crise des dettes, fin 2011, ce taux avait bondi à plus de 7,5 %. Les obligations françaises à dix ans, elles, s'échangent ces jours-ci autour de 2,2 %, contre... 0 % fin 2021.**

Cette flambée obligataire est alimentée par l'inflation galopante – 8,1 % en mai en zone euro – et le resserrement monétaire opéré par les grandes banques centrales, sur fond d'inquiétudes liées à la guerre en Ukraine et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Mais elle révèle aussi **une triste réalité : le risque d'une fragmentation de la zone euro, à savoir d'une divergence des conditions de financement entre les Etats membres, n'a pas disparu.** Il est le reflet de l'hétérogénéité des économies et des différentes expositions à la Russie. **Or, cette fragmentation peut « détériorer la transmission de la politique monétaire »,** prévient Isabelle Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), dans un discours prononcé le 14 juin, à Paris.

Parions que, d'ici peu, **les rancœurs poussiéreuses mâtinées de stéréotypes peu glorieux** rejailliront, ici et là, dans les médias nationaux, comme à chaque période de tensions financières : **les pays du Nord brocardent le farniente des Méditerranéens, incapables de se réformer assez vite ; ceux du Sud blâment la frugalité obtuse des Nordiques.** Dans la foulée, les Cassandre prophétisant la déchéance de l'union monétaire, voire son explosion résultant de la volonté d'émancipation de l'un de ses membres, ne tarderont sans doute pas à donner de nouveau de la voix, elles aussi.

## Des tabous vont tomber

**Pourtant, la zone euro est bien plus forte qu'il y a dix ans.** Elle a bâti l'union bancaire ; ses banques se sont assainies. Durant la pandémie, elle a lancé des emprunts communs et **un plan de relance inédit de 750 milliards d'euros.** **Elle est plus solidaire, un peu moins engoncée dans des règles budgétaires intenable.** La BCE, elle, a retenu la leçon de la crise des dettes : pour éviter que la spéculation ne se déchaîne sur les maillons faibles, il convient de communiquer ou d'agir – ce qui est souvent synonyme en matière monétaire – rapidement et sans ambiguïté. **Son précédent président, Mario Draghi, l'a démontré, en juillet 2012, lorsqu'il a mis fin à la flambée des taux souverains en déclarant qu'il ferait « tout ce qu'il faut » pour sauver l'euro.**

**Christine Lagarde**, qui lui a succédé fin 2019, saura-t-elle en faire de même ? Sans doute. Mais le contexte n'est pas le même. L'envolée des prix et le niveau plus élevé des dettes publiques compliquent singulièrement la tâche de la Banque centrale.

Surtout : cette fois, ce n'est pas une économie de crise que les autorités monétaire et budgétaire vont devoir piloter, mais une économie de guerre. Car les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie – pénuries, flambée des prix des matières premières et de l'énergie – ont à peine commencé à ébranler nos pays. Ces prochains mois, les incertitudes et les chocs seront d'une ampleur et d'une brutalité bien supérieures à ceux de 2012. D'autres tabous vont tomber, en matière de politiques publiques comme de fiscalité. L'échelle des valeurs et des priorités sera sans doute bousculée, d'autant que l'urgence climatique va se heurter à celle du conflit.

23 juin (Le Point)

<https://www.lopinion.fr/international/la-documenta-haut-lieu-de-lart-contemporain-en-proie-a-un-scandale-antisemitisme>

Allemagne

## La Documenta, haut lieu de l'art contemporain, en proie à un scandale d'antisémitisme

Par [Luc André](#)

22 juin 2022 à 16h39

Une œuvre comprenant des représentations antisémites a été décrochée prématurément à la Documenta de Cassel, mardi. Des appels à la démission visent la chargée des affaires culturelles au sein du gouvernement fédéral



Vue de la Documenta 15 de Cassel

### Les faits -

La Documenta est une exposition d'art moderne et contemporain de 100 jours qui se tient tous les cinq ans, à Cassel (Hesse) en Allemagne. La 15e édition, qui dure du 18 juin au 25 septembre, a été confiée au collectif indonésien ruangrupa.

Tous les cinq ans, la ville de Cassel, dans le centre de l'Allemagne, se transforme pour un été avec la [Documenta](#) en un haut lieu mondial de l'art contemporain. L'événement – créé en partie par d'anciens nazis – a l'habitude des controverses. Mais la 15e édition, ouverte samedi dernier, a établi un nouveau standard. Sous la pression publique, les organisateurs ont décidé lundi de voiler, puis mardi de retirer, une œuvre disposée sur la place principale de la ville.

**La bannière gigantesque « People's justice », du collectif indonésien Taring Padi, inclut des représentations clairement antisémites.** On y voit dans la foule des personnages un juif au chapeau agrémenté d'insignes SS mâchonnant un cigare entre des incisives surdimensionnées et un soldat à tête de cochon recouvert d'un casque siglé Mossad et portant un foulard frappé de l'étoile de David. Assurément un scandale dans le pays ayant initié l'Holocauste. Le journal juif *Jüdische Allgemeine* parle « de la pire "œuvre d'art" antisémite exposée en Allemagne depuis 1945 ». **Les artistes défendent une œuvre dans le contexte indonésien, en réaction contre la dictature militaire de Suharto.**

Les motifs antisémites « n'ont pas été découverts avant l'accrochage », a plaidé la directrice générale de la Documenta, Sabine Schormann, [dans un message d'excuse public](#). Une argumentation un peu faiblarde. En effet, la Documenta a été précédée par des semaines de controverse autour du positionnement politique du collectif indonésien ruangrupa à qui les organisateurs ont confié la direction artistique de cette 15e édition. L'association contre l'antisémitisme de Cassel a dénoncé **la proximité des artistes indonésiens, d'artistes invités et de certains membres de l'équipe de la Documenta avec des groupes remettant en cause le droit d'existence d'Israël**. La polémique a été relayée par l'ambassade d'Israël en Allemagne, le conseil central des juifs du pays, dans la presse nationale et internationale et a même trouvé sa place dans le discours d'ouverture prononcé par le président de la République [Frank-Walter Steinmeier](#) samedi.

**Appels à la démission.** Après ce fiasco, la chargée des affaires culturelles au sein du gouvernement fédéral, l'écologiste **Claudia Roth**, est confrontée à des appels à la démission. Elle s'était agacée de l'ampleur des critiques en amont de l'événement, financé en partie sur deniers publics. Par le passé, **elle s'était opposée à une résolution du Bundestag qualifiant d'antisémite la campagne de boycott d'Israël BDS**. La direction de la Documenta fuit aussi ses responsabilités. Elle ne se voit pas « comme une instance devant contrôler en amont les œuvres artistiques ». L'événement s'en est tenu aux promesses du collectif ruangrupa.

L'absence de contrôle pourrait prolonger la polémique : au programme de la Documenta figure la présentation de vidéo, non commentée, de propagande pro-palestiniennes des années 1970. Les bobines ont été obtenues auprès d'un activiste japonais membre de l'Armée rouge japonaise, un groupe responsable d'un attentat sanglant à l'aéroport de Tel Aviv en 1972.

23 juin (Le Point)

<https://www.lopinion.fr/politique/rn-nupes-le-clash-des-oppositions>

Bourbier au Palais Bourbon

## RN-Nupes : le clash des oppositions

Par [Paul Laubacher](#), [Raphaël Proust](#) et [Caroline Vigoureux](#)

23 juin 2022 à 6h00

Entre le RN qui veut se crédibiliser et la Nupes qui veut « bordéliser » l'Assemblée nationale, les macronistes vont devoir slalomer, pris en tenaille entre deux extrêmes aux stratégies antagonistes



### Les faits -

Après avoir reçu à l'Élysée les représentants des différentes forces politiques mardi et mercredi, Emmanuel Macron s'est adressé aux Français mercredi soir. Le Président va devoir composer avec une Assemblée nationale, où les extrêmes vont multiplier les pièges tendus à sa majorité.

Lorsqu'[Emmanuel Macron](#) était encore à Bercy, l'un de ses collègues du gouvernement avait questionné l'ambitieux ministre de l'Économie sur la suite. « Pourquoi tu ne te présentes pas comme député ? », lui avait-il suggéré. La réponse du futur candidat à l'élection présidentielle fut ferme et définitive : « Ça n'est pas là que ça se passe. Le Parlement, c'est fini ! » Un peu plus de cinq années plus tard, c'est précisément là que ça se passe.

C'est dans cet hémicycle que la macronie va se retrouver prise en étau, avec sur son flanc gauche, 131 députés de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), et sur son flanc droit, 89 députés du Rassemblement national (RN). « Ils vont faire de l'hémicycle un instrument de déstabilisation des institutions. Le plus dur à contrer sera leur nombre, c'est immaîtrisable », prédit l'ancien garde des Sceaux et spécialiste des rouages parlementaires, Jean-Jacques Urvoas. En effet, s'ils sont 80 à siéger de part et d'autre, cela obligerait la majorité à avoir au moins 161 députés présents lors de l'examen des textes. Que donneraient des débats avec un hémicycle aux trois quarts plein ?

Les deux extrêmes vont s'opposer de manière radicalement différente. Le RN veut se crédibiliser quand [les Insoumis veulent « bordéliser »](#). Pour slalomer entre les deux, la majorité va devoir éviter un certain nombre d'écueils, à commencer par les niches parlementaires, ces journées réservées à un groupe d'opposition pour défendre leurs

propositions de loi. Le RN comme la Nupes pourront l'utiliser aussi bien pour défendre leur programme que pour piéger la macronie, en présentant des sujets consensuels.

C'est ce qu'ont fait à plusieurs reprises Les Républicains durant le premier quinquennat, mettant la majorité dans une situation impossible. « Les niches parlementaires sont des pièges à cons. Et les cons, c'est nous », avait même fini par lâcher Christophe Castaner. « Il s'agit pour les oppositions de pousser la majorité à la faute », résume Jean-Jacques Urvoas.

**Arbitre.** Le groupe écologiste a par exemple prévu de déposer une proposition de loi sur le climat. « Ce sera pour nous un test de la volonté du gouvernement et du président de la République d'agir », fait valoir le patron d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Julien Bayou. Les Insoumis veulent aussi déposer un texte pour répondre à l'urgence sociale. La majorité pourrait-elle le voter ? C'est la question qu'a posée le coordinateur de LFI Adrien Quatennens à Emmanuel Macron, lors de leur entretien mercredi à l'Élysée. Le Président a évacué par un «ni oui-ni non».

Pour commencer, le RN et la Nupes vont se livrer à une bataille homérique pour obtenir les postes qui reviennent à l'opposition. Il y a bien sûr [la prestigieuse présidence de la commission des finances](#), qui fera l'objet de coups de billards à dix bandes, mais aussi l'une des six vice-présidences de l'Assemblée nationale. « C'est en réalité un poste clef. Si le RN décroche une vice-présidence, ça le placera pour la première fois dans le rôle d'arbitre », souligne Benjamin Morel, maître de conférences à Paris Panthéon-Assas.

Mener les débats de manière partielle pourrait compliquer la vie du gouvernement. N'est-ce pas ce qu'avait fait le député LR Marc Le Fur en 2013, en multipliant les rappels au règlement lors de l'examen du texte sur le cumul des mandats, auquel il était notoirement opposé ? Même chose pour la questure, dont tenteront de s'emparer la Nupes comme le RN. « On peut imaginer que les Insoumis l'utilisent comme un instrument de dénonciation. Beaucoup de scandales parlementaires émanent de la questure », rappelle Benjamin Morel.

Mélenchonistes comme lepénistes pourront aussi activer le levier de la motion de censure, qui nécessite la signature de 58 députés. Un seuil qui leur permettra de se faire plaisir sans pour autant parvenir à leurs fins, à savoir renverser le gouvernement, puisqu'il faut obtenir la majorité absolue (289 voix). A moins que toutes les oppositions ne se liguent contre le gouvernement ? Encore faut-il se mettre d'accord sur un seul et même texte. La motion de censure a été utilisée à 111 reprises sous la V<sup>e</sup> République et n'a abouti qu'une seule fois, le 5 octobre 1962. Aussi, nul doute que la Nupes comme le RN utiliseront ce qu'on appelle leur droit de tirage (limité à une fois par groupe par session ordinaire) pour imposer au gouvernement une commission d'enquête sur tel ou tel sujet.

**Gueule de bois.** Lundi, la coalition de gauche s'est retrouvée groggy en découvrant l'ampleur de la vague RN qui lui ôte son statut de premier opposant. Pour la Nupes, le fil est tenu entre l'« opposition de combat » revendiquée par La France insoumise et la nécessité d'apparaître comme un « point de repère » dans une situation politique confuse. « Ils ont mis de la IV<sup>e</sup> République dans la V<sup>e</sup>, nous mettons au contraire un peu de VI<sup>e</sup> dans tout cela », assure Julien Bayou.

Mais la Nupes n'a pas encore trouvé l'organisation idoine pour parler d'une seule voix dans l'hémicycle. [Le fameux intergroupe prévu par l'accord électoral](#) entre les quatre partis doit

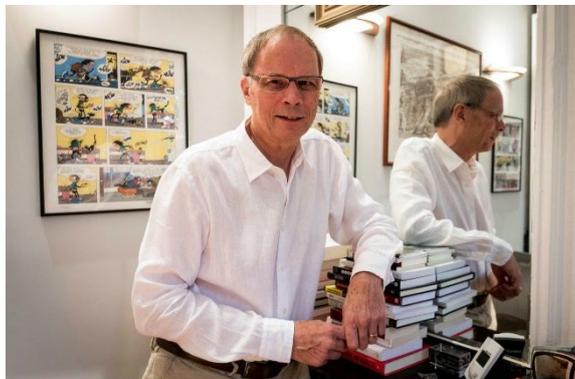
se réunir pour la première fois jeudi. La pression est double : contourner les procès en opposition stérile, tout en donnant des gages à un électorat qui attend des avancées concrètes. Le patron des socialistes, Olivier Faure, ne cesse d'appeler la Nupes à trouver rapidement « des positions communes » pour faire avancer des dossiers quand d'autres, comme le député LFI de la Somme François Ruffin, voient du « positif » dans le blocage actuel. « Là, enfin, c'est un point d'arrêt et il faut tout faire pour le transformer en réorientation », affirme-t-il mercredi dans une interview au [Monde](#).

23 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/editos-du-point/etienne-gernelle/gernelle-le-retour-de-l-homme-rouge-23-06-2022-2480705\\_782.php](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/etienne-gernelle/gernelle-le-retour-de-l-homme-rouge-23-06-2022-2480705_782.php)

## Gernelle – Le retour de « l’homme rouge »

ÉDITO. Au pays du Prix Nobel d'économie Jean Tirole, les électeurs préfèrent confier l'avenir aux extrêmes. Jusqu'où la glissade ira-t-elle?



Jean Tirole, Prix Nobel d'économie, a tenté d'apporter des clés pour s'attaquer aux problèmes réels du capitalisme actuel. Mais qui l'a lu ?

*PAR Étienne Gernelle*

Publié le 23/06/2022 à 07h00

Un avant-goût du chaos ? L'état lepéno-mélenchoniste s'est si spectaculairement resserré à l'occasion de ces élections législatives que l'on peut se demander si la grande bascule n'est pas pour la prochaine fois. Certes, nous ne sommes pas encore l'Italie de 2018, qui connut un gouvernement constitué du Mouvement 5 étoiles et de la Ligue - l'alliance du populisme de gauche et de son jumeau de droite -, mais ce n'est plus une hypothèse fantaisiste... Stefan Zweig, hésitant à propos du titre de ce qui sera son dernier livre, *Le Monde d'hier*, avait songé aux *Années irrévocables*. La question est désormais celle-ci : la glissade française est-elle irrévocable ?

Avant même les résultats, la teneur de la campagne électorale en avait déjà beaucoup dit sur l'état du pays : les 250 milliards d'euros de dépenses supplémentaires promis par la Nupes et son projet de « désobéissance » à l'Europe ont globalement été accueillis avec calme et considération dans les médias. Ajoutez à cela l'essor du Rassemblement national, qui prêche sur ces deux sujets des thèses assez similaires, et l'on obtient des débats dans lesquels le n'importe quoi est présenté comme un choix parmi d'autres.

**Qui a lu Jean Tirole ?** La nature de ce problème avait été bien anticipée par Jean Tirole dans l'ouverture de son *Économie du bien commun* (PUF, 2016). Notre Prix Nobel faisait ce constat que « depuis le retentissant échec économique, culturel, social et environnemental des économies planifiées, depuis la chute du mur de Berlin et la mutation économique de la Chine, l'économie de marché est devenue le modèle dominant, voire exclusif, d'organisation de nos sociétés ». « Pour autant, notait-il notamment pour la France, l'économie de marché n'a remporté qu'une victoire en demi-teinte, car elle n'a gagné ni les cœurs ni les esprits. »

Tirole a tenté, à sa manière, c'est-à-dire pragmatique, d'apporter des clés pour s'attaquer aux problèmes réels du capitalisme actuel. C'est tout le sens de sa recherche du « bien commun ». Mais

qui l'a lu ? Une bonne partie des Français, en tout cas, a préféré croire aux charlatanesques potions lepénistes ou mélenchonistes.

**Autoritarisme et emprise de l'État.** Remarquez, Emmanuel Macron a lui-même laissé entendre que tout était possible. Si la pluie d'argent magique - la « *nationalisation des salaires* » - qu'il a fait tomber sur le pays se justifiait durant la pandémie pour éviter un effondrement, il a souvent omis de préciser que ces milliards n'existaient pas, et qu'il faudrait les rembourser un jour... Comment s'étonner alors des succès de Le Pen et (plus relatifs) de Mélenchon, qui ont pu sans grand risque vendre un « *quoi qu'il en coûte* » démultiplié ?

La France a donc désormais des centaines de députés élus sous la bannière de personnages qui pensent que l'Europe est un problème plus qu'une solution, que l'avenir, ce sont les nationalisations, et qui n'ont pas souhaité, ces derniers mois, que l'on envoie des armes en Ukraine. Étonnant spectacle que celui de cette France, qui, alors qu'on se fait tuer à l'Est pour la démocratie libérale, envie ou ménage le contraire de cette dernière : l'autoritarisme et l'emprise de l'État.

On peut d'ailleurs trouver d'étranges résonances de cet état d'esprit français dans *La Fin de l'homme rouge* (Actes Sud, 2013), ce chef-d'œuvre de Svetlana Alexievitch dans lequel elle décrivait le désenchantement de l'*Homo sovieticus* après la chute de l'URSS. On y lit des phrases comme « *La liberté, ça me fait peur* », ou, à l'inverse, « *Arrêtez de nous faire peur avec le socialisme !* ». À Irkoutsk, en 2001, soit dix ans après le putsch communiste raté, Alexievitch demande à un passant ce qui se serait passé si le coup d'État avait réussi. « *On serait toujours un grand pays* », lui répond celui-ci.

Toutes proportions gardées, la France, qui n'a jamais vécu le vrai communisme (juste un ersatz mou), semble en partie nostalgique de ce passé des autres. Si l'heure est désormais à la politique, aux coalitions et à l'art de se mouvoir malgré tout dans la tenaille lepéno-mélenchoniste, c'est bien une bataille culturelle qui commence.

23 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/vienne-redevient-la-ville-la-plus-agreable-du-monde-23-06-2022-2480716\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/vienne-redevient-la-ville-la-plus-agreable-du-monde-23-06-2022-2480716_24.php)

## Vienne redevient la ville la plus agréable du monde

La capitale autrichienne succède à la ville d'Auckland et devance Copenhague et Zurich. Paris se place en 19<sup>e</sup> position de ce classement.



Vienne est la ville la plus agréable au monde, selon une récente étude. © JOE KLAMAR / AFP

Source AFP

Publié le 23/06/2022 à 08h57

**V**ienne reprend la première place au classement des villes les plus agréables du monde, comme en 2018 et 2019, selon un classement publié jeudi dont Kiev, face à l'assaut russe, est exclue, tandis que Moscou dégringole. La capitale autrichienne est placée pour la troisième fois au sommet de cet indice réalisé par « Economist Intelligence Unit », la cellule de recherche et d'analyse affiliée à l'hebdomadaire anglais *The Economist*. Elle succède à la ville néo-zélandaise d'Auckland, qui perd 33 places du fait de l'allongement des confinements sanitaires.

Les experts ont récompensé la stabilité de Vienne, son offre éducative et médicale, ainsi que la qualité de ses infrastructures par la note maximale de 100 sur 100. Les facteurs culturels et environnementaux y sont quasi idéaux. L'Europe domine largement le top 10 avec six villes, dont Copenhague et Zurich, qui complètent le podium derrière Vienne, et Genève (6<sup>e</sup>). Le Canada est bien représenté avec trois villes : Calgary (3<sup>e</sup> ex aequo), Vancouver (5<sup>e</sup>) et Toronto (8<sup>e</sup>). Paris s'affiche au 19<sup>e</sup> rang, 23 places plus haut qu'en 2021. La capitale belge Bruxelles apparaît à la 24<sup>e</sup> place, juste derrière Montréal (23<sup>e</sup>). Londres termine 33<sup>e</sup> tandis que Barcelone, réputée très animée, finit 35<sup>e</sup>, huit places devant Madrid (43<sup>e</sup>). Ailleurs dans le monde, Milan se classe 49<sup>e</sup>, New York 51<sup>e</sup> et Pékin 71<sup>e</sup>.

Paris à la 19<sup>e</sup> place

Pour faire partie de ce panel, la ville doit être considérée comme une « business destination », soit un centre économique et financier, ou être demandée par les clients. Beyrouth, gravement sinistrée par l'explosion d'un port en 2020 et capitale d'un Liban en proie à une forte instabilité politique, n'y figure pas.

Les auteurs indiquent que Kiev a dû être exclue du rapport dans un contexte d'invasion russe en Ukraine. En parallèle, Moscou (80<sup>e</sup>) dégringole de quinze places. « Les villes d'Europe de l'Est ont reculé dans le classement en raison de l'augmentation des risques géopolitiques » et « de la crise du coût de la vie, incluant la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires », a expliqué le responsable du rapport à l'EIU Upasana Dutt. De nouveaux indicateurs comme les restrictions sanitaires avaient été introduits dans l'index 2021, pour évaluer les effets de la pandémie. La qualité de vie moyenne a ainsi rebondi en 2022, elle reste cependant en dessous du niveau pré-Covid. Damas reste la ville la moins accueillante du monde.

23 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/legislatives-2022-l-idee-fausse-d-une-percee-incroyable-de-la-gauche-20220622>

mercredi 22 juin 2022 - 19:11 UTC +02:00 1246 mots

## Législatives 2022 : l'idée fausse d'une « percée incroyable » de la gauche

LA VÉRIFICATION - L'expression de Clémentine Autain pour qualifier la place de la Nupes dans le nouvel hémicycle dénote avec la place historique de la gauche sous la Ve République.



La députée insoumise Clémentine Autain a été réélue en Seine-Saint-Denis. *JULIEN DE ROSA / AFP*

Dimanche 19 juin, 20h36. Une demi-heure après la révélation des premiers résultats du second tour des législatives sur France 2, apparaît Clémentine Autain, l'air triomphant. La députée insoumise de Seine-Saint-Denis ne cache pas sa joie face au succès de la Nupes aux législatives. Le « *rassemblement des forces* » de la gauche, France insoumise, Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et Parti communiste (PCF), fondé sur un « *changement en profondeur de la société* », a payé. « *C'est une percée incroyable* », exulte la députée.

Vraiment ? C'est en réalité très excessif si l'on se plonge en profondeur dans la longue histoire de la gauche aux élections législatives. La stratégie de Jean-Luc Mélenchon a certes porté en apparence : en décrochant 131 sièges à l'Assemblée nationale, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) gagne plus du double des sièges acquis en 2017. Les partis de gauche ne seraient jamais parvenus à un tel résultat sans cette alliance portant sur 70 circonscriptions. « *La situation est totalement inattendue, absolument inouïe* », s'est exclamé lui-même le leader de la France insoumise. « *La déroute du parti présidentiel est totale* ».

Mais ce raisonnement en nombre de sièges est en trompe-l'œil. La Nupes a rassemblé 25,7% des voix au premier tour le 12 juin, soit 5% de moins que le score cumulé de l'ensemble de ses partis membres à la présidentielle. Par ailleurs, au premier tour des législatives de 2017, l'ensemble des partis constituant actuellement la Nupes obtenait 5.772.313 voix, contre 5.836.202 en 2022. En termes de votes, la différence est maigre. Sans compter qu'à trois occasions déjà, en 1978, 1981 et 2012, la gauche avait dépassé la droite en nombre de voix, et ce sans même compter sur le groupe « *ni de droite ni de gauche* » de la majorité présidentielle ( *Ensemble !* ), absorbant à lui seul 8 millions de voix. Enfin, avec 127 sièges au total, la Nupes qui ne formera pas de groupe parlementaire, plafonne à 117 sièges de moins que la majorité.

Surtout, ce qui saute aux yeux de ce tableau, c'est qu'en pourcentages, le bloc de gauche réalise son cinquième plus mauvais score depuis le début de la Cinquième République - sur un total de 16 scrutins législatifs. « *Il faut avoir un peu de modestie et de conscience historique quand on réalise des scores* », ironise Emeric Bréhier, député socialiste de 2012 à 2017, et directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès. « *Si 25% des suffrages représente une percée, c'est une petite percée* », nuance-t-il. Et ce d'autant que c'est une remontée par rapport à 2017 qui était... le pire score jamais obtenu par la gauche depuis 1958.

**1967, première « percée » pour la gauche de la Ve République**

Une petite percée donc, alors même que la gauche en a connu d'autres autrement plus spectaculaires dans son histoire. À commencer par l'année 1967, lorsque l'opposition ébranle le gaullisme.

Deux ans plus tôt, François Mitterrand est parvenu à mettre le président de Gaulle en ballottage au second tour. La gauche amorce son retour en force sur l'échiquier politique, confirmé ensuite aux législatives où la majorité présidentielle essuie un dur revers. Sur 470 sièges en métropole, les partis politiques de la droite parlementaire soutenant l'action présidentielle (UD-Ve République, RI, DVD) n'en conquièrent que 233 et « *sauvent de justesse une très courte majorité grâce aux DOM TOM* », raconte Emeric Bréhier. Symboliquement, l'opposition de gauche non communiste sort gagnante, passant de 105 à 121 sièges (dont 76 socialistes, 24 radicaux). La victoire sera de courte durée : les événements de mai 1968 mèneront à une dissolution, faisant de cette législature la plus courte de la Ve République.

### **1981, 1997 et 2012, «vagues roses» dans l'Hémicycle**

C'est évidemment juin 1981, année de la majorité absolue pour les socialistes, qui constitue la date phare de ces dernières décennies pour la gauche à l'Assemblée. Élu quelques jours auparavant, le socialiste François Mitterrand dissout, sans surprise, la législature, comme le permet le fonctionnement de la Ve République. Après 23 ans d'opposition, la gauche obtient la majorité au Parlement, avec 333 sièges contre 158 pour la droite. Jamais plus elle n'atteindra une telle proportion de sièges lors des élections ultérieures, même si elle maintiendra sa lancée lors des élections de 1986 et 1988.

Vient ensuite 1997 et la victoire surprise de la gauche. Deux ans après son entrée à l'Élysée, Jacques Chirac décide contre toute attente de dissoudre l'Assemblée nationale, où la droite est pourtant largement majoritaire. Une « *dissolution de convenance* », explique Emeric Bréhier, pour s'assurer d'une légitimité alors que le gouvernement s'appête à voter une série de mesures budgétaires impopulaires. Le chef d'État mise sur l'effet de surprise et s'attend à une gauche prise de court.

Coup de tonnerre : PS, PC, radicaux de gauche et Verts s'unissent en une coalition appelée « *gauche plurielle* » qui, contre toutes les analyses, remporte 43,1 % des voix au premier tour, devançant la majorité présidentielle (36,5 %) et le Front national (14,9 %). Il s'agit de l'« *une des plus grandes cagades que la science politique puisse offrir pour les cent prochaines années* », réagira le RPR Jean-François Probst, proche collaborateur de Jacques Chirac. Avec 255 sièges pour le Parti socialiste, la gauche obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale et engage une nouvelle période de cohabitation, mais de 5 ans cette fois-ci, contre deux ans jusqu'alors. Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, devient premier ministre.

Plus récemment, une nouvelle « *vague rose* » déferle au palais Bourbon en 2012. Le PS et ses alliés proches (divers gauche, radicaux) obtiennent la majorité absolue avec 314 sièges. La date est particulièrement importante pour les Verts, puisqu'elle marque la naissance du premier groupe écologiste à l'Assemblée. « *Ce dimanche 17 juin restera une grande et belle date dans l'histoire des écologistes* », se réjouit Cécile Duflot, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts.

En résumé, Clémentine Autain s'est montrée bien trop emphatique en taxant les résultats de la Nupes d'« *incroyables* » aux législatives. Certes, la gauche effectue une remontée en termes de représentation parlementaire, devenant la première « *force d'opposition* » à condition de ne pas oublier qu'elle sera divisée en trois groupes distincts, mais cette performance ne se retrouve pas dans le pourcentage de votants obtenu à l'échelle nationale. 25%, c'est peu quand on songe que, par quatre fois, la gauche avait dépassé les 50% depuis 1958. Et, en 1881, en 1997 et même en 2012, la « *percée* » de la gauche était autrement plus forte. « *Que les partis politiques de gauche regroupés par le génial coup tactique de Mélenchon soient satisfaits, c'est compréhensible. LFI multiplie par quatre ses sièges, les socialistes sauvent ce qui restait à sauver, et les résultats sont conséquents pour les écologistes. Mais tout au plus peut-on dire qu'ils ont sauvé les meubles, et évité une répétition de la débâcle de 2017* », conclut Eric Bréhier, ancien député socialiste et chercheur à la Fondation Jean-Jaurès.

22 juin (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/warum-geschlechtergerechte-sprache-nicht-gerecht-ist-18116244.html?premium>

GENDERSPRACHE:

## Warum geschlechtergerechte Sprache nicht gerecht ist

VON STEFAN BEHER

-AKTUALISIERT AM 22.06.2022-17:08



Bild: Greser & Lenz

*Die sozialwissenschaftlichen Grundlagen für Gendersprache sind ausgesprochen dünn. Das hält viele Institutionen bislang nicht davon ab, der Bevölkerung nervtötende und unsinnige Sprachregeln aufzunötigen. Ein Gastbeitrag.*

Gegner von Gendersprache leben in schweren Zeiten. Sie stellen zwar zahlreichen Umfragen zufolge eine große und gar wachsende Mehrheit in der Bevölkerung. Noch unter Frauen überwiegt eine teils starke Ablehnung, und nicht einmal im gendernden Kernmilieu, nämlich bei den Anhängern der grünen Partei, sympathisiert die klare Überzahl mit Asteriskus oder Binnen-I. Doch zumindest im veröffentlichten Diskurs werden Kritiker der Gendersprache mittlerweile klar geschmäht: zu männlich, zu rechts, irgendwie nicht auf der Höhe der Zeit. Gegen die offiziellen Regelungen zur Orthographie wird mittlerweile in Schulen und Universitäten, auch in Verlagen und Behörden sprachliche „Gerechtigkeit“ eingefordert — und sanktioniert. Zuweilen nicht nur moralisch, sondern auch in der harten Währung etwa von Benotungen.

Nun mag man einwenden, dass auch Mehrheiten irren können und höhere Einsicht auch sie auf den rechten linken Pfad zurückführen müsste. Sicherlich: Auf die Frage, ob oder in welchem Ausmaß politischer Aktivismus in Schulen und Behörden, im öffentlichen Rundfunk und in den Printmedien über das Medium der Sprache diese uneinsichtige, die Erkenntnisse der Zeit verschlafende, möglicherweise gar latent frauenfeindliche Mehrheit pädagogisch, zwar gegen ihren Willen, aber doch zu ihrem Besten, formen soll und wie sich dieser gute Zweck mit anderen Erfordernissen von Sprache, etwa Lesbarkeit, Ästhetik oder bloß Verständlichkeit für andere, so noch zusätzlich disprivilegierte Gruppen verträgt, können keine rein wissenschaftlichen Antworten erwartet werden. Für andere Aspekte wird allerdings gern auf wissenschaftliche „Fakten“ verwiesen. So leide das generische Maskulinum insbesondere an dem Makel, dass seine Leser sich nicht in ausreichendem Maße Leserinnen vorstellen, die daher aus Gründen der Geschlechtergerechtigkeit durch die ungeliebten Formen „sichtbar“ gemacht werden müssten.

Eine genauere Prüfung der einschlägigen Befunde lässt an dieser Darstellung indes grundlegende Zweifel aufkommen. Noch wenn man die unausgesprochenen Prämissen der tatsächlich oft weiblichen Forscherinnen nicht weiter hinterfragt, zeigen sich etwa in den Quoten von assoziierten Männern anlässlich der Wortstimuli „Studenten“ und „Studierende“ gar keine wesentlichen Unterschiede. Generika ergeben wie genuin neutrale Bezeichnungen (die Person erscheint hier ebenso

problematisch wie der Mensch) allgemein leichte Assoziationsvorteile für Männer. Die in solchen Studien unterstellte Logik der Assoziation erscheint allerdings selbst fragwürdig: Denken wir wirklich an konkrete Personen mit konkreten Geschlechtsmerkmalen, wenn wir abstrakte Begriffe wie „Studenten“ hören oder lesen? Oder nicht vielmehr und schon aus Zeitmangel an eine weitestgehend verschwommene Masse nicht weiter verkörperlichter Personen (sic!), bei der eben Bildungs-, aber gerade keine Geschlechtsmerkmale in den Sinn kommen?

## **Fragwürdige Gewichtungen**

Ohnedies lesen sich die einschlägigen Studien wie Exemplifizierungen jener Forschungsprobleme, die der renommierte griechisch-amerikanische Gesundheitsforscher [John Ioannidis](#) schon vor einigen Jahren in seinem wunderbaren Aufsatz „Why most published Research Findings are False“ zusammengetragen hat: Ideologisch stark aufgeladene Fragestellungen werden von diesbezüglich voreingenommenen Personen „untersucht“, die Definitionen nicht nur des zu untersuchenden Sachverhalts selbst, sondern auch dessen relevante Indikatoren und Endpunkte relativ willkürlich wählen können – um dann passend zur eigenen Einschätzung an zu kleinen und zu wenig repräsentativen Stichproben, in unserem Fall etwa Studenten der Genderlinguistik mit Bedarf an Teilnahmepunkten, zwar möglicherweise signifikante, in der Relation aber doch eher geringfügige Unterschiede zu finden, die schließlich zu bedeutsamen Erkenntnissen aufgeblasen werden. Der Germanist Fabian Payr hat unlängst noch eine Reihe weiterer, für den Gegenstandsbereich spezifischere Missstände aufgelistet. So fehlt es offenbar vielen der eher psychologisch orientierten Studienleiterinnen schon an sprachwissenschaftlicher Kompetenz, generische Maskulina überhaupt angemessen in den von ihnen beforschten Sätzen zu formulieren. Die untersuchten Sätze erscheinen in der Durchsicht von Payr nicht nur aus ihrem Kontext gerissen und so von wesentlichen Informationen auch zur Geschlechtsbestimmung künstlich abgeschnitten, sondern darüber hinaus oft für generische Formen mindestens untypisch und eben deshalb uneindeutiger.

Probleme dieser Art zeigt auch eine aktuell publizierte Studie zu „Gender-Repräsentationen“ bei generischen Maskulina und Gendersternen an einer weder repräsentativ noch sinnvoll ausgewählten Stichprobe von sehr jungen Internetnutzern, die sich bei einer Plattform für wissenschaftliche Onlinebefragungen angemeldet und vorab über das Themenangebot selbst rekrutiert hatten — als wären Faktoren wie Lebensalter, Interesse am Sachverhalt oder Schichtzugehörigkeit steril gegenüber der Fragestellung (Körner, Anita; Abraham, Bleen; Rummer, Ralf; Strack, Fritz (2022): [Gender](#) Representations Elicited by the Gender Star Form. In: Journal of Language and Social Psychology.) Den Probanden wurden jeweils zwei Sätze präsentiert. Der erste bezeichnete eine Gruppe von Personen entweder im generischen Maskulinum oder mit Genderstern. Der zweite nahm dann auf einen rein männlichen oder rein weiblichen Teil dieser Gruppe Bezug. Ein generisches Maskulinum wurde also im weiteren Satzverlauf in ein spezifisches Femininum aufgelöst. Aus der Gruppe von „Studenten“ trat etwa im Folgesatz explizit eine Studentin hervor.

Die allermeisten dieser Satzpaare wurden über alle Probanden hinweg völlig unabhängig von den jeweiligen Geschlechtsbezeichnungen und -passungen ohne Probleme und geschlechtsinklusiv im Sinne der Studie verstanden. Etwa jeder fünfte Satz wurde allerdings ebenso unabhängig von allen Gruppen, Passungen und Bezeichnungen als nicht sinnvoll bewertet. Die Beachtung der Forscher fand demgegenüber lediglich ein Unterschied, der sich in etwa jedem zehnten Satz zeigte. In diesen zahlenmäßig eher seltenen, aber statistisch im Vergleich zur geschlechtlich jeweils anders aufgelösten Satzgruppe signifikant häufigeren Fällen wurden Bezeichnungen von Männern, nicht aber von Frauen aus einer im generischen Maskulinum eingeführten Gruppe als plausibel erlebt.

## **Revanchismus statt Gerechtigkeit**

Spielten hier Verzerrungen in der Stichprobe eine Rolle? Abgeschnittenes Kontextwissen der Laborsätze, das in der lebensweltlichen Kommunikation doch immer mitgeliefert wird und entscheidend das Verständnis prägt? Die Forscher bieten ihre eigene Hypothese als einzige Erklärung an und führen diesen Umstand vollends auf eine ungerechte, mentale Unterrepräsentation von Frauen

als direkte Folge generischer Maskulina zurück. Und weil bloß neun von zehn Sätzen mit diesem Umstand überhaupt nichts zu tun haben scheinen, liegt ihnen zufolge darin eine problematische Benachteiligung.

Zur eigenen Überraschung zeigte sich jedoch: Ein Genderstern kann diesen Missstand kaum beheben. Denn bei den untersuchten Sätzen in vorgeblich „fairer“ Sprache zeigte sich genau umgekehrt, dass spätere Bezugnahmen auf männliche Teilgruppen in etwa demselben geringen, aber eben statistisch signifikanten Ausmaß von den Probanden als nicht sinnvoll erlebt wurden. Das Gendern führte gleichwohl zu einer signifikanten Überrepräsentation von Frauen. Nimmt man die Studie trotz ihrer methodischen Mängel ernst, wird man gerade nicht auf gesteigerte „Gerechtigkeit“ durch Gendersterne schließen können – es sei denn nach einer Logik der Vergeltung. Die sogenannte gendergerechte Sprache müsste, wenn überhaupt, als genderrevanchistische Sprache reüssieren.

Dabei ermöglichen neuere Untersuchungsmethoden längst eine immerhin weniger durch Willkür voreingenommener Probanden verzerrbare Untersuchung der Thematik – und werfen ein deutlich günstigeres Licht auf die Funktionsweise generischer Maskulina. Eine neuere Studie dieser Bauart untersuchte etwa anhand von Pupillenbewegungen Irritationen, die typischerweise bei der Lektüre unverständlicher Textstellen auftreten, die Plausibilität femininer Auflösungen von generisch maskulinen Pronomina. (Redl, Theresa; Eerland, Anita; Sanders, Ted J. M. (2018): The processing of the Dutch masculine generic *zijn* ‚his‘ across stereotype contexts: An eye-tracking study. In: PloS one 13 (10)) Die Autoren konnten zeigen, dass solche weiblichen Spezifikationen (die unter der Prämisse, bei generischen Maskulina werde vor allem an Männer gedacht, Irritationen beim Lesen erzeugen müssten) sich im mikroskopischen Flackern der Pupillen nicht nachweisen ließen. Generisches Maskulinum schien hier gleichermaßen offen für eine männliche wie auch eine weibliche Spezifizierung zu funktionieren. Eine Ausnahme bildeten allerdings Auflösungen nach einem Geschlechtsstereotyp: Wurde nach einem Sinnzusammenhang, der ein weibliches Stereotyp aktivierte, männlich aufgelöst, so irritierte dies die Leser sehr wohl. Umgekehrt kam es bei der weiblichen Auflösung nach einem männlichen Stereotyp aber zu keinerlei Irritationen. Die männliche Form wurde also insgesamt als inklusiver verstanden als die weibliche.

## **Missratener Nachwuchs der Gleichberechtigung**

Man muss nun die historisch auch an Sprachstrukturen sichtbaren Spuren männlicher Dominanz so wenig bestreiten wie den modernen Wert geschlechtsbezogener Gleichberechtigung, um doch die evolutionär gewachsene, funktionale wie funktionierende Sprachsystematik umständlichen, enervierenden und primär moralisch aufgeladenen Bürokratismen vorzuziehen. Ohnehin wäre hier viel mehr abzuwägen und zu prüfen als die Relevanz des Konzepts perfekter mentaler Repräsentationsbalance zu jedem erdenklichen Zeitpunkt. Der bereits erwähnte Fabian Payr hat diesbezüglich in einem sehr lesenswerten Band unlängst zusammengefasst, welche Gewalt das Gendern (durchaus auch zum Schaden von Geschlechtergerechtigkeit!) auf die innere Logik der deutschen Sprache ausübt und wie ebendiese, richtig verstanden und entgegen einem anderslautenden Vorurteil, ohnedies den Frauen eine strukturell ausgeprägtere „Sichtbarkeit“ einräumt als den Männern.

Gleichwohl: Die Tatsache, dass wissenschaftlich vielfach problematische Studien und eine allenfalls hoch kontroverse Forschungslage in Diskussionen zum Thema oftmals als unbestrittener „Stand der Wissenschaft“ und eindeutiges Argument für die Nutzung von Gendersprache akzeptiert werden, muss doch erstaunen – umso mehr, als alternative Fakten und bloß gefühlte Wahrheiten in anderen Kontexten alles andere als einen guten öffentlichen Ruf genießen. Die soziologische Auflösung dieses Rätsels könnte indes auch die Freundinnen des Genderns zumindest auf den zweiten Blick erfreuen: Dass nämlich in unserer Gesellschaft schon heute bemerkenswerte Sensibilität für Geschlechtergerechtigkeit, vollumfängliche Anerkennung selbst kleinster Benachteiligungen wie vorausseilende Bereitschaft, diese großzügig zu kompensieren, in so spektakulärer Weise vorhanden ist, dass selbst zweifelhafte Anliegen wie Gendern wohlwollend aufgegriffen und noch die unsinnigsten Begründungen dafür ernsthaft unter der Überschrift „listen to the science“ wie selbstverständlich subsumiert werden. Die Sicherheit, nicht als Gegner eines breit akzeptierten – und

eben weitgehend durchgesetzten! – Wertes zu erscheinen, nicht als Rechter oder nicht als Ewiggestriger abqualifiziert zu werden, senkt die Schwellen beträchtlich, auch über mehr oder weniger offensichtlichen Nonsense oder haltlose Ausweitung von Empfindlichkeiten im Namen einer eben unbezweifelten guten Sache hinwegzusehen.

Der falsche Durchbruch des Genders belegt so bloß den richtigen von Gleichberechtigung. Er ist nicht der Weg zu deren Erfolg, sondern ihr missratener Nachwuchs. Auch Minderheiten mit ganz anderen Anliegen könnten aufhorchen in einem Land, das aus einem von den Fakten gelösten Inklusionswillen heraus derzeit einer moralisch verunsicherten Mehrheit nervtötende Sprachregeln erfolgreich aufzwingt.

*Der Autor ist diplomierter Soziologe und Psychologe.*

## L'EXEMPLE ALLEMAND

ÉRIC DECOUTY

---

**La France a basculé dimanche vers un autre système politique. Sans majorité à l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron se trouve dans une situation qui n'est pas seulement inédite mais historique sous la V<sup>e</sup> République. Largement réélu fin avril, le chef de l'État est, un mois et demi plus tard, dans une incapacité à gouverner; sans qu'aucune alternative se dessine – Jean-Luc Mélenchon, qui ambitionnait d'être « élu Premier ministre », est resté loin de Matignon. La France court donc le risque au mieux de la paralysie, au pire de vivre une crise politique dont nul ne peut prédire ce qu'elle pourrait engendrer. Le scrutin législatif semble donc avoir condamné le pays à l'impasse...**

**À moins que derrière le constat arithmétique, le président et ses soutiens, ainsi qu'une partie de la classe politique, ne tirent les leçons du message envoyé par les électeurs. Car en refusant pour la première fois depuis 1962 d'élire une majorité claire à l'Assemblée, les Français ont posé les bases d'une révolution copernicienne de nos pratiques politiques. Une révolution consistant à dépasser les clivages électoraux et passer des accords de gouvernement, dans l'intérêt général. Autrement dit, c'est**

---

**le modèle politique allemand que les responsables politiques sont invités à suivre aujourd'hui.**

**Une telle perspective de coalition nécessite évidemment une volonté politique, à commencer bien sûr par celle du président de la République. Elle impose également des négociations et une volonté de trouver des compromis entre des formations concurrentes. Mais elle suppose surtout une maturité dont il est permis de douter au vu des invectives échangées dimanche soir sur les plateaux de télévision. Emmanuel Macron et avec lui les autres leaders – des sociaux-démocrates à certains Républicains – n'ont pourtant pas d'autre choix sous peine d'avoir la responsabilité de laisser la France glisser vers le chaos.■**

22 juin (New York Times)

<https://www.nytimes.com/2022/06/21/opinion/inflation-interest-rates-fed.html>

OPINION

## Is the Era of Cheap Money Over?

June 21, 2022



By [Paul Krugman](#) Opinion Columnist

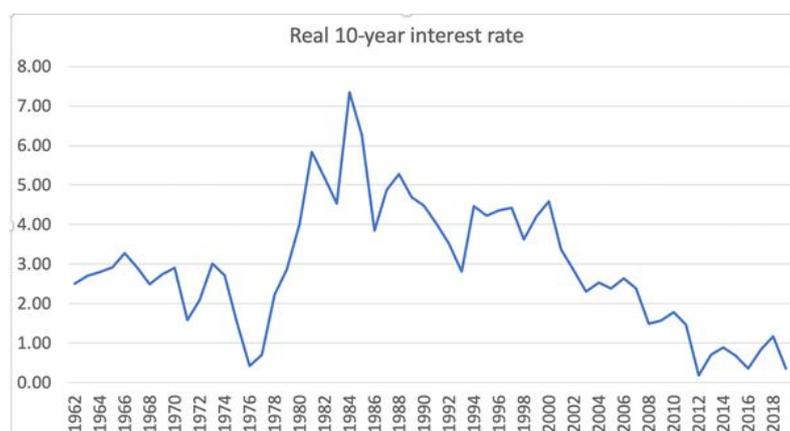
Interest rates are up. Stocks, especially glamour stocks, like Tesla, are down. And the crypto crash has been [truly epic](#). What's going on?

Well, many people I read have been offering an overarching narrative that runs something like this: For the past 10 or maybe even 20 years the Fed has kept interest rates artificially low. These low rates inflated bubbles everywhere, as investors desperately looked for something that would yield a decent rate of return. And now the era of cheap money is over, and nothing will be the same.

You can see this narrative's appeal; it ties everything up into a single story. Yet to paraphrase [H.L. Mencken](#), there is always a well-known explanation for every economic problem — neat, plausible and wrong. No, interest rates weren't artificially low; no, they didn't cause the bubbles; no, the era of cheap money probably isn't over.

Let's start with those interest rates. Here's a chart of the real interest rate — the interest rate minus the expected rate of inflation — on 10-year United States government bonds since the 1960s. (I used the average rate of inflation, excluding food and energy prices, over the previous three years to proxy expected inflation; good enough for current purposes.) There was indeed a huge decline in real rates after 2000:

Image



Check out our low, low rates. Credit...FRED and author's calculations



But was this decline “artificial”? What would that even mean? Short-term interest rates are set by the Federal Reserve, and long-term rates reflect expected future short-term rates. There’s no such thing as an interest rate unaffected by policy. There is, however, something economists have long called the “[natural rate of interest](#)”: the interest rate consistent with price stability, neither high enough to cause depression nor low enough to cause excessive inflation.

So, is the claim that the Fed was consistently setting interest below this natural rate? If so, where was the runaway inflation? In fact, until 2021, inflation consistently came in more or less at the Fed’s target of 2 percent a year.

But why was the natural rate so low? The immediate answer is the Fed learned from experience that it had to keep rates low to keep the economy from slipping into recession. I’ll get to the deeper answers in a minute. But if you think the Fed was setting rates too low all through that period, you’re in effect saying that the Fed should have deliberately kept the economy depressed in order to avoid ... something.

The usual explanation runs along these lines: “Maybe prices of goods and services didn’t shoot up, but look at all those asset bubbles!” And there have indeed been some big bubbles in the era of low interest rates. There was the great housing bubble of the mid-2000s, which set the stage for the global financial crisis. We then went on to have what was pretty clearly a crypto-meme stock-Elon Musk-Bored Apes-etc. bubble.

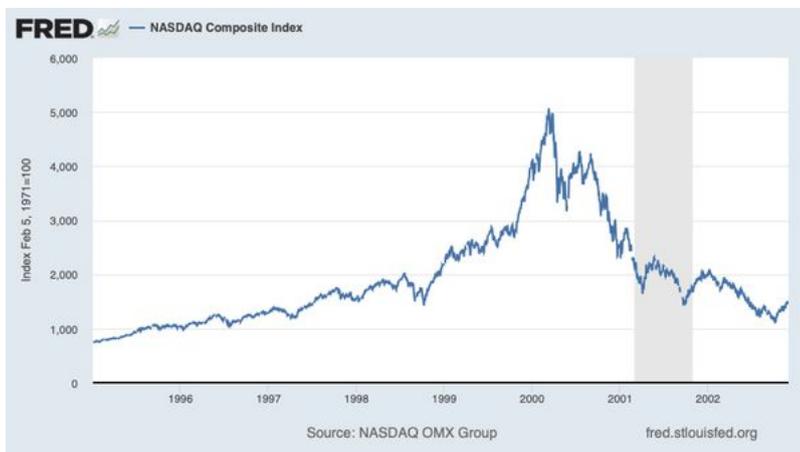
If you want to claim that low interest rates were responsible for those bubbles, however, you need to come to terms with the fact that there were some other impressive bubbles before rates got low.

I suspect — I hope! — that some of my readers are too young to remember just how intense the hype about tech stocks was in the late 1990s. (You kids, get off my lawn!) The video in the following section was an especially memorable ad from the telecom company Qwest, heralding the coming wonders of high-speed internet — which, in contrast to what I expected from the promised wonders of crypto, actually materialized. These days you can indeed watch almost every movie ever made, from “Gold Diggers of 1933” to “Plan 9 from Outer Space,” from your grubby motel room.

Incidentally, that ad was unintentionally accurate in another way: A grubby motel room with unlimited streaming is still a grubby motel room. Information technology is amazing, but it has done far less than many expected to improve our material quality of life.

More to my current point, while the I.T. revolution was real, it didn’t justify the prices people were paying for technology stocks. Here’s what happened to the Nasdaq at the time:

Image



The ghost of bubbles past.Credit...FRED



And Qwest, which ran those clever ads, took an especially hard fall. Its market value evaporated; its C.E.O. was eventually [convicted](#) of insider trading.

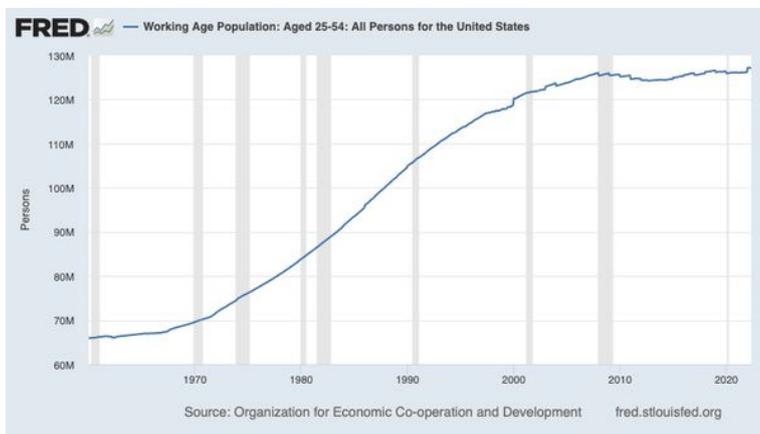
But there's the thing: If you go back to my first chart you'll see that the tech bubble, with all its crazy valuations and fraud, took place at a time when real interest rates were quite high by historical standards, and far higher than they have been recently. In other words, bubbles, even crazy bubbles inflated in part by fraud, can happen even when the Fed hasn't been keeping interest rates low to support a weak broader economy.

Still, interest rates have gone up a lot in the past few months. Does this mean that the cheap-money era is over? To answer this question, you have to ask why the Fed felt compelled to keep rates so low for so long.

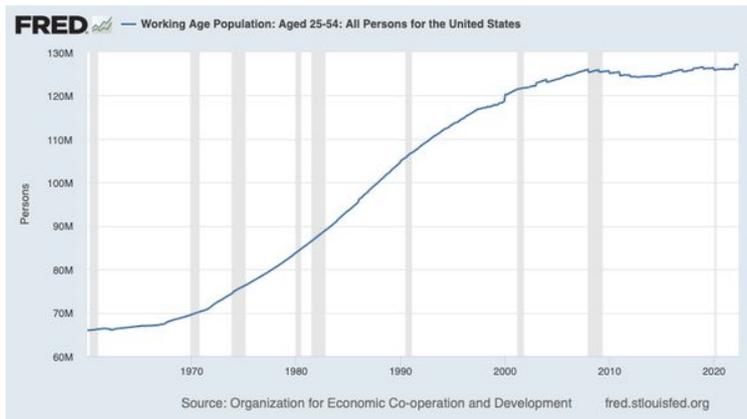
The basic answer is that since 2000, and especially since the global financial crisis, businesses have persistently been unwilling to maintain a level of investment spending that used all the money households wanted to save, unless interest rates were very low. This condition has the unfortunate name "[secular stagnation](#)" — unfortunate because it's widely and wrongly construed as an assertion that it means slow growth, not low interest rates. The idea of secular stagnation was first introduced in the 1930s, but the postwar boom made it seem irrelevant. Then Japan began experiencing persistent weakness and very low interest rates in the 1990s, and in the aftermath of the 2008 financial crisis, the whole advanced world found itself in a similar condition.

What causes secular stagnation? The best guess is that it's largely about demography. When the working-age population is growing slowly or even shrinking, there's much less need for new office parks, shopping malls, even housing, hence weak demand. And as you can see in this chart, America's prime-working-age population, which grew rapidly for many decades, began stagnating just about the time interest rates began sliding:

Image



America, past its prime. Credit...FRED



And these demographic forces aren't going away. If anything, they're likely to intensify, in part because the rate of immigration has dropped off. **So there's every reason to believe that we'll fairly soon go back to an era of low interest rates.**

In that case, however, why have rates shot up? **Well, the Fed is raising rates right now to fight inflation. But this is probably temporary: Once inflation is back down to 2 to 3 percent, which will probably happen by the end of next year, the Fed will begin cutting again.** In fact, [real long-term interest rates](#), which reflect expectations of future Fed policy, are up from their pandemic lows, but still only about what they were in 2018-19. **That is, the market is in effect betting that the era of cheap money will be coming back.**

Does this mean that there will be more bubbles in our future? Yes — but there would be more bubbles even if interest rates stayed high. Hype springs eternal.

*Paul Krugman has been an Opinion columnist since 2000 and is also a distinguished professor at the City University of New York Graduate Center. He won the 2008 Nobel Memorial Prize in Economic Sciences for his work on international trade and economic geography. [@PaulKrugman](#)*

22 juin (Wall Street Journal)

[https://www.wsj.com/articles/a-woke-mandate-for-the-federal-reserve-racial-equity-congress-house-joe-biden-11655659047?mod=hp\\_opin\\_pos\\_1](https://www.wsj.com/articles/a-woke-mandate-for-the-federal-reserve-racial-equity-congress-house-joe-biden-11655659047?mod=hp_opin_pos_1)

OPINION

REVIEW & OUTLOOK

## A Woke Mandate for the Federal Reserve

Biden endorses racial equity as a third central bank priority.

By [The Editorial Board](#)

June 21, 2022 6:37 pm ET



*The Federal Reserve building in Washington, D.C. PHOTO: CHRIS WATTIE/REUTERS*

**President Biden recently promised in these pages not to interfere with the Federal Reserve. Yet last week he endorsed a House bill that would add racial equity to the Fed’s dual mandate of price stability and full employment. How does the White House square this contradiction?**

The House bill passed last week 215-207 with little media notice. But it deserves attention because it reveals how the Biden Administration and Democrats plan to politicize monetary policy and financial regulation.

Recall that Candidate Biden advocated making reducing racial disparities a third monetary mandate. You have to wonder if one reason the Fed was slow to tighten policy was because the central bankers agreed with him. Several Federal Open Market Committee (FOMC) members promoted the goal of “inclusive” employment even as inflation began to creep up.

**Now House Democrats want to codify racial equity as part of the Fed’s mandate.** Their bill would require the Board of Governors and FOMC to “exercise all duties and functions in a manner that fosters the elimination of disparities across racial and ethnic groups with respect to employment, income, wealth, and access to affordable credit.”

The bill directs the Fed to include race in monetary policy, the operation of payment systems, and the supervision of banks and non-banks deemed by the Financial Stability Oversight Council to be systemically important.

Central bankers have a hard enough time balancing full employment with stable prices. Adding a racial equity mandate could cause their models to go catawampus. How small would the black-white unemployment gap have to be, and how high would prices have to climb, before the Fed considers raising interest rates?

The pandemic has been an informal experiment in this triple mandate. It hasn't worked out for minorities. The Fed's accommodative policies have driven up asset prices, mainly benefiting relatively well-to-do people who own homes and stock. Now a recession may be in the offing, which would compound the harm inflation has done to minorities.

Requiring the Fed to incorporate race into bank (and potentially non-bank) supervision would likewise contradict its duty to protect financial stability. Would the Fed reduce the capital that banks must hold against loans to minorities? Would banks be graded based on the number of loans they make to minority businesses?

Easing underwriting standards to boost minority credit and homeownership could cause defaults and foreclosures to spike in a recession, as happened during the last financial crisis. Democrats would then accuse banks of predatory lending.

Most banks are trying to increase lending to minority communities, yet the bill would require financial regulators to rate banks on diversity and inclusion. Minority-owned banks would be exempt from these exams and automatically get the highest rating. The bill also instructs federal agencies to move deposits to minority-owned banks.

Such racial favoritism almost certainly violates the Constitution. So potentially does the bill's requirement that public companies disclose to the Securities and Exchange Commission the racial, gender identity and sexual orientation of directors and executives.

Administrations don't have to take a position on every bill, so the Biden team's decision to support this one is revealing. Yet the White House statement glossed over almost all of the bill's substance. The bill would ensure that all Americans "benefit fully from our Nation's economic success," the White House says.

The bill would instead politicize monetary policy and financial regulation when the Fed's focus should be slaying inflation while avoiding a recession. House Democrats who voted for the bill deserve to be called out for supporting racial favoritism and undermining Fed independence. As for the President, the progressive agenda is apparently a higher priority than controlling inflation.

22 juin (Contretemps)

<https://www.contrepoints.org/2022/06/22/433365-lallemagne-peut-dire-merci-a-schroder-pour-ses-reformes>

22 juin 2022

## L'Allemagne peut dire merci à Schröder pour ses réformes

Xavier Fontanet

Les choix politiques lourds en Allemagne pris à l'époque sont le fait de deux hommes : le chancelier Schröder et Peter Hartz



Le gouvernement se félicite à juste titre du rebond de l'[économie française](#) après la crise liée au [covid](#) et juste avant la guerre en [Ukraine](#). Le chômage continue de baisser, ce qui est bien ; il n'en reste pas moins que la comparaison avec nos voisins allemands et hollandais est beaucoup moins flatteuse puisqu'ils ont des niveaux de chômage moitié moindre du nôtre sans parler de la Suisse où il est négatif.

Cet écart date depuis longtemps et si on cherche le moment où la France avait moins de chômage que l'Allemagne il faut revenir au début des années 2000, il y a près de 25 ans.

### La genèse de la réussite économique de l'Allemagne au XXIe siècle

C'était l'époque où [Jacques Chirac](#) était Président et où Schröder succédait à Kohl.

À cette époque l'Allemagne était le parent pauvre de l'Europe, le chômage y était très élevé, son endettement explosait et sa croissance tombait. C'était la conséquence du rapprochement avec l'Est qui avait conduit l'Allemagne de l'Ouest à envoyer 1500 milliards d'euros à l'Est. Pour financer cette somme, les impôts avaient été augmentés, une TVA spéciale avait été instaurée au titre de la solidarité, la dette avait augmenté et installé la sphère publique à 57 % du PIB comme aujourd'hui en France.

Du coup, l'économie allemande était carrément à l'arrêt. Même des groupes aussi puissants que Volkswagen envisageaient de licencier des dizaines de milliers d'employés.

Les lourds choix politiques pris à l'époque sont le fait de deux hommes : le chancelier Schröder et [Peter Hartz](#), le directeur des ressources humaines de Volkswagen. Ils s'étaient rencontrés car en tant que Président de la région de Basse Saxe Schröder était administrateur de Volkswagen.

Harz avait beaucoup de créativité, un grand sens du concret et avait commencé à expérimenter des modes d'organisation très intéressants à l'intérieur du groupe Volkswagen. Les deux hommes décidèrent de lancer une commission présidée par Harz et rebaptisée agenda 2010 qui comptait une douzaine de personnes : des syndicalistes, des penseurs, et des entrepreneurs. C'est là que se sont concoctées les idées qui ont remis le pays sur pied.

Schröder réussit à expliquer aux Allemands qu'il n'y aurait bientôt plus d'argent dans les caisses et que l'endettement avait atteint ses limites : 70 % du PIB ! Continuer à faire monter la dépense publique reviendrait à mettre le pays entre les mains des financiers, la première victime allant être le système social auquel les Allemands étaient très attachés. La deuxième idée forte c'est que même en atténuant ses méfaits par des indemnités, le chômage détruisait la société en privant les chômeurs de toute vie sociale. La troisième idée forte c'est que la société doit aider mais que le bénéficiaire des aides doit faire lui-même des efforts. La solidarité est l'un des piliers mais en période difficile, elle peut devenir exigeant .

Ce fut le fameux « *fördern und fordern* » : aider et exiger.

## Les réformes Hartz du marché du travail

Le [programme de réformes](#) a porté sur trois axes :

Le CDI à temps variable a permis de conserver un emploi à durée indéterminée mais la durée de travail hebdomadaire changeant fortement (en simplifiant, de 4 fois 7 à 5 fois 9) en fonction de la conjoncture. En échange de ce changement du contrat de travail on donne un intéressement massif qui a représenté chez Volkswagen jusqu'à 12 000 euros par ouvrier les bonnes années.

Le dispositif d'autoentrepreneur qui n'a pas très bien marché.

Les mini jobs, soit 400 euros sans charges pour 15 heures par semaine. Le succès a été beaucoup plus fort qu'attendu. En effet, il s'est créé environ 9 millions de jobs. Sachant qu'au moins 3 millions de personnes en ont eu deux, très rapidement le revenu a dépassé 400 euros.

La combinaison des trois politiques a permis la baisse du chômage.

Parallèlement, l'organisation des agences d'emploi a été modifiée, les processus ont été simplifiés, les salaires des agents dépendaient des placements aboutis ; les règles d'indemnités ont été durcies, les chômeurs devaient justifier le refus des jobs proposés avec le principe qu'il vaut mieux un travail pas tout à fait satisfaisant que l'horreur du chômage même bien payé.

Schröder a expliqué que l'État ne pouvait plus combler le trou des caisses sociales.

Syndicats et patronat ont décidé spontanément de repousser immédiatement l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Les petites dépenses de santé n'ont plus été remboursées, ce qui a mis les caisses de santé à l'équilibre.

Le plus important est que l'Allemagne a quitté le paritarisme, ce ménage à trois difficilement gérable, qui est peut-être une des explications de nos problèmes. Les syndicats ont joué le jeu car ils avaient compris que la situation était grave et que l'argent ne tombait pas du ciel.

Il faut dire qu'auparavant ils avaient pris des distances avec le communisme au congrès de Bad Godesberg. C'était le fruit du travail initié dix ans auparavant par Helmut Schmidt avec sa célèbre phrase : « *Les profits d'aujourd'hui, c'est l'investissement demain et l'emploi d'après-demain* ».

Le patron en Allemagne se définit comme étant *arbeit geber*, celui qui donne du travail. Les syndicats allemands avaient bien compris que le capital est bien l'ami de l'emploi.

Schröder n'a pas été réélu parce que l'économie a pris un peu de temps à redémarrer. Il a été battu de très peu par Angela Merkel qui a eu la sagesse de poursuivre sa politique. La part des dépenses publiques dans l'économie est passée de 57 % à 44 %, le chômage a continué de baisser et la dette est retombée à 60 % du PIB. La prospérité actuelle en Allemagne tient bien évidemment à ces décisions prises il y a 20 ans.

À cette époque, la France restait sur une politique de chômage bien payé, la part des dépenses publiques qui en 2000 était en dessous de 50 % a régulièrement monté pour atteindre 57 % avant la crise covid.

Une des forces de l'Europe c'est d'être un laboratoire politique avec des pays finalement assez proches. Dans ces conditions il n'est pas honteux de s'inspirer des bonnes pratiques de ses voisins.

La France a sûrement mieux fait que l'Allemagne en matière énergétique pour peu que ses centrales nucléaires se remettent à fonctionner. Il est par contre évident que l'Allemagne a mieux réussi sur le plan du chômage et que nous avons tous intérêt à nous inspirer de ce qu'elle a fait !

22 juin (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/21/violences-sexuelles-une-enquete-interne-recense-17-cas-de-viol-a-agroparistech\\_6131382\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/21/violences-sexuelles-une-enquete-interne-recense-17-cas-de-viol-a-agroparistech_6131382_3224.html)

## Violences sexuelles : une enquête interne recense 17 cas de viol à AgroParisTech

La direction de cette grande école d'ingénieurs a saisi le procureur de Paris, lundi 20 juin, et promet de renforcer son dispositif d'écoute et de sensibilisation aux violences sexuelles et sexistes.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 12h00, mis à jour hier à 12h19

C'est l'une des écoles d'ingénieurs les plus féminisées – avec 65 % d'étudiantes –, mais AgroParisTech n'échappe pas pour autant aux situations de violences sexistes et sexuelles. La cellule de sensibilisation et d'information sur la sexualité (Cassis), association étudiante, publie mardi 21 juin les résultats d'une enquête menée par mail en décembre 2021 auprès des 970 étudiants, de la première année du cycle ingénieur jusqu'au doctorat. Avec 58 % de répondants, l'étude permet de broser un tableau assez précis des violences commises, tout particulièrement lors des événements d'intégration et soirées festives.

Le résultat est alarmant : elle recense 17 viols (16 femmes et une personne non binaire) au cours de la scolarité, 526 comportements ou propos discriminatoires ou à connotation sexuelle, provenant en grande majorité d'étudiants, mais aussi, dans une quarantaine de cas, d'enseignants et du personnel de l'établissement. Au total, 141 étudiants, soit 24,7 % des répondants, déclarent avoir été victimes d'agressions sexuelles « avec contact », dont 10 à l'occasion d'un « stealthing », un retrait de préservatif par surprise et sans consentement.

A la lecture des résultats, Laurent Buisson, qui dirige l'école depuis novembre 2021, a saisi le procureur de Paris, lundi 20 juin. « *J'ai été très surpris par l'ampleur d'un phénomène qui ne peut s'expliquer simplement par la consommation d'alcool. C'est ensemble, avec les étudiants, que nous devons travailler à une solution* », exhorte-t-il.

### « Boire comme un trou »

A 58,8 %, les violences sexuelles « avec contact » ont été commises par des hommes, ce taux s'établissant à 36,3 % pour les actes et comportements « sans contact physique », la majorité des témoignages ne sachant pas préciser si l'agresseur était homme ou femme, du fait d'une consommation excessive d'alcool et-ou de stupéfiants.

La cellule Cassis a interrogé les étudiants sur la vie festive à AgroParisTech, théâtre de la grande majorité des violences. Il faut « *boire comme un trou pour être intégré/salué/populaire* » et à l'inverse, ne pas consommer d'alcool génère une forme d'« *exclusion* », relève l'étude. Prédominent la « *banalisation du sexe dans la vie festive* » et « *la pression ressentie pour toujours embrasser le plus de personnes* ». L'enquête pointe des étudiants entrant dans les chambres du campus « *en dégonflant les portes* » ou qui filment et prennent des photos en soirée « *à des moments embarrassants et alors que le consentement n'a pas été demandé* ». Et Cassis de conclure : « *On en déduit que notre intimité semble trop peu respectée à AgroParisTech, ce qui met en lumière un problème fondamental de respect entre les étudiants.* »

A la rentrée de septembre, outre des formations de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles, un nouveau dispositif d'écoute sera mis en place en vue de professionnaliser la mission et de « *retirer une trop lourde responsabilité* » assumée depuis 2019 par l'association. « *Il fallait en passer par cette étape d'appropriation du sujet par les étudiants*, indique Laurent Buisson, *mais nous devons désormais nous tourner vers un partenaire extérieur ou vers des personnels nommés en interne, qui auront notamment pour tâche de mener ce type d'enquête chaque année.* »



22 juin (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/21/l-ordre-taliban-s-abat-sur-les-derniers-ilots-de-liberte-des-filles-afghanes\\_6131303\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/21/l-ordre-taliban-s-abat-sur-les-derniers-ilots-de-liberte-des-filles-afghanes_6131303_3210.html)

## Afghanistan : l'ordre taliban s'abat sur les derniers îlots de liberté des filles

Après les écoles publiques, les établissements privés se voient à leur tour interdire les classes mixtes, privant de scolarité toutes les filles au-delà de 12 ans.

Publié hier à 02h17, mis à jour hier à 16h37



Des filles assistent à une classe dans une école secrète, à Kaboul, en novembre 2021. ADRIEN VAUTIER / LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

Le refus de l'ordre taliban ne passe quasiment plus par les armes. Désormais, il est surtout civil. Mais les derniers îlots de résistance, notamment en matière d'éducation des filles, sont en train de céder sous la pression des islamistes afghans.

Voilà près d'un an que les écolières de plus de 12 ans n'ont pas revu les bancs de l'école publique en Afghanistan. Lors du retour au pouvoir des talibans en août 2021, une partie des établissements publics n'ont pas rouvert, anticipant la politique à venir des nouveaux maîtres de Kaboul. Seuls les établissements privés avaient, jusque-là, réussi à contourner les injonctions des intégristes afghans et continué à les accueillir. Cette exception est en passe de disparaître.

Brandissant son téléphone, le gestionnaire d'une école d'anglais du quartier de Dasht-e-Barchi, à l'ouest de Kaboul, habité à 95 % par les Hazara, une minorité chiite, montre le message envoyé, le 13 juin, par les autorités talibanes sur le groupe WhatsApp des établissements privés de la capitale afghane. Il émane des services du gouverneur de la province de Kaboul et aligne les « centres éducatifs » qui ne dépendent pas de l'Etat afghan sur les règles déjà en vigueur dans le secteur public. A une différence près : les plus de 12 ans pourront toujours avoir accès à des disciplines extrascolaires, sous certaines conditions.

### « La ségrégation sera la norme »

« Cela veut dire qu'ici, explique le directeur pédagogique et administrateur de l'école d'anglais, Najibullah Rezayee, qui accueille de 300 à 400 jeunes, à partir du 24 juin, l'éducation mixte, c'est fini, les filles seront tout en noir et le visage couvert. La ségrégation sera la norme dans les classes, y compris pour les enseignants, mais aussi dans le temps. Les uns viendront le matin, les autres, l'après-midi. De fait, cela met en péril notre école car, pour le même salaire, il faudra que nos douze professeurs fassent deux à trois fois plus d'heures. On avait réussi à rester sous les radars, c'est terminé. »

Par la fenêtre de son bureau, dans le jardin, on ne peut manquer la courte tunique jaune safran, le jean et le voile vert pâle ne couvrant que la moitié des cheveux de Sahar, 16 ans, assise sur un banc. Ils disent tout de cette jeune fille vive dont l'œil sombre et la voix s'animent d'un coup quand elle parle de la loi

talibane. *« Le noir n'est pas une couleur, comment peut-on vouloir séparer les deux parties d'un même monde ? Ils ont peur des femmes car, dans le fond, elles sont plus fortes que les hommes. »*

Fille d'un commerçant, elle est la dernière d'une famille de sept enfants dont trois sœurs qui ont fait des études ; l'une d'elles, médecin, a cessé d'exercer à cause des contraintes talibanes imposées aux femmes lors de leurs déplacements. *« Mes sœurs m'ont dit : "Si tu veux avoir une vie, fais de l'anglais puisque tu ne vas plus à l'école." »* Il ne lui reste plus que cela, une heure et demie de cours par jour. Pour l'heure, elle se dit *« déprimée »*, mais *« sa colère »* lui donne de la force. *« Pour moi, les talibans sont des ennemis. Même si ma mère a peur d'eux, elle me comprend, et je garde espoir de bâtir ma propre vie, peut-être à l'étranger, grâce à l'anglais... »*

Assise à côté d'elle, Zaïna, 17 ans, offre un regard timide et fixe qui laisse poindre une sourde détermination à contredire ce destin funeste réservé aux filles. *« Des copines disent qu'il faut accepter car les talibans, c'est notre gouvernement maintenant. Je ne suis pas d'accord. »* D'ailleurs, elle est venue ici contre l'avis de ses parents ; son père est boulanger, seule ressource de la famille. *« Que j'apprenne ou pas, ma mère me dit que je mangerai toujours la même chose et que je risque moins de mourir en n'essayant pas à tout prix d'avoir une éducation. »*

En guise de scolarité ne restent à ces jeunes filles que les livres à la maison ou Internet. Mais de l'avis de Najibullah Rezayee, *« on constate déjà une chute sensible de la motivation chez les filles par rapport aux années précédentes, beaucoup abandonnent l'espoir de s'instruire »*. En 2020, selon la Banque mondiale, le nombre de filles dans l'enseignement secondaire était de 40 % en Afghanistan, contre 7 % en 2004. *« On va essayer de tenir face aux restrictions, à la peur et au manque d'étudiants, mais ça va être très difficile, l'offre d'éducation va se réduire pour les filles. »*

## **« La peur est réelle »**

A deux pas de là, il suffit de traverser le grand et industriel boulevard Shahid-Mazari, et d'emprunter une ruelle pour découvrir un établissement soumis à la même pression. Derrière une porte sans signe distinctif, on accède à un centre de préparation aux concours d'entrée à l'université en sciences. La réserve de son administrateur, Mohammad Zahir Mohammadi, rappelle la sensibilité du sujet. Il est au courant du courrier du 13 juin, mais il espère encore. *« Les agents du ministère pour la promotion de la vertu et de la prévention du vice nous contrôlent deux à trois fois par mois et, pour l'instant, ça va, dit-il. Mais il règne beaucoup d'incertitude, on ne connaît même pas la date des examens, la peur est réelle ; on craint même des attaques terroristes, d'où les deux gardes armés à l'entrée. »*

Dans son établissement, le nombre de filles a baissé de 50 % depuis l'arrivée des talibans au pouvoir. Elles représentaient 70 % des 800 à 1 000 élèves qui viennent ici de 5 h 30 à 18 h 30, elles sont désormais un peu moins de 40 %. *« Notre résistance aux talibans est aussi financière. On n'arrive quasiment pas à payer le loyer, les professeurs ou les personnels administratifs, mais on continue quand même, notre but est d'empêcher que l'école ferme »*, lâche l'administrateur d'une voix sèche, qui tranche avec les éclats de rire venant d'un petit amphithéâtre voisin, installé sous un toit en tôle et entouré de quatre murs étroits en béton.

Près d'une centaine d'étudiants, filles devant et garçons derrière, séparés par une vague planche en contreplaqué, boivent les paroles d'un jeune professeur de mathématiques qui parcourt l'estrade tel un télévangéliste et écrit des équations sur un vaste tableau noir en ponctuant son discours de traits d'humour. A la fin du cours, ils se mélangent tous gaiement dans la cour comme dans la plupart des écoles du monde. Le monde d'avant.

A l'extérieur, Aqila, 18 ans, et Shakila, 19 ans, attendent leur cours à l'ombre d'un arbre. Le visage découvert, elles portent, au-dessus de leurs vêtements, la longue tunique noire imposée par les talibans. Livres et téléphones sur les genoux, elles opposent un regard grave, parfois résigné, au sort qui leur est fait. *« Il existe une peur diffuse, dit Aqila, chez les filles comme chez les parents. Ma mère m'a encouragée à venir ici et je veux rester dans mon pays, mais je sais que je ne pourrai jamais avoir une vie normale. Il ne reste qu'à espérer. »*

Laissant défiler le souvenir des derniers mois, elle marque soudain un silence. Comme lasse, elle ajoute, « *les talibans ont l'air moins strict qu'au début, on finit toujours par s'habituer, peut-être que ça ira* ». Shakila, le visage rond et barré de lunettes à grosse monture noire, n'arrive pas, contrairement à son amie, à se départir d'une forme de sourire de politesse, même quand elle parle du drame d'avoir vu sa vie brutalement amputée. « *C'est comme si notre liberté les contrariait* », glisse-t-elle.

## Amertume même en terrain conquis

L'amertume contre la politique talibane en matière d'éducation ne touche pas que les zones réputées hostiles aux islamistes. Au cœur de la province du Logar, le long d'une petite rivière qui maintient une bande de verdure dans un univers aride et sec, le village de Qala Kohna a beau être un fief taliban depuis des années, leurs décisions sont loin de faire l'unanimité. Mohammed Habib, 65 ans, huit enfants, vingt-deux petits enfants, enseigne l'histoire-géographie depuis trente-deux ans, et sa barbe grise, celle des sages dont la parole est respectée, l'autorise à ne pas mâcher ses mots.

« *Non seulement, dit-il, les talibans interdisent à nos filles d'aller à l'école, mais ils sont incapables d'en construire. On a dû le faire nous-mêmes ici. On n'attend rien d'eux, ils ont déjà du mal à se nourrir. Et même s'ils nous ont fait supprimer l'examen de sport, on utilise toujours les deux terrains de volley dans la cour.* » C'est la fierté de ce gros village. Ses habitants, les vingt-cinq professeurs et une partie des 800 à 1 000 élèves du petit lycée ont construit eux-mêmes six nouvelles classes qui s'ajoutent aux huit déjà existantes, dont peu ont des tables et deux sont installées à même la terre battue, protégées de draps amovibles.

« *Il a fallu acheter du terrain, certains en ont cédé, d'autres l'ont vendu et on s'est cotisés*, poursuit le professeur proche de la retraite. *Même avec ça, on doit encore utiliser la mosquée pour enseigner.* » Les talibans locaux n'ont rien dit, mais ils savent ce que pense une partie de la population. « *Le directeur de l'école a été les voir pour les convaincre de laisser les filles aller à l'école. En vain. Il faut agir collectivement, sinon ils vous traitent en ennemi* », poursuit le professeur Habib. Avant de partir avec deux de ses fils à la prière du vendredi, il lance, en souriant : « *Ils disent faire tout cela pour respecter la culture afghane, alors pourquoi se désignent-ils d'abord comme talibans ? S'ils représentent tant que ça le pays, qu'ils aillent aux élections, ils gagneront largement. On est musulman par le cœur et rien d'autre.* »

A Kaboul, dans son bureau épuré, sans un papier, Sadeq Akif Muhajir, porte-parole de Mohammad Khalid Hanafi, ministre pour la promotion de la vertu et la prévention du vice, se défend du procès fait à son ministère. « *Nous étions pour la réouverture des classes aux filles au-delà de 12 ans*, dit-il. *C'est un arbitrage qui a été fait au niveau du leader suprême et annoncé par le ministère de l'éducation. L'interdiction d'accès des filles de plus de 12 ans n'est que temporaire, le temps de trouver le moyen d'organiser un enseignement séparé entre filles et garçons et un transport autonome et sécurisé des écolières.* » Une promesse qui laisse sceptiques beaucoup de jeunes filles afghanes.

**Jacques Follorou**(Qala Kohna (province du Logar) et Kaboul, envoyé spécial)

22 juin (Le Monde)

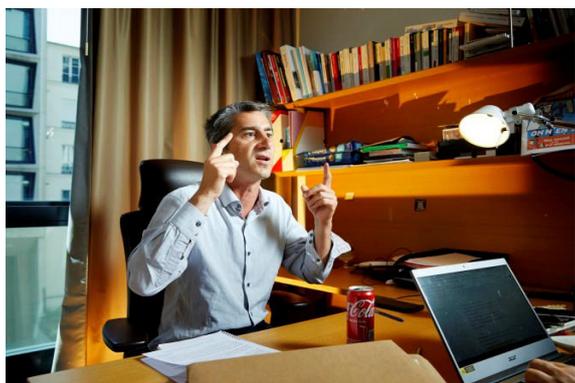
[https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/22/francois-ruffin-on-ne-doit-pas-devenir-la-gauche-des-metropoles-contre-la-droite-et-l-extreme-droite-des-bourgs-et-des-champs\\_6131453\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/06/22/francois-ruffin-on-ne-doit-pas-devenir-la-gauche-des-metropoles-contre-la-droite-et-l-extreme-droite-des-bourgs-et-des-champs_6131453_823448.html)

## François Ruffin : « On ne doit pas devenir la gauche des métropoles contre la droite et l'extrême droite des bourgs et des champs »

Dans un entretien au « Monde », le parlementaire pense que le blocage des institutions peut être « positif » et permettre « la réorientation » de la politique d'Emmanuel Macron.

Propos recueillis par [Abel Mestre](#) et [Julie Carriat](#)

Publié aujourd'hui à 04h26, mis à jour à 09h31



François Ruffin, député (Nupes) de la Somme, dans son bureau de l'Assemblée nationale, à Paris, le 21 juin 2022. LÉA CRESPI POUR « LE MONDE »

Fraîchement [réélu député de la Somme sous la bannière de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale \(Nupes\)](#), [François Ruffin](#) veut faire entendre sa différence au sein de La France insoumise (LFI). Pour lutter contre la montée de l'extrême droite, il plaide pour un discours de gauche tourné vers la classe ouvrière. Quitte à contester la ligne de Jean-Luc Mélenchon.

Quelle est votre analyse des résultats des législatives ?

Macron est mis en minorité ! C'est une victoire et un fait inédit dans la V<sup>e</sup> République : que la présidentielle ne débouche pas sur un raz-de-marée. L'Assemblée nationale cessera d'être une chambre d'enregistrement des désirs du président, il n'y aura plus de votes automatiques, pléthoriques. On retrouvera la place pour le débat.

Et même, enfin, ça bloque ! C'est positif. Ils ont foncé dans le mur pendant des décennies, avec leurs réformes, leur obsession de la « concurrence libre et non faussée » partout, à l'université, sur le rail, dans l'agriculture... Là, enfin, c'est un point d'arrêt, et il faut tout faire pour le transformer en réorientation.

Comment regardez-vous le score du Rassemblement national (RN) ?

Je suis sur le front de la Somme. Je parle de là où j'habite. Je réussis un exploit électoral : 65 % à Flixecourt contre le RN, où Marine Le Pen fait le même score à la présidentielle... Mais c'est une exception. En Picardie, c'est huit députés RN sur dix-sept circonscriptions, il y en a six sur douze dans le Pas-de-Calais, six sur vingt-quatre dans le Nord.

Vous avez été surpris par le nombre de députés d'extrême droite ?

Non, pas du tout. Je n'ai pas eu un moment d'étonnement. Quand on vit en Picardie, on a d'autres lunettes que quand on vit à Paris, que l'on est en Ile-de-France, où le RN n'existe pas.

L'entre-deux-tours était polarisé entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Etait-ce une erreur ?

C'est très bien d'avoir posé l'idée du troisième tour, d'une revanche sur Macron. Même si je ne pensais pas possible d'avoir une majorité : encore une fois, parce qu'avec mes lunettes picardes, je ne voyais pas vraiment la vie politique en rose...

Après la présidentielle, au vu des résultats, d'un Mélenchon très fort dans les quartiers, dans les métropoles, mais plus en difficulté dans les Frances périphériques, des « gilets jaunes », j'interrogeais : on va les rechercher, ceux-là, ces territoires, ou on les abandonne au RN ? La question se pose avec encore plus d'acuité aujourd'hui.

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, dit que la Nupes n'a parlé qu'à une partie du pays. C'est un constat juste ?

En tout cas, on ne doit pas devenir la gauche des métropoles contre la droite et l'extrême droite des bourgs et des champs, qu'on leur laisserait.

C'est d'autant plus tragique dans d'anciennes terres rouges, industrielles, comme chez moi, ou dans le Midi rouge. C'est pour moi un devoir moral, et un devoir électoral : comment prétendre devenir majoritaire, sans eux ?

Quels sont les sujets par lesquels vous pouvez reconquérir ces territoires ?

Faire campagne, c'est passer un message en trente secondes. Je demandais aux gens : « Vos salaires ont triplé ? Vos retraites ont triplé ? Vos APL [aides au logement] ont triplé ? » Les gens rigolaient, ou protestaient : « Bah non, non... » Et j'expliquais : « Parce que les grandes fortunes ont triplé sous Macron. Donc, il ne faut pas qu'ils se gavent en haut pendant qu'on nous rationne en bas. »

Les habitants approuvent, ça leur paraît juste. Et poser le partage, c'est repartir d'une base de gauche. Chez moi, je gagne sur ça : la division entre « les petits » et « les gros », sur une exigence de justice.

Comment expliquer cette pénétration des idées du RN ?

On ne comprend rien sans partir des années 1980, de la chute de l'industrie. Je l'ai déjà répété mille fois, mais la mondialisation a tracé une ligne entre vainqueurs et vaincus.

Le textile, dans la Somme, est laminé en dix ans, la métallurgie suit, avec des délocalisations en série. Le taux de chômage chez les ouvriers quadruple, pendant qu'il stagne dans les professions intermédiaires. Or, dès les années 1990, dès la chute du mur de Berlin, le RN a répondu à cette demande de protection des classes populaires, en passant du libéralisme au protectionnisme, pendant que la « gauche » signait des traités européens, des accords du GATT, présidait l'OMC [l'Organisation mondiale du commerce].

A cette crise s'est ajoutée celle de 2005, du non au traité constitutionnel européen : 80 % des ouvriers votent contre. C'est désormais clair : le projet libéral devient minoritaire dans le pays. Et pourtant, ils ont continué. Et ça se traduit avec la crise des « gilets jaunes ».

Cela pouvait être un moment salvateur pour le pays, de dialogue, avec une France jusqu'alors silencieuse. Mais à la place d'un compromis, Emmanuel Macron les désigne comme factieux, efface leurs traces sur les ronds-points, les maltraite par la matraque, et noie tout ça dans le blabla du grand débat. Il a cru gagner. Mais ce qui est refoulé revient par le plus mauvais des biais.

Pour revenir sur la campagne, quand Jean-Luc Mélenchon dit que « la police tue », cela peut heurter l'électorat ouvrier dont vous parlez. A-t-il été un repoussoir pour certains électeurs ?

Jean-Luc Mélenchon a permis à la gauche de ressusciter, et il a fait sauter un verrou électoral dans les quartiers populaires. Mais il y a des endroits, comme le mien, où ce genre de propos, oui, heurte.

Ça peut être contre-productif ?

Oui. Mais l'essentiel, pour demain, c'est sur quoi on se concentre : la gauche doit, à mon sens, se concentrer sur la valeur du travail. Durant ma campagne, j'ai entendu ça : « *Je ne peux pas voter pour la gauche, je suis pour le travail* », ou encore « *Comme on travaille, on n'a droit à rien* », et bien sûr, plein de critiques sur « *les assistés* »...

Je réplique que les assistés sont surtout là-haut. Mais le sentiment est là, répandu, que malgré le travail, on parvient difficilement à en vivre. C'est pour cette raison que, en plus du smic à 1 500 euros, je suis pour une indexation des salaires sur l'inflation. Car comment vit-on avec 2 000 euros aujourd'hui ? La gauche doit évidemment défendre les pauvres, mais aussi les modestes, les « moyens ».

Cette question, vous l'avez portée depuis la Somme, pendant la campagne législative, mais peu dans la campagne de la Nupes au niveau national. Pourquoi ?

A côté de la note majeure du candidat à la présidentielle, les notes mineures sont inaudibles, et elles risquent même d'apparaître contraires, de nuire au concert. Et, surtout, je suis dans un endroit où si je lâche ça craque, j'ai dix fois plus d'efforts à fournir pour aller contre la pente. Tous les jours, c'est une bataille.

Quant à la Nupes, c'est une condition nécessaire mais non suffisante. Pas un électeur ne m'a interpellé sur la Nupes. Tant mieux si on ne se divise pas. Mais l'élargissement à chercher aujourd'hui, c'est l'élargissement des gens, du socle.

Ce débat, vous allez le déclencher au niveau national ?

Oui, sinon je n'en causerais pas ici ! L'objet, c'est de parvenir à un diagnostic partagé : où sont les millions de voix qui nous manquent pour devenir majoritaire ? Pas seulement pour accéder au second tour d'une présidentielle, mais pour la remporter. Pas seulement pour titiller Macron, ou son remplaçant libéral demain, mais pour le renverser dans l'Assemblée.

Les meetings de la présidentielle se sont déroulés dans les métropoles. Ne faut-il pas faire une tournée des sous-préfectures ? Qu'est-ce qu'il nous reste comme militants dans ces coins-là pour porter ça ? Comment les aide-t-on ? C'est un travail, long et difficile. Et je ne prends pas les élus RN pour des imbéciles, je ne méprise pas mon adversaire : une fois qu'ils sont installés, ce ne sera pas aisé de les déloger. Pas du tout.

Comment faire pour reconquérir ces électeurs désormais acquis au RN, allergiques à la gauche ?

Il y a une question de ligne politique. Est-ce qu'on rompt avec la mondialisation ou pas ? Est-ce qu'on incarne le travail ou pas ? Est-ce qu'on se bagarre contre les ultrariches ou pas ? C'est une vraie distinction avec le RN : Marine Le Pen, à aucun moment, elle ne parle des firmes ou de McKinsey ou de Total. Elle ne dit rien du fait que les grandes fortunes ont triplé sous Macron.

Jean-Luc Mélenchon ne s'est pas représenté à la députation, il prend du champ. Est-ce un moment propice pour faire entendre votre voix ?

Je l'ignore. Est-ce qu'on se retrousse les manches ou pas ? Est-ce qu'on y va ou pas ? Moi je suis Fort Alamo. Je ne suis pas le seul, il y a d'autres circonscriptions comme la mienne et qui arrivent à tenir. Est-ce que je suis un bastion sur lequel on s'appuie pour dire « allez on repart de l'avant » ou bien est-ce qu'on m'abandonne, et d'autres, dans nos coins ?

Mais je ne compte pas y aller tout seul, il y faut des intellectuels, des militants, des associatifs... Je ne sais pas si le moment est propice, mais même si ça ne l'était pas, je le ferais quand même : c'est une nécessité.

22 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/delhommais-l-argent-magique-c-est-fini-22-06-2022-2480591\\_493.php](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/delhommais-l-argent-magique-c-est-fini-22-06-2022-2480591_493.php)

## Delhommais – L'argent magique, c'est fini

ÉDITO. La remontée inquiétante des taux d'emprunt ramène la dette et les déficits publics au cœur de l'actualité. La réalité économique est de retour.

Des menaces pèsent sur l'euro. © THIBAUT DURAND / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

*par Pierre-Antoine Delhommais*

Publié le 22/06/2022 à 07h00

La campagne des législatives vient d'apporter une nouvelle preuve du **complet déni des réalités économiques dans lequel vivent nos dirigeants politiques, toutes tendances confondues, qui n'ont même pas jugé utile d'aborder la question pourtant brûlante de la remontée des taux d'intérêt.**

La Réserve fédérale américaine vient d'augmenter de 0,75 point ses taux directeurs, un mouvement d'une ampleur inédite depuis 1994, tandis que la Banque centrale européenne a annoncé qu'elle relèverait les siens en juillet, une première depuis 2011, et de nouveau en septembre. De son côté, le taux de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans auquel l'État français se finance est passé de 0 % début janvier à 2,2 %.

### Des dizaines de milliers de milliards de dollars partis en fumée

Les économies occidentales évoluaient depuis plus d'une décennie dans un **environnement monétaire extraordinairement « accommodant », pour parler comme les experts, avec des taux d'intérêt proches de zéro pour cent.** Mise en place après la crise des subprimes et destinée à soutenir l'activité économique, cette **politique inédite dans l'histoire financière de crédit quasi gratuit** s'était vue renforcée à l'occasion de la pandémie de Covid-19. **De nombreux économistes expliquaient même avec enthousiasme que nous étions entrés dans une nouvelle ère monétaire de taux éternellement bas et d'argent magique perpétuel.** Le retour en force de l'inflation est venu interrompre prématurément la lecture de **ce conte monétaire enchanteur.** Partout dans le monde, les taux d'intérêt, qu'ils soient à court, à moyen ou à long terme, remontent à vive allure, avec comme première conséquence déjà visible la chute des marchés boursiers.

L'indice de référence S & P 500 de la Bourse de New York affiche une baisse de 18 % en trois mois et le CAC 40 parisien, de 11 %. Quant au marché des cryptomonnaies, haut lieu de la spéculation « high-tech », il s'est effondré, le bitcoin perdant les trois quarts de sa valeur. Si les dizaines de milliers de milliards de dollars partis en fumée dans les cieus boursiers sont de nature à réjouir les militants d'Oxfam et les députés de la Nupes, cette destruction massive de richesses n'en est pas moins une très mauvaise nouvelle pour l'économie réelle, aussi bien pour les investissements des entreprises que pour l'épargne, le moral et la consommation des ménages.

Le marché immobilier, qui fut l'un des grands bénéficiaires des taux de crédit exceptionnellement bas, pourrait bien être l'une des prochaines victimes de leur remontée. Quand on sait par exemple qu'aux États-Unis le prix médian des logements a augmenté sans interruption chaque mois depuis dix ans ou encore qu'en France la valeur des maisons anciennes avait progressé de 9 % l'année dernière, de fortes turbulences sont à prévoir et surtout

à redouter au vu des ravages économiques qu'ont toujours provoqués dans le passé les krachs immobiliers.

### **Menace sur l'euro**

Le resserrement des politiques monétaires représente enfin une menace existentielle pour l'euro lui-même, avec les risques de « fragmentation » de la zone, c'est-à-dire d'un creusement fatal des écarts de taux entre les pays du Sud, très endettés, et ceux du Nord, qui le sont beaucoup moins. Le rendement de l'emprunt d'État italien est monté mercredi 15 juin jusqu'à 4,18 %, son plus haut niveau depuis neuf ans, quand au même moment celui du Bund allemand s'inscrivait à 1,75 %.

« La normalisation de la politique monétaire européenne doit se faire progressivement et de manière anticipée, vient d'affirmer Bruno Le Maire. *Nous ne voulons pas de brutalité.* » C'est d'abord se montrer fort peu respectueux de l'indépendance de la Banque centrale européenne. C'est surtout gravement sous-estimer le risque de voir l'euro plonger face au dollar si la BCE se montre trop lente et trop molle pour lutter contre l'inflation, une chute de la monnaie unique qui se traduirait par un renchérissement supplémentaire et dramatique de la facture énergétique des Européens. La hausse des taux ne bouleverse pas seulement la donne économique mondiale, elle entame aussi à l'évidence la lucidité de nos dirigeants.

22 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/elections-legislatives/pascal-perrineau-la-responsabilite-d-emmanuel-macron-est-immense-22-06-2022-2480594\\_573.php](https://www.lepoint.fr/elections-legislatives/pascal-perrineau-la-responsabilite-d-emmanuel-macron-est-immense-22-06-2022-2480594_573.php)

## Pascal Perrineau : « La responsabilité d'Emmanuel Macron est immense »

ENTRETIEN. La crise politique née des législatives pourrait devenir institutionnelle si les oppositions ne font pas preuve de responsabilité, selon le politologue.



« Emmanuel Macron reste un homme qui a du mal à comprendre ce qui se passe en bas de la société. »© MICHEL SPINGLER / POOL / AFP

*Propos recueillis par Jérôme Cordelier*

Publié le 22/06/2022 à 07h30

**L**e séisme électoral des élections législatives risque-t-il de paralyser le travail parlementaire, d'entraver l'action du pouvoir exécutif et de bloquer l'administration du pays ? Faut-il s'inquiéter de cette « situation inédite », selon les propres termes de la Première ministre Élisabeth Borne. Il manque en effet 44 sièges au camp présidentiel pour bénéficier d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale ? Cela ne s'est présenté qu'une seule fois sous la V<sup>e</sup> République, de 1988 à 1991, sous François Mitterrand et Michel Rocard, et le déficit n'était alors que de 14 sièges. La France est-elle devenue ingérable ? Les réponses du politologue Pascal Perrineau, qui a récemment publié un Que sais-je ?, *Le Populisme*, aux éditions PUF.

**Le Point : La crise politique peut-elle se transformer en crise de régime ?**

**Pascal Perrineau :** Elle le pourrait si cette situation compliquée aboutissait à un blocage absolu à l'Assemblée nationale. L'exécutif n'aurait plus les moyens de sa politique. Il y a un risque que le pouvoir se retrouve englué dans une guérilla parlementaire avec des oppositions, de gauche, de droite, radicales, modérées, qui se coalisent contre lui, sans sortir d'une attitude négative pour enliser le début du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron. Nous n'en sommes pas là. Il manque aux macronistes 44 sièges pour disposer d'une majorité absolue. C'est beaucoup, certes, à la lumière du précédent Rocard de 1988, où la différence n'était que de 14 sièges. Mais, pour l'instant, les oppositions ne semblent pas se placer dans une posture de rejet. La France insoumise, oui, mais, en ce qui concerne le Parti socialiste, le Parti communiste, les écologistes, on ne sait pas encore quelle attitude ils vont adopter. À droite, le parti Les Républicains dit non à une coalition de gouvernement, mais parle d'opposition constructive. C'est déjà un pas. Quant au Rassemblement national, l'opposition paraît moins radicale a priori que celle de La France

insoumise. Quand on lit en creux les différentes déclarations du RN sur la sécurité, l'immigration, le pouvoir d'achat, on pourrait imaginer des votes ponctuels avec des majorités d'idées en soutien aux décisions du pouvoir actuel. Sur le régalien, l'économie, les macronistes peuvent s'entendre avec la droite et, sur le sociétal et le social, avec la gauche. Il pourrait aussi y avoir un accord plus pérenne avec un groupe parlementaire, en l'occurrence avec LR-UDI, il n'y en a pas 36. La politique est tellement fluide aujourd'hui que, si les rouages institutionnels se retrouvent grippés, si l'image de la France est abîmée, il n'est pas impossible que tout ou partie de ce groupe change d'avis et accepte le moment venu un accord autour d'un pacte de gouvernement.

### **Y a-t-il en l'état un risque de paralysie institutionnelle ?**

Oui, bien sûr. Il faudrait alors en sortir en prenant le pays à témoin. Ce serait possible avec une dissolution de l'Assemblée, qu'Emmanuel Macron peut enclencher quand il veut dans les jours qui viennent, interpellant ainsi le pays et provoquant des élections législatives anticipées. Je n'y crois pas, pour le moment.

### **Emmanuel Macron peut-il démissionner et se représenter ?**

Il le peut toujours, mais il courrait alors un très haut risque car les anti-Macron, nombreux dans le pays, se ligueraient contre lui. Juridiquement, ce serait aussi très compliqué : Emmanuel Macron a entamé son deuxième mandat, il ne pourrait donc pas prétendre à un troisième. Ce n'est pas une perspective à retenir.

### **Lisez-vous dans les résultats des législatives une insurrection de type Gilets jaunes dans les urnes ?**

Oui, en ce qui concerne le succès en particulier du Rassemblement national. On pensait que le mouvement de Marine Le Pen aurait 40 à 50 députés, il en a le double. Il y a donc eu une insurrection électorale silencieuse. On l'avait déjà perçue au premier tour des élections législatives, elle s'est amplifiée. Reste à savoir ce que vont devenir ces protestations dans l'enceinte institutionnalisée du Parlement. Ces partis radicaux vont-ils se crispier dans une guérilla parlementaire permanente ? Ou bien, au contraire, basculer dans une opposition plus raisonnable ? Voilà l'enjeu.

### **Que peut faire Emmanuel Macron ?**

Trouver des majorités d'idées, proposer un pacte de gouvernement avec une autre force politique... Mais il faut qu'il dispose d'un chef de gouvernement qui fasse le travail à l'Assemblée nationale. Le tout est de savoir si Élisabeth Borne va devenir une politique qui, par ses talents de négociation, parviendra à fédérer autour d'elle une ou des majorités ou si elle est incapable de le faire. Pour l'instant, nous n'en savons rien, et il ne faut pas insulter l'avenir. Mais il y a des décisions à prendre en termes de réformes sociales, économiques, régaliennes, éducatives. Il y a aussi un enjeu sur l'image de la France à l'étranger, à voir les réactions très négatives de la presse internationale. Les taux d'intérêt sur la dette française risquent de se dégrader, il faut donc faire très attention. C'est du sérieux.

Nous sommes dans une crise politique, pas encore institutionnelle.

### **La France est-elle devenue ingouvernable ?**

Pour l'instant, on ne peut pas le dire. La Constitution donne des moyens à l'exécutif. Il y a l'article 49,3, même si son usage depuis la réforme constitutionnelle de 2008 est très limité. Le gouvernement peut aussi légiférer par ordonnance. Il dispose aussi de toutes les armes du « parlementarisme rationalisé » qui sont autant de techniques juridiques qui permettent d'éviter une trop grande instabilité gouvernementale. Nous sommes dans une crise politique, pas encore institutionnelle.

### **Quelle est la responsabilité d'Emmanuel Macron dans cette crise ?**

Elle est immense. Depuis cinq ans, Emmanuel Macron a négligé l'implantation dans les territoires, il n'a pas créé un parti du président avec des relais locaux. Il n'a pas su établir une ligne idéologique claire ; on ne sait pas où il habite. Il a rendu la tâche très difficile sur le terrain à ceux qui défendent sa politique. Il n'a pas su non plus faire taire l'anti-macronisme dans le pays. On attend toujours le « nouveau président » et la « nouvelle méthode » d'exercice du pouvoir qu'il a promise. Il a mené une campagne législative déplorable en croyant que, s'il ne bougeait pas, s'il ne faisait pas de vagues, cela marcherait. Il a suivi une stratégie étrange de silence choisi. Est-ce la fatigue liée aux épreuves traversées au cours du premier mandat ? Est-ce le produit d'une déception générée par l'absence d'engouement qui a suivi sa réélection, qui n'a été saluée par aucun « effet de lune de miel » avec le pays ? Emmanuel Macron reste un homme qui a du mal à comprendre ce qui se passe en bas de la société. Des législatives, ce sont des élections dans 577 territoires différents. Ce sont des élections des sols français. Or Emmanuel Macron peut donner parfois l'impression d'être un peu « hors-sol ». Il y a peut-être de tout cela dans son relatif désarroi face à la situation politique actuelle.

### **Vous qui avez une longue expérience d'observation de la vie politique, êtes-vous inquiet ?**

Oui, on peut être inquiet. Certes, avec la présence de toutes ces radicalités, l'Assemblée nationale 2022 est le reflet plus juste des rapports de force politiques dans le pays. De nouveaux visages, souvent jeunes, vont faire leur apparition dans les débats parlementaires. C'est une bonne chose. Mais, si ces radicalités s'enferment dans une attitude négative, cela va conduire à une crise de la représentation politique. L'esprit de contestation doit céder la place à l'esprit de responsabilité.

22 juin (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/macron-geschwaecht-in-der-parlamentswahl-zum-schaden-europas-18115788.html?premium>

FRANKREICH PARLAMENTSWAHL:

## Zum Schaden Europas?

EIN KOMMENTAR VON [MICHAELA WIEGEL](#)

-AKTUALISIERT AM 20.06.2022-22:32



*Emmanuel Macron, der mächtigste Präsident in Europa, hat die absolute Mehrheit verloren. Jetzt muss er sich neu erfinden und es mit Kompromissen à l'allemande versuchen.*

Kurz vor Ende der französischen EU-Ratspräsidentschaft wankt [Emmanuel Macrons](#) Macht. Dem französischen Präsidenten wird es ohne absolute Mehrheit im Parlament schwerfallen, Reformen zur Sicherung der Altersversorgung, zum Klimaschutz, zur Digitalisierung und Wettbewerbsfähigkeit anzustoßen. Es ist fraglich, ob das Renteneintrittsalter mit derart schwachem Rückhalt in der Volksvertretung auf 65 Jahre angehoben werden kann. Schon mit einer breiten Mehrheit von 360 Abgeordneten scheiterte Macron in seiner ersten Amtszeit an einer Rentenreform. Für die Sanierung des Staatshaushalts verheißt das nichts Gutes.

Der Mehrheitsverlust im Parlament wird Macron auf der europäischen Bühne schwächen. Telefonate mit [Wladimir Putin](#) kann ihm die Nationalversammlung nicht verbieten. Die Außen- und Verteidigungspolitik bleibt eine „domaine réservé“ des Präsidenten. Aber es ist zu erwarten, dass die neue Volksvertretung debattierfreudiger ist und Themen auf die Tagesordnung setzen wird, über die Macron lieber ohne Parlamentsdiskussion entschieden hätte. Für den nächsten Deutsch-Französischen Ministerrat, der erst im September stattfinden soll, wird der Präsident federführend bleiben. Aber es erleichtert die deutsch-französische Zusammenarbeit nicht, dass er fortan Absprachen nur unter Vorbehalt einer hypothetischen Regierungsmehrheit treffen kann.

### **Ist Borne eine Fehlbesetzung?**

Es wird sich auch die Frage stellen, ob Premierministerin Elisabeth Borne für den parlamentarischen Überzeugungskampf nicht eine Fehlbesetzung ist. Die routinierte Spitzenbeamtin hat sich im Wahlkampf nicht von ihrem Präfektinnen-Auftreten lösen können. Sie blieb farblos und hat in ihrem Wahlkreis in der Normandie denkbar knapp gewonnen. Ohnehin steht eine größere Regierungsumbildung bevor, denn die Wähler haben in zwei Schlüsselbereichen – Gesundheit sowie Umwelt- und Klimaschutz – den Ministerinnen das Vertrauen entzogen. Ein schwerer Schlag ist für Macron, dass zwei Stützen seines Machtsystems, Parlamentspräsident Richard Ferrand und Fraktionschef Christophe Castaner, von den Wählern abgestraft wurden.

Frankreichs neues Parlament spiegelt die stark fragmentierte Parteienlandschaft wider. Die rechten und linken Ränder sind erstarkt, die Mitte um Macron ist auf 245 Abgeordnete geschrumpft. Zur absoluten Mehrheit fehlen der Präsidentenfraktion 44 Stimmen. Von Wechselstimmung ist indessen

wenig zu spüren. Das Linksbündnis NUPES hat mit 133 Sitzen die absolute Mehrheit von 289 Sitzen deutlich verfehlt. [Jean-Luc Mélenchon](#) wird weder Premierminister noch Oppositionsführer. Die extreme Rechte um Marine Le Pen zieht mit 89 Abgeordneten in die Nationalversammlung ein. Ihr gutes Abschneiden zeugt davon, dass der sogenannte republikanische Schutzwall gegen den Rassemblement National (RN) immer weniger funktioniert.

### **In weiten Landesteilen ist der RN tief verankert**

Das hat sich Macrons Partei auch selbst zuzuschreiben. Die Wahlempfehlungen waren alles andere als eindeutig und haben den Eindruck verstärkt, dass das Argument der „Unwählbarkeit“ des RN zum eigenen Machterhalt missbraucht wird. Das unter den Bedingungen des Mehrheitswahlrechts erzielte Ergebnis zeigt, wie tief die extreme Rechte in weiten Landesteilen verankert ist. Das ist erschreckend. In der Nationalversammlung bietet sich nun aber die Möglichkeit, die Argumente zu entlarven und Debatten zu führen, denen insbesondere die Präsidentenfraktion oft ausgewichen ist.

Die Ermüdungserscheinungen der französischen Demokratie sind unübersehbar. Mehr als die Hälfte der Wahlberechtigten sind der Abstimmung ferngeblieben. Insbesondere die jüngeren Generationen haben das Vertrauen in das Parlament verloren. Im Ausgang der Wahl liegt die Chance, den französischen Parlamentarismus wiederzubeleben. Das wird anstrengend, gerade wenn man die Neigung der linken und rechten Wortführer kennt, sich an den eigenen Tiraden gegen die Regierenden zu berauschen. Doch fortan bleibt Macron nichts anderes übrig, als eine neue Regierungsmethode zu erfinden. Die Nationalversammlung kann er frühestens in einem Jahr auflösen.

Frankreich wird nicht von heute auf morgen Kompromissbereitschaft und Konsensbildung à l'allemande beherrschen. Aber es ist den Versuch wert, nach der monarchischen Lesart der Verfassung eine parlamentarische auszuprobieren. Das könnte auch ein Signal für die angeschlagene bürgerliche Rechte sein, sich wieder der Verantwortung für das Land zu stellen. Es ist natürlich bequemer, sich wie der LR-Parteivorsitzende Christian Jacob auf einen Platz in der Opposition zu berufen. Unregierbar wird Frankreich nur, wenn alle auf ihren angestammten Rollen beharren. Dann wäre die Blockade nicht mehr abzuwenden – auch zum Schaden Europas.

22 juin (FAZ)

[https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zu-ukraine-krieg-und-europa-18117629.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zu-ukraine-krieg-und-europa-18117629.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2)

ALLENSBACH-UMFRAGE:

## Mehrheit wünscht sich ein starkes Europa

VON THOMAS PETERSEN, INSTITUT FÜR DEMOSKOPIE ALLENSBACH

-AKTUALISIERT AM 22.06.2022-08:59

*Die meisten Deutschen haben klare Vorstellungen, was europäische Werte sind. Und sie wollen eine selbstbewusste Antwort Europas auf die russische Aggression.*

Seit dem Überfall Russlands auf die Ukraine vergeht kaum ein Tag, an dem nicht in der öffentlichen Diskussion von den europäischen Werten die Rede ist. So sagte etwa Bundeskanzler Scholz am 23. März im Bundestag, es sei entscheidend, dass **Europa** die Ukraine unterstütze, weil es dabei um europäische Werte gehe. Der französische Staatspräsident betonte bei seinem Besuch in Kiew, die Ukraine teile die europäischen Werte, und der SPD-Vorsitzende Lars Klingbeil meinte gegenüber dem ukrainischen Außenminister, dass die Ukraine „im Krieg für unsere europäischen Werte kämpft“.

Doch was sind „europäische Werte“? Gibt es aus Sicht der Bevölkerung tatsächlich so etwas wie ein gemeinsames europäisches Wertesystem? Wie hat sich der Blick der Bürger auf die **Europäische Union** seit Beginn des Krieges verändert, und wie sollte die Gemeinschaft auf die Bedrohung durch Russland reagieren? Dies sind Fragen, denen das Institut für Demoskopie Allensbach in seiner jüngsten Umfrage nachgegangen ist.

Die Mehrheit der Deutschen hat Zweifel, ob es die in der Öffentlichkeit so oft beschworenen europäischen Werte tatsächlich gibt. Dies zeigen die Reaktionen auf die Frage: „Würden Sie sagen, es gibt eine gemeinsame europäische Kultur, gemeinsame Werte und Vorstellungen, die die Europäer von anderen unterscheiden, oder würden Sie das nicht sagen, sind die europäischen Länder dafür zu unterschiedlich?“ Nur 28 Prozent antworteten auf die Frage, es gebe ihrer Meinung nach eine solche gemeinsame Kultur, eine klare Mehrheit von 54 Prozent widersprach.

Fragt man jedoch konkret danach, welche Werte man als europäische Werte bezeichnen könne, erhält man klare Antworten: 76 Prozent sagten, die Demokratie könne man als europäischen Wert bezeichnen, 71 Prozent nannten die Religionsfreiheit, 67 Prozent die Achtung der Menschenwürde, ebenso viele die Meinungs- und Pressefreiheit, die Gleichberechtigung von Frauen (66 Prozent) und Freiheit des Einzelnen (65 Prozent). Auch Weltoffenheit, Rechtsstaatlichkeit und Toleranz wurden jeweils von einer absoluten Mehrheit der Befragten als europäische Werte bezeichnet.

Dafür, dass die meisten Deutschen nicht glauben, dass es gemeinsame europäische Werte gibt, sind ihre Vorstellungen von einem solchen europäischen Wertesystem bemerkenswert deutlich ausgeprägt. Dabei gibt es allerdings auffällige Unterschiede zwischen den Anhängern der verschiedenen politischen Parteien. So sagten sehr deutliche Mehrheiten der Anhänger der Regierungsparteien und der Union, sie hielten die Meinungs- und Pressefreiheit für einen europäischen Wert. Anhänger der Linken sagten dies dagegen nur zu 48 Prozent, die der **AfD** zu 39 Prozent.

Toleranz hielten 52 Prozent der Bevölkerung insgesamt, aber nur 13 Prozent der AfD-Anhänger für einen europäischen Wert. Ein ähnliches Muster ist auch bei den meisten anderen in der Frage zur Auswahl gestellten Punkten zu verzeichnen. Man erkennt, dass die Vorstellung von europäischen Werten vor allem bei den Anhängern der Parteien des traditionellen demokratischen Spektrums verbreitet ist. An den politischen Rändern ist die Skepsis wesentlich größer.

## **EU wird nicht als geeint wahrgenommen**

Dass viele Deutsche nicht an die Existenz gemeinsamer europäischer Werte glauben, obwohl sie klare Vorstellungen haben, wie diese Werte aussehen müssten, lässt sich vermutlich dadurch erklären, dass viele Bürger die Europäische Union nicht als so geeint wahrnehmen, wie es in den letzten Monaten von vielen Vertretern der EU-Länder beschworen wurde. Auf die Frage „Sind die EU-Mitgliedsländer in der Ukraine-Krise einig oder zerstritten?“ antwortete jeder zweite Befragte, sie seien zerstritten, nur etwas mehr als jeder Vierte sagte, die Länder seien einig. Darüber hinaus wird die Gemeinschaft nicht als stark wahrgenommen.

Bei der Frage „Was würden Sie mit Blick auf den Krieg in der Ukraine sagen: Hat sich der Westen da bislang eher als stark oder eher als schwach erwiesen?“ zeigten sich die Befragten ratlos: 32 Prozent meinten, der Westen habe sich als stark erwiesen, 29 Prozent sagten, er habe sich schwach gezeigt, eine relative Mehrheit von 39 Prozent wick auf die Antwortmöglichkeit „Unentschieden“ aus – ein sicheres Zeichen für Orientierungslosigkeit. Fragte man stattdessen, ob die Europäische Union sich in der Ukraine-Krise als stark oder schwach erwiesen habe, fielen die Antworten noch einmal zurückhaltender aus: 28 Prozent glaubten, die EU habe Stärke gezeigt, 38 Prozent widersprachen. Auch bei dieser Fragevariante gab es mit 34 Prozent auffallend viele Unentschiedene.

## **Starker Auftritt Europas gewünscht**

Dabei würde sich die Bevölkerung zumindest im Zusammenhang mit der Ukraine-Krise einen starken, selbstbewussten Auftritt Europas wünschen. Dies zeigen die Antworten auf eine Frage, bei der zwei Meinungen zu diesem Thema präsentiert wurden. Die erste lautete: „Auch wenn es im Moment nur schwer möglich erscheint, sollte die EU sich so rasch wie möglich bemühen, mit Russland ins Gespräch zu kommen und die Beziehungen zu Russland wieder zu verbessern. Ein Frieden in Europa ist in absehbarer Zeit nur in der Zusammenarbeit mit Russland möglich.“ Die Gegenposition lautete: „Solange Putin an der Macht ist, wird es keinen Frieden mit Russland geben. Daher sollte sich die EU Putin entschlossen entgegenstellen und ihm klare Grenzen setzen. Nur so gibt es in absehbarer Zeit eine Chance auf Frieden in Europa.“ Bei der Frage, welcher dieser beiden Meinungen sie zustimmen, entschieden sich 30 Prozent der Befragten für die erste Position, eine Mehrheit von 59 Prozent für die zweite.

Der Wunsch nach einem starken Europa ist vermutlich auch eine Konsequenz der Tatsache, dass die Bevölkerung den internationalen Einfluss Deutschlands allein als begrenzt einschätzt. Eine Frage lautete: „Über die Rolle Deutschlands in der Welt gibt es ja unterschiedliche Meinungen: Die einen sagen, Deutschland kann international nur im Rahmen der Europäischen Union wirklich etwas bewirken. Andere sagen, Deutschland braucht solche Strukturen wie die Europäische Union nicht, um internationalen Einfluss zu nehmen. Welcher der beiden Meinungen würden Sie eher zustimmen?“ Eine relative Mehrheit von 47 Prozent antwortete auf die Frage, ihrer Meinung nach könne Deutschland nur im Rahmen der EU international etwas bewirken. Nur 29 Prozent vertraten die Gegenposition.

Bereits in den vergangenen Jahren hat sich gezeigt, dass die intensiven Debatten um Krisen in Europa nicht etwa dazu führten, dass sich die Bevölkerung vom Projekt der europäischen Einigung abwandte, sondern dass umgekehrt die tatsächlichen oder auch nur empfundenen Defizite der **Europäischen Union** den Einigungsprozess umso dringlicher erscheinen ließen. So hatte etwa seit den frühen 90er-Jahren rund zwei Jahrzehnte lang bei der Frage „Wie rasch sollte die Entwicklung zu einem vereinigten Europa sein, schneller oder langsamer oder weiter wie bisher?“ fast immer deutlich die Zahl derjenigen überwogen, die sagten, der Prozess sollte langsamer voranschreiten. Schon während der Euro- und Finanzkrise sank dieser Anteil zeitweise aber deutlich. Seit Anfang der 2010er-Jahre halbierte sich der Anteil derjenigen, die diese Antwort geben, von Werten um die 40 Prozent auf Anteile unter 20 Prozent. Im Gegenzug verdoppelte sich die Zahl derer, die sich für eine Beschleunigung der europäischen Einigung aussprachen. In der Umfrage sprachen sich 18 Prozent für einen langsameren, 29 Prozent für einen schnelleren Einigungsprozess aus.

## Zustimmung für europäische Armee

Auch die Zustimmung zum Aufbau einer gemeinsamen europäischen Armee ist in jüngster Zeit leicht, aber spürbar gestiegen. 2017 hatten sich noch 34 Prozent für einen solchen Schritt ausgesprochen, 35 Prozent dagegen. Heute überwiegt die Zahl der Befürworter deutlich mit 43 zu 29 Prozent. Unter dem Druck der immer neuen Krisen hat sich das Europabild der Deutschen zwar nicht fundamental, aber doch graduell gewandelt. 2014 legte das Allensbacher Institut seinen Befragten zum ersten Mal die Frage vor, ob sie die Europäische Union in erster Linie als Wirtschaftsgemeinschaft verstünden, bei der vor allem wichtig sei, dass die Mitgliedsländer freien Handel betreiben und daraus wirtschaftlichen Nutzen ziehen könnten, oder ob sie die EU vor allem als politische Gemeinschaft betrachteten, bei der das Wichtigste sei, dass alle Mitgliedsländer politisch eng miteinander verbunden seien und auf diese Weise der Frieden innerhalb der Union garantiert werde.

Damals zeigte sich die Bevölkerung gespalten: 33 Prozent meinten, die EU sei vor allem als Wirtschaftsgemeinschaft wichtig, 37 Prozent fanden den politischen Aspekt der Einigung wichtiger. Heute liegt der Anteil derer, die die EU vor allem als Wirtschaftsgemeinschaft betrachten, mit 33 Prozent auf dem gleichen Niveau wie vor acht Jahren. Die Zahl derjenigen, die meinen, dass sie als politische Gemeinschaft wichtig ist, ist dagegen auf 44 Prozent gestiegen.

Zur veränderten Wahrnehmung der Europäischen Union gehört auch eine Veränderung der Meinung darüber, welche Länder dazugehören und welche nicht. Im Jahr 2002 legte das Allensbacher Institut eine Liste mit Ländern vor, die nicht Mitglied der Europäischen Union waren, und stellte dazu die Frage „Von welchen dieser Länder würden Sie sagen, die gehören zu Europa, das sind europäische Länder?“. Damals sagten 41 Prozent, Russland sei ein europäisches Land, von der [Ukraine](#) sagten dies 29 Prozent. Im Juni 2022 stuften bei der gleichen Frage noch 28 Prozent Russland, aber 50 Prozent die Ukraine als europäisches Land ein.

Folgerichtig stimmten auch 45 Prozent der Befragten dafür, dass die Ukraine Mitglied der EU wird, nur 29 Prozent sprachen sich dagegen aus. Eine NATO-Mitgliedschaft der Ukraine befürworteten dagegen nur 32 Prozent; das waren immerhin knapp zehn Prozentpunkte mehr als noch im Februar dieses Jahres.

So wandelt sich mit der veränderten außenpolitischen Situation langsam auch der Blick auf die geostrategische Rolle der EU. Nach wie vor wird sie nicht so sehr als funktionierende Wertegemeinschaft wahrgenommen. Doch mehr als früher erscheint sie den Deutschen als wichtiger politischer Zusammenschluss, der stark und wehrhaft sein sollte – und zu dem die Ukraine dazugehört.

22 juin (L'Opinion)

<https://www.lopinion.fr/politique/burkini-un-coup-de-semonce-politique>

Laïcité

## Burkini: un coup de semonce politique

Par [Marie-Amélie Lombard-Latune](#)

21 juin 2022 à 17h50

Le Conseil d'Etat a confirmé mardi l'interdiction du maillot de bain couvrant dans les piscines grenobloises



Une femme en burkini dans un piscine.

Sur le plan symbolique, la décision du Conseil d'Etat est forte. Au lendemain de législatives bérézina pour la majorité, l'interdiction du burkini à Grenoble sonne comme [un camouflet pour le maire Eric Piolle \(EELV\)](#). Elle donne un coup de semonce à l'islam politique qui, au nom de « l'égalité », pousse des femmes à se couvrir le corps pour se baigner, des élèves [à revêtir des tenues islamiques pour aller à l'école](#), des sportives à porter un voile pour jouer au foot.

Gérald Darmanin a d'ailleurs aussitôt tweeté que « le communautarisme d'Eric Piolle (...) est définitivement sanctionné (...) Une victoire pour la laïcité ». En attaquant le règlement des piscines grenobloises par le biais du nouveau « déféré-laïcité », le ministre de l'Intérieur prenait un risque. La décision rendue mardi dissuadera sans doute d'autres villes d'imiter Grenoble (mais n'interdit pas le maillot de bain islamique à Rennes). Elle empêchera peut-être les burkinis de se multiplier sur les bases de loisirs d'Ile-de-France cet été.

« **Exercice d'équilibriste** ». Si l'on s'en tient au droit, le coup d'arrêt n'est pas définitif. [Le Conseil d'Etat juge](#) que l'autorisation grenobloise du burkini, trop dérogoire au droit commun, destinée à « satisfaire une revendication religieuse », entre en contradiction avec « l'égalité de traitement des usagers » et « l'obligation de neutralité du service public ». Mais il rappelle aussi qu'une adaptation du service public pour tenir des convictions religieuses n'est pas en soi contraire à la laïcité. Tel un menu sans porc dans les cantines scolaires.

« La rédaction n'a pas été facile. C'est un exercice d'équilibriste », croit savoir un juriste familier de la haute juridiction administrative qui sera bientôt confrontée à un nouveau test : le hidjab dans les compétitions sportives. « Liberté » selon le Syndicat des femmes musulmanes ou atteinte au principe de neutralité du sport hérité de l'esprit olympique ?

22 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/legislatives-l-eclatante-victoire-du-marinisme-21-06-2022-2480471\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/legislatives-l-eclatante-victoire-du-marinisme-21-06-2022-2480471_20.php)

## Législatives : l'éclatante victoire du marinisme

Première force de l'opposition avec 89 députés, le RN fait dans l'hémicycle une entrée fracassante. Un tournant qui scelle la victoire de la ligne de Marine Le Pen.

*Par [Géraldine Woessner](#)*

Publié le 21/06/2022 à 12h00 - Modifié le 21/06/2022 à 15h12

Il est l'un des premiers qu'elle ait appelés ce dimanche 19 juin désormais historique, quand les projections mirobolantes ont commencé à apparaître sur les écrans. À la veille de son 94<sup>e</sup> anniversaire, Jean-Marie Le Pen n'osait rêver d'un tel cadeau. « *Ah, Marine... C'est historique. C'est cinquante ans de combat politique. Merci... Remercie-les tous !* » Au téléphone, le patriarche a la voix qui vacille, percevant la petite musique des coupes de champagne qui tintent dans le bureau du maire d'Hénin-Beaumont, où Marine Le Pen s'est repliée pour fêter la victoire avec ses plus fidèles lieutenants.

Bruno Bilde, réélu député du Pas-de-Calais et historique du parti, peine à retenir ses larmes, lui qui redoutait, il y a quelques jours encore, un « *accident électoral* ». Marine Le Pen elle-même est sonnée. « *Je m'étais laissé un peu intoxiquer par les prévisions des éditorialistes, les sondages, avoue-t-elle au Point. Mais ce soir, les Français ont mis le pied dans la porte du pouvoir et du système. C'est une recomposition totale de la vie politique... Nous étions coincés dans un système ancien d'opposition droite-gauche depuis des décennies. Tout cela vient d'exploser. Nous avons remplacé les LR dans une série de régions. Une vraie recomposition politique est en marche, et la rentrée va être folle. Ceux qui pensaient que j'allais être en semi-retraite... en fait non !* »

Elle rit, Marine Le Pen. Et ce soir-là, devant les mines défaites des sondeurs tentant d'expliquer à la télévision un score qu'ils n'avaient pas vu venir, elle savoure son triomphe. Celle que ses concurrents, Éric Zemmour en tête, analysaient « *vidée* » après une troisième campagne présidentielle soldée par une défaite, éternellement condamnée à la marginalité par un indépassable plafond de verre, offre à son parti un socle plus large que jamais.

Même en région parisienne !

Socle financier, d'abord : les résultats des deux tours vont permettre au parti de doubler ses revenus, lui assurant une manne de plus de 10 millions d'euros annuels. « *Dans trois ou quatre ans, toutes nos dettes seront soldées, et nous aborderons sainement la prochaine présidentielle* », confiait il y a quelques jours au *Point* le trésorier du parti Kevin Pfeffer. Socle politique, ensuite : renforcé dans ses bastions historiques du Nord et du Sud-Est, le RN s'étend pour la première fois sur des terres historiquement vierges du vote d'extrême droite : deux députés sont élus en Gironde (notamment Edwige Diaz, dans le Blayais), deux autres dans le Lot-et-Garonne.

Le RN s'implante en Charente, dans la Drôme, en Dordogne... « *C'est l'un des grands enseignements de ce scrutin, nous sortons complètement de nos zones habituelles, s'enflamme le responsable de la mobilisation Gilles Pennelle. Dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude, on fait carton plein. Dans l'Eure, en Normandie, nous gagnons quatre circonscriptions sur cinq. Et nous sommes élus dans*

*l'Allier, l'Isère, la Haute-Saône, le Tarn, le Loiret... Même en région parisienne !* » Un symbole : l'avocate Béatrice Roullaud, ralliée au FN en 2011, arrache à la droite la 6<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne, longtemps terre d'élection de... Jean-François Copé.



Jordan Bardella a mené la campagne des législatives. © CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Des résultats qui scellent « *la mort du front républicain* », selon les mots de l'eurodéputé Jean-Lin Lacapelle. Dans la 2<sup>e</sup> circonscription de l'Allier, le candidat RN Jorys Bovet, un chauffeur-livreur de 29 ans qui n'avait rassemblé que 19,1 % des suffrages au premier tour, est élu à 50,2 %, bénéficiant d'un impressionnant report de voix. Une réponse cinglante de l'électorat aux scénarios dessinés par les instituts de sondage, et un « *basculement politique majeur* », analyse Jean-Philippe Tanguy, ancien directeur de campagne adjoint de Marine Le Pen, lui-même élu dans la Somme, longtemps bastion du centre droit, et l'un des rares à avoir pronostiqué, il y a plusieurs semaines, l'élection d'une centaine de députés RN : « *Nous sommes désormais devant LR, qui comptait sur ce scrutin pour garder une place institutionnelle et politique sans rapport avec son poids réel dans le pays. Pour la première fois, en dépit du scrutin majoritaire, l'Assemblée nationale est un peu représentative...* »

Un aboutissement, pense-t-il, du mouvement des Gilets jaunes, « *LE vrai basculement de la vie politique française de ces dix dernières années : la France est fracturée territorialement et, à partir du moment où nos compatriotes qui font tourner le pays ne s'en sortent plus, le tournant est profond. Ces gens ont enfin trouvé le moyen d'être entendus. Ce n'est plus un vote de protestation : c'est un vote d'adhésion.* »

Stratégie « antibuzz »

Martelé depuis des mois et d'abord copieusement raillé par ses adversaires, le discours de Marine Le Pen sur le pouvoir d'achat aura progressivement imprégné la campagne, forcé par les circonstances – la majorité n'en a pris conscience que tardivement, quand les prix du carburant, à la fin de l'automne, ont commencé à flamber. « *L'antériorité paie, finalement. Et aussi la constance, reconnaissait lundi un proche d'Emmanuel Macron, défait sur ses terres rurales, qui avait pourtant tenté d'alerter sur les retours de terrain désastreux pour la majorité. Marine Le Pen a travaillé les fondamentaux de la politique, que nous avons négligés. C'est la seule à avoir vraiment fait campagne, en fait...* »

Et à s'en tenir à son plan, refusant tout compromis. Arrimée à sa ligne de « normalisation », rejetant toute alliance avec son turbulent concurrent Éric Zemmour, susceptible de la « rediaboliser », la patronne du parti à la flamme n'a rien cédé. « *Dans mes rêves les plus fous, j'imaginai 50 députés* », souffle son fidèle beau-frère et conseiller Philippe Olivier, artisan de cette stratégie « antibuzz » qui aura tant dérouté. « *Comme à la présidentielle, nous avons fait campagne au plus près du terrain, loin des caméras, des radars et des effets oratoires des plateaux. Comme à la*

*présidentielle, nous sommes restés calmes, raisonnables. Si on avait dès le premier tour annoncé qu'on allait tout casser, on aurait réactivé un front républicain. Marine et Jordan (Bardella, NDLR) ont sillonné le terrain quasiment tous les jours. Mais il fallait maîtriser la bête... Nous avons fait campagne au premier tour en pensant au second. Comme à la présidentielle, les commentateurs parisiens n'ont rien compris... Et ça a payé. »*

Première force d'opposition

De fait : en envoyant à l'Assemblée un groupe de 89 députés, le RN pulvérise le record enregistré en 1986, quand un unique scrutin à la proportionnelle intégrale avait offert au FN un groupe de 35 parlementaires, balayé deux ans plus tard avec le retour au scrutin majoritaire. Et dans un paysage politique en ruine, atomisé entre des formations qui peinent à trouver une cohérence programmatique, il peut espérer s'imposer non seulement comme première force d'opposition, mais demain d'alternance – le graal visé par Marine Le Pen depuis qu'elle a pris les rênes du mouvement paternel, en 2011.

*« Dans ma circonscription, mon concurrent LREM a fait campagne en disant qu'il allait défendre le productivisme agricole et le protectionnisme économique, persifle Jean-Philippe Tanguy. Mais dans la circonscription d'à côté, Barbara Pompili expliquait exactement l'inverse ! »* Le « en même temps » a vécu, théorise Marine Le Pen, qui pense porter une ligne « sincère ». « *Tous nos voyants sont au vert : on a une leader, un projet, des troupes... Je ne vois que des opportunités* », salive un conseiller de l'ombre.

L'ultime étape de la « normalisation »

La victoire aux législatives marque une première étape, préparée avec soin par Jordan Bardella et Philippe Olivier, qui ont tenu la main sur les investitures, avec l'objectif assumé de faire émerger un nouveau visage du RN : jeune, moderne, vierge des outrances et des scandales du passé. « *Nos élus sont aux antipodes du FN des années 1980* », insiste le directeur de cabinet de Marine Le Pen. Ancien de Bercy passé par Saint-Cyr et par HEC, Renaud Labaye, 36 ans, aura la tâche complexe de coordonner et d'organiser la formation du nouveau groupe, qui effectue sa rentrée ce 22 juin et se rassemblera le lendemain pour un premier « séminaire ».

*« Nous avons une base extrêmement solide de têtes bien faites, avec lesquelles nous allons pouvoir travailler »*, juge-t-il. Jean-Philippe Tanguy, diplômé de Sciences Po et de l'Essec, expert en énergie, vise la commission des Finances. Thibaut François, élu dans la 17<sup>e</sup> circonscription du Nord, était le secrétaire général du groupe au Parlement européen, « connaît très bien les affaires étrangères et européennes », glisse un proche. L'énarque Philippe Lottiaux, élu dans la circonscription du Var que briguaient Éric Zemmour, « maîtrise les questions d'aménagement du territoire ».

La nouvelle équipe compte aussi dans ses rangs un ancien inspecteur de l'Éducation nationale et conseiller de François Fillon (Roger Chudeau, Loir-et-Cher), plusieurs avocats, des ingénieurs (comme Alexandre Sabatou, Oise), des dirigeants d'entreprise... Et nombre des plus proches de Marine Le Pen, qui ont adhéré au parti d'extrême droite pour la candidate et non à l'époque de son père, cadres lisses et visages ouverts, ont conquis leur circonscription et se préparent à prendre la lumière : son attachée de presse Caroline Parmentier dans le Pas-de-Calais, le transfuge des LR Franck Allisio dans les Bouches-du-Rhône, Laurent Jacobelli et le jeune trésorier du parti Kévin Pfeffer en Moselle, l'ancien journaliste Philippe Balard dans l'Oise, la fidèle Florence Goulet dans la Meuse (qui fut la collaboratrice du conseiller de Nicolas Sarkozy Henri Guaino), la

« travailleuse » Edwige Diaz en Gironde, les députées européennes Hélène Laporte (Lot-et-Garonne) ou Julie Lechanteux (Var)...

Des visages jeunes, souvent féminins, dont l'exposition médiatique se veut l'ultime étape de la « dédramatisation ». « *Les nouveaux visages que vous allez découvrir, rayonnants d'enthousiasme et de vie, sont l'avant-garde de cette nouvelle élite politique qui prendra les rênes du pays lorsque le règne d'Emmanuel Macron aura pris fin* », a lancé la future cheffe de groupe dimanche soir. Oubliant un peu vite que nombre de ces nouveaux élus, sans aucune formation, risquent le dérapage... « *Tout cela est identifié, assure un proche. Nous assumons parfaitement de faire entrer à l'Assemblée des gens qui pourront se révéler.* »

Une opposition « constructive » ?

Marine Le Pen est convaincue de prendre rapidement l'ascendant, à la fois sur l'opposition de droite et sur l'extrême gauche, privée de leader à l'Assemblée nationale et traversée de tensions. « *La Nupes a cessé d'exister à 20 h 1 dimanche soir. Jean-Luc Mélenchon ne sera pas là pour tenir ses troupes, et Macron achètera les députés PS et écologistes à l'unité* », se persuade Philippe Olivier. Quant à la droite, tranche-t-il, « *la moitié se ralliera à Emmanuel Macron* ».

À l'extrême droite de l'hémicycle, le large volant de députés RN entend donc peser de tout son poids pour impulser l'actualité politique, et utiliser la chambre comme caisse de résonance pour diffuser ses idées. « *La taille du groupe donne des moyens. Avec plus de 60 députés, nous pourrions saisir le Conseil constitutionnel de manière autonome, sur la loi de finances, par exemple*, détaille Renaud Labaye. *Et la question des responsabilités va rapidement se poser : nous pouvons briguer une vice-présidence de l'Assemblée nationale, un poste à la questure. Nous réclamerons la présidence de la commission des Finances, évidemment...* »

Pour l'heure, l'omniprésent directeur de cabinet devra s'atteler, avec l'ancien directeur de campagne Christophe Bay, au recrutement de quelque 300 collaborateurs parlementaires des nouveaux députés, et d'une cinquantaine de salariés du groupe – « *Il nous faut des techniciens experts pour chaque commission, phosphone-t-il. Le nombre attire le nombre, nous les trouverons. (...) C'est le but de cette mandature : une partie des députés sont là pour être les ministres de demain. Ils vont se former, monter en compétence... Cela fait partie des leviers pour gagner, en 2027, les neuf points qui nous manquent.* »

2027 en ligne de mire

Hier oubliés des médias, aujourd'hui sur une rampe de lancement... « *Nous avons cinq ans pour prouver que nous représentons l'alternance, et incarner une opposition sérieuse, constructive et respectueuse des institutions* », confie un proche de Marine Le Pen. Dans les prochaines semaines, le mouvement devra décider des textes qui seront portés lors de sa première « niche parlementaire ». Le projet de loi déjà rédigé sur l'islamisme tient la corde. Mais Marine Le Pen caresse une autre idée. « *Peut-être le référendum d'initiative populaire* », une proposition phare portée par le RN depuis de longues années.

« *Cela me semble de circonstance, et suffisamment consensuel pour être accepté* », confie-t-elle au *Point*, se projetant, déjà, à la rentrée prochaine. Un congrès du RN devrait permettre à Jordan Bardella, le dauphin désigné, de prendre les rênes du parti. Mais alors que le mouvement célébrera ses 50 ans en octobre, c'est bien Marine Le Pen qui entend demain l'incarner, à la tête d'un groupe puissant. « *J'ai la politique dans le sang* », confiait-elle au *Point* au cœur de l'hiver, refusant de s'engager pour l'avenir. Cette semaine a éclos le sentiment que « *cette fois, l'histoire commence* »,

comme elle l'a confié à quelques amis. Un désir ravivé, encore empreint de prudence. « *La situation de la France est extrêmement préoccupante. De nombreux sujets économiques ont été mis sous le tapis, et quand ils vont sortir, ça va être violent* », anticipe l'un de ses conseillers. Avant 2027, rendez-vous en septembre.

22 juin (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/alain-finkelkraut-leon-blum-n-aurait-pas-sa-place-dans-la-nupes-21-06-2022-2480527\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/alain-finkelkraut-leon-blum-n-aurait-pas-sa-place-dans-la-nupes-21-06-2022-2480527_20.php)

## Alain Finkelkraut : « Léon Blum n'aurait pas sa place dans la Nupes »

INTERVIEW. L'académicien réagit à l'entrée massive de députés Nupes à l'Assemblée nationale et s'inquiète de l'antisémitisme grandissant au sein de la gauche radicale.



Alain Finkelkraut le 4 novembre 2021. © STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

*Propos recueillis par [Rachel Binhas](#)*

Publié le 21/06/2022 à 15h27

**L**e philosophe livre ses premières impressions à la suite du second tour des élections législatives faisant de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) la première force d'opposition à l'Assemblée nationale – même si le RN devient le premier parti d'opposition avec ses 89 députés. Celui qui continue à se définir comme un homme de gauche s'inquiète du rapport ambigu entretenu par une gauche radicale avec les juifs, le judaïsme et Israël. Pour l'académicien, les polémiques dont Jean-Luc Mélenchon s'est fait une spécialité n'ont rien d'anecdotiques. Et, selon lui, la droite n'a pas le monopole de l'antisémitisme. Même si la gauche républicaine et universaliste, bradant ses principes, a cédé aux sirènes d'une alliance électorale, Alain Finkelkraut refuse d'y voir un acte définitif. Entretien.

**Le Point** : Jean-Luc Mélenchon a pris le leadership sur la gauche en France. **Qu'est-ce que cela vous inspire ?**

**Alain Finkelkraut** : Une grande tristesse. À l'encontre des expériences précédentes d'union de la gauche, c'est sous l'égide de la gauche radicale que s'est fait le grand rassemblement. Une gauche radicale elle-même profondément transformée : l'ouvriérisme a cédé la place au multiculturalisme et la critique du capitalisme s'accompagne d'une critique non moins vive de la laïcité. Rien à voir avec le Front populaire : Léon Blum n'aurait pas sa place dans la Nupes.

**Ces dernières années, certaines digues ont sauté : au sein d'une gauche radicale, les propos ambigus à propos des juifs et du judaïsme se sont multipliés. À quel moment cela a-t-il basculé ?**

La France insoumise a fait carton plein en Seine-Saint-Denis, c'est-à-dire dans les territoires où, comme le dit Georges Bensoussan, l'antisémitisme n'est plus une opinion mais un code culturel.

La haine des juifs était, depuis l'affaire Dreyfus, un marqueur de l'extrême droite. C'est aujourd'hui, nouvelle France oblige, une réalité avec laquelle la gauche radicale a décidé de composer. Chaque fois que l'on pose à Jean-Luc Mélenchon la question du communautarisme, il pointe un doigt vengeur sur le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France). Et quand on dit que les élèves juifs doivent de plus en plus changer d'établissements et quitter les quartiers dits « sensibles », il dénonce sans vergogne l'islamophobie. Aux Juifs français abasourdis, la gauche radicale annonce qu'ils ne font plus le poids.

**Doit-on y voir, chez certains, un antisémitisme d'opportunité, une stratégie qui suit le sens du vent, ou s'agit-il selon vous de la résurgence d'idées plus anciennes, plus profondes ?**

C'est par le biais de l'antisionisme que la judéophobie fait son grand retour à gauche. Dans un monde divisé entre oppresseurs et opprimés, les juifs sont dans le mauvais camp. Du fait de leur attachement à Israël, ils sont classés parmi les dominants et même parmi les racistes. Ce sont des blancs irrepentis. La défense des damnés de la terre passe par leur mise en accusation.

**Le clientélisme et le communautarisme sont-ils l'avenir de la gauche française ?**

L'avenir de la gauche française, c'est la social-démocratie et le retour aux principes républicains. Si elle continue dans la voie de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, elle accèdera peut-être un jour au pouvoir grâce au changement démographique, mais elle aura perdu son âme.

22 juin (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/21/grenoble-pourquoi-le-conseil-d-etat-a-confirme-l-interdiction-du-burkini-dans-les-piscines\\_6131420\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/21/grenoble-pourquoi-le-conseil-d-etat-a-confirme-l-interdiction-du-burkini-dans-les-piscines_6131420_3224.html)

## Grenoble : pourquoi le Conseil d'Etat a confirmé l'interdiction du burkini dans les piscines

L'institution publique s'est prononcée, pour la première fois, dans le cadre d'un déferé laïcité. Elle a jugé que, pour satisfaire une revendication religieuse, la ville a dérogé à la règle commune.

Par [Louise Couvelaire](#)

Publié aujourd'hui à 18h01, mis à jour à 18h05

Le Conseil d'Etat a tranché, mardi 21 juin, une question qui agite le débat public depuis plusieurs semaines : l'autorisation ou non du port du burkini, du nom de ce maillot de bain couvrant porté par certaines femmes de confession musulmane, dans les piscines publiques de la ville de Grenoble. S'agit-il d'une atteinte aux règles d'hygiène et de sécurité ? D'une atteinte à la laïcité ?

« *Le juge des référés constate que, contrairement à l'objectif affiché par la ville de Grenoble, l'adaptation du règlement intérieur de ses piscines municipales ne visait qu'à autoriser le port du "burkini" afin de satisfaire une revendication de nature religieuse et, pour ce faire, dérogeait, pour une catégorie d'usagers, à la règle commune, édictée pour des raisons d'hygiène et de sécurité, de port de tenues de bain près du corps* », a répondu la plus haute juridiction administrative. [Le Conseil d'Etat confirme ainsi la suspension](#), décidée par le tribunal administratif de Grenoble, du règlement intérieur des piscines de la ville de Grenoble autorisant le port du burkini.

Cette décision intervient une semaine après le débat qui s'est tenu en séance publique. En préambule, le président de la section du contentieux, Christophe Chantepy, avait pris soin de rappeler quelques fondamentaux : « *Cette question est difficile, très médiatique, très présente dans le débat politique, il nous appartient de faire preuve de précision sur les faits et sur le droit.* »

### Jeu de dupes

La procédure est inédite. C'est la première fois que l'institution publique doit se prononcer dans le cadre d'un déferé laïcité, nouveauté [de la loi dite « de lutte contre le séparatisme »](#), votée en août 2021, dont l'article 5 permet aux préfets de demander la suspension de l'exécution d'un acte d'une collectivité qui porterait « *gravement atteinte aux principes de laïcité et de neutralité des services publics* ». Pendant deux heures, chacune des parties avait pu défendre son point de vue.

D'un côté, la commune et son maire écologiste, Eric Piolle, qui a fait voter en conseil municipal, mi-mai, le changement du règlement intérieur des piscines, « *afin de lever les interdictions* » d'ordre vestimentaire et de permettre l'accès au bain dans toute tenue faite d'un tissu spécifiquement conçu pour la baignade, a précisé l'élu ce jour-là, tout en brandissant plusieurs modèles de maillots à jupette et à volants, « *des maillots plus ou moins couvrants qui correspondent à des choix personnels (...). Beaucoup de femmes ne vont plus dans les piscines, car elles ne veulent pas montrer leur corps (...) mais jamais vous ne retrouverez le terme "burkini" dans mes propos* ». Et l'avocat de la municipalité, M<sup>e</sup> Olivier Coudray, de marteler : « *Ce règlement n'autorise pas le burkini, il n'a pas été fait pour autoriser le burkini.* »

Ces affirmations répondaient à une demande de « *clarification* » du président Chantepy, formulée quelques instants plus tôt : « *Vous persistez à indiquer que ce règlement n'a rien à voir avec l'autorisation d'un vêtement à connotation religieuse, mais à la lecture des pièces du dossier, on peut avoir l'impression que ce dont on parle, c'est bien du burkini.* »

Et Eric Piolle de dater le début des réflexions autour d'un possible changement du règlement intérieur à la fin de l'année 2017 et la mise au point d'un plan canicule. Un jeu de dupes que le Conseil d'Etat n'a, semble-t-il, guère goûté. Dans son ordonnance, il l'a de nouveau fait savoir : « *Il apparaît que cette dérogation très ciblée répond en réalité au seul souhait de la commune de satisfaire à une demande d'une catégorie d'usagers et non pas, comme elle l'affirme, de tous les usagers.* »

## Short de bain

Présentes aux côtés de la ville de Grenoble, la Ligue des droits de l'homme et l'association Alliance citoyenne, cette dernière accusée par Pascale Léglise, directrice des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur, d'avoir « *extorqué* » ce changement de règlement au maire après une succession de « *revendications violentes et agressives* » et « *d'opérations coups de poing* ».

De l'autre côté, donc, [la Place Beauvau](#) et la préfecture de l'Isère, qui avait saisi le tribunal administratif de Grenoble, afin de faire suspendre la décision prise en conseil municipal. Les services de l'Etat avaient obtenu gain de cause quelques jours plus tard au motif que l'article 10 du nouveau règlement des piscines de Grenoble portait « *gravement atteinte au principe de neutralité du service public* ». La cause ? Un détail vestimentaire : l'autorisation de porter des tenues « non près du corps » à condition qu'elles soient moins longues que la mi-cuisse pour les femmes, alors que le port du short est prohibé pour les hommes. Or, la règle générale oblige à porter des tenues ajustées. Cette dérogation permet ainsi « *à certains usagers de s'affranchir de cette règle dans un but religieux* », relevait le tribunal.

A la suite de cette décision, la ville avait déposé un recours devant le Conseil d'Etat, arguant que si le short de bain est interdit, c'est pour des raisons d'hygiène exclusivement, parce qu'elle considère qu'elle n'est « *pas en mesure de faire respecter la règle selon laquelle on ne doit pas porter son maillot à l'extérieur de la piscine* ».

Au cours de la séance publique du 14 juin, le président Chantepy avait rappelé qu'« *un gestionnaire de service public a toujours la faculté d'adapter son service* », mais « *à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte au bon fonctionnement de ce service* ». Un principe que l'ordonnance du 21 juin réaffirme : « *Une telle adaptation du service public pour tenir compte de convictions religieuses n'est pas en soi contraire aux principes de laïcité et de neutralité du service public ; d'une part, elle ne répond pas au motif de dérogation avancé par la commune ; d'autre part, elle est, par son caractère très ciblé et fortement dérogoratoire à la règle commune, réaffirmée par le règlement intérieur pour les autres tenues de bain, sans réelle justification de la différence de traitement qui en résulte.* » Il s'ensuit, selon la décision, « *qu'elle est de nature à affecter tant le respect par les autres usagers de règles de droit commun trop différentes, et ainsi le bon fonctionnement du service public, que l'égalité de traitement des usagers* ».

**Louise Couvelaire**

22 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/francois-villeroy-de-galhau-il-serait-illusoire-de-penser-que-notre-dette-est-encore-sans-cout-et-sans-limites-20220621>

## François Villeroy de Galhau : «Il serait illusoire de penser que notre dette est encore sans coût et sans limites»

Par [Florentin Collomp](#), [Manon Malhère](#) et [Marie Visot](#)



Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. *FABRICE COFFRINI / AFP*

**LE FIGARO. - Pour 2022, la croissance est révisée à la baisse, mais ne s'effondre pas. On est même loin de la récession. Comment l'expliquez-vous ?**

**François VILLEROY DE GALHAU.** - Le choc de la guerre russe en Ukraine devrait nous coûter plus de deux points de croissance sur la période 2022-2024, par rapport à nos attentes en début d'année. Mais l'activité semble résiliente pour deux raisons. D'une part, la consommation des ménages tout comme l'investissement des entreprises résistent. D'autre part, les entreprises ont bien traversé la crise du coronavirus, alors que nombreux étaient ceux qui prédisaient un mur des faillites. Dans une situation exceptionnelle, le « quoi qu'il en coûte » a été efficace. Aujourd'hui, on observe une reprise soutenue dans les services alors que l'industrie souffre des difficultés d'approvisionnement. Les difficultés de recrutement restent très élevées, et le chômage bas ne devrait d'ailleurs que peu augmenter, en passant de 7,4 % aujourd'hui à 7,9 % en 2024. Nous présentons aussi un scénario plus défavorable, avec des tensions bien plus fortes sur les prix de l'énergie. La croissance serait alors négative, de - 1,3 % en 2023. Cette variante nous paraît cependant aujourd'hui moins probable.

**Vous tablez sur une inflation très forte à 5,6 % en 2022, qui reviendrait à 3,4 % en 2023 puis à seulement 1,9 % en 2024. Comment s'explique cette baisse ?**

Même si elle est la moins élevée de la zone euro, l'inflation est aujourd'hui nettement trop forte en France ; elle devrait commencer à diminuer en début d'année prochaine, dans un scénario où les prix de l'énergie resteraient élevés mais n'augmenteraient plus. Mais la hausse des prix ne concerne plus seulement l'énergie et s'est largement diffusée à d'autres secteurs : la politique monétaire doit alors agir. La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque de France feront ce qu'il faut pour ramener l'inflation à 2 %. Ce n'est pas seulement une prévision pour 2024, c'est un engagement dans la durée.

**Justement, vous attendez-vous à une forte baisse du pouvoir d'achat à cause de l'inflation ?**

Nous prévoyons un recul du pouvoir d'achat de 1 % en moyenne cette année, en prenant en compte les mesures de soutien engagées ou annoncées par le gouvernement. Cette baisse sensible arrive néanmoins après une hausse de 2 % l'année précédente et de 8 % depuis 2015. La croissance du pouvoir d'achat repartirait ensuite progressivement à partir de 2023.

**Le gouvernement doit-il alors cesser sa politique de chèques qui se chiffre en milliards d'euros ?**

Nos concitoyens, et notamment les ruraux ou les plus défavorisés, ressentent très fortement ce thème du pouvoir d'achat, au-delà des réalités statistiques et des moyennes. Les économistes s'accordent cependant pour dire que les mesures de protection devraient, autant que possible, rester temporaires et ciblées. À terme, il est sain que nous retrouvions un pouvoir d'achat dont le moteur soit le travail et la croissance plus que les dépenses publiques.

**Dans vos prévisions, la dette publique devrait repasser sous la barre de 110 % du PIB l'an prochain. D'où vient ce léger reflux ?**

C'est essentiellement un effet temporaire lié à l'inflation sur le PIB. Mais la France ne peut pas se permettre de transmettre un tel poids de dette à sa jeunesse. Nous devons d'ici quelques années repasser sous la barre des 100 %, le niveau d'avant le choc Covid. Et d'autant plus avec la hausse des taux d'intérêt en cours : une hausse de 1 point des taux, c'est dans dix ans près de 40 milliards d'euros en plus d'intérêts chaque année, ou au moins 1 % du PIB de déficit en plus. Il serait illusoire de penser que notre dette est encore sans coût et sans limites.

***Vu l'état des finances publiques, justement, ne pensez-vous pas qu'Emmanuel Macron doit rapidement donner un cap clair sur les réformes à mener ?***

La Banque de France s'abstient de tout commentaire politique. Sur les finances publiques, nous avons un bon modèle social, mais il nous coûte 10 points de PIB de plus que nos voisins européens. Il faut privilégier les dépenses essentielles pour l'avenir comme l'éducation ou la transition climatique. Parallèlement, nous pouvons mieux maîtriser certaines dépenses courantes de fonctionnement, par le management public et l'innovation. La force des services publics ne se mesure pas seulement à leurs moyens mais aussi à leur production.

***La nouvelle Assemblée nationale rend le pays difficile à réformer. Cette donne politique peut-elle inquiéter les marchés ?***

À nouveau, je n'ai pas à entrer dans le jeu politique. Notre pays est confronté à une situation économique évidemment compliquée. Il faut collectivement nous mobiliser face à l'urgence du choc ukrainien et de l'inflation, mais aussi face à quatre défis de long terme : les deux transitions, écologique et numérique, bien sûr, plus deux difficultés davantage spécifiques à la France que sont notre endettement public et l'augmentation de l'offre de travail et de sa qualification. Je garde cependant une conviction : notre pays peut ici réussir, s'il se mobilise de façon lucide, juste, persévérante autour de solutions efficaces.

***La BCE n'a-t-elle pas trop attendu pour relever ses taux, par rapport à d'autres banques centrales et par rapport au cycle économique, au risque d'affaiblir la croissance sans maîtriser l'inflation ?***

Je ne crois pas. Par rapport aux États-Unis ou au Royaume-Uni, la situation est objectivement différente. L'inflation sous-jacente est en Europe moins élevée et le marché du travail est nettement moins tendu. Nous serons sortis des taux d'intérêt négatifs en septembre, pour atteindre ensuite, d'ici quelques trimestres, ce que les économistes appellent des taux neutres, entre 1 % et 2 %. Tant que nous faisons cela, c'est une normalisation de la politique monétaire, avec un retour vers des conditions normales de financement pour entreprises et ménages, et il n'y a pas d'effet récessif sur l'activité. Ensuite, nous ferons une évaluation des prévisions d'inflation et de l'opportunité ou non d'aller au-delà.

***La BCE ne reste-t-elle toutefois pas prise au piège de l'expérience des taux négatifs et du « quoi qu'il en coûte », dont il s'avère très compliqué de sortir sans menacer la zone euro ?***

Non. Il y a encore quelques semaines, nombreux étaient ceux qui assuraient que nous n'oserions pas relever les taux vus les niveaux d'endettement dans de nombreux pays. Nous l'avons annoncé, et nous continuerons de le faire autant que nécessaire. La politique monétaire n'est pas là pour financer les déficits et les États : elle est là pour assurer la stabilité des prix.

***Vu la volatilité sur les marchés financiers, y a-t-il un risque à court ou moyen terme de nouvelle crise des dettes souveraines ?***

Parallèlement à la normalisation de la politique monétaire, nous sommes attentifs à sa bonne transmission à l'ensemble des 19 pays de la zone. Nous ferons tout ce qu'il faudra pour lutter contre une fragmentation injustifiée.

***Craignez-vous un risque financier sur la dette de l'Italie ?***

La situation de l'Italie est très différente de ce qu'elle était en 2011-2012. L'Italie est le premier bénéficiaire du plan de relance européen, et elle a annoncé en contrepartie des réformes importantes.

***De nouveaux instruments budgétaires pour emprunter et dépenser en commun sont-ils souhaitables pour renforcer la cohésion de la zone euro ?***

L'Europe a devant elle une négociation sur les règles budgétaires applicables aux États : c'est le fameux pacte de stabilité et de croissance, dont l'application a de nouveau été reportée d'un an. Il est très important que, dans l'année qui vient, la zone euro se mette d'accord sur des règles budgétaires, sans doute simplifiées, mais plus crédibles et mieux respectées. Et puis il y a une deuxième question, après le succès incontestable du plan de relance NextGenerationEU à l'initiative de la France et de l'Allemagne : envisage-t-on de se doter d'une capacité budgétaire commune pour l'avenir ? Les pays du Nord sont plus sensibles aux règles budgétaires nationales, ceux du Sud à cette capacité commune. La bonne solution pourrait être l'addition des deux : ce serait gagnant-gagnant. Si de cette horrible guerre en Ukraine peut sortir quand même un progrès, ce doit être le renforcement de l'unité en Europe.

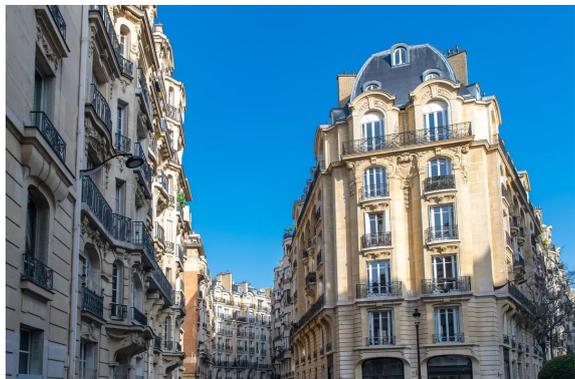
21 juin (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/vers-un-melenchonisme-des-beaux-quartiers-20220617>

Le Figaro (site web)

vendredi 17 juin 2022 - 19:41 UTC +02:00 1351 mots

## Vers un mélenchonisme des beaux quartiers



La candidate insoumise de la 6e circonscription des Hauts-de-Seine s'est qualifiée pour le second tour et réalise un score historique pour l'extrême gauche dans cette circonscription. *Pascale Gueret / Adobe Stock*

**ANALYSE** - La Nupes se maintient presque partout au second tour dans l'Ouest parisien. Dans ces circonscriptions, l'union des gauches séduit des cadres sup' ou des anciens de HEC. La raison ? les « fils à papa » s'inquiètent pour le climat.

C'est la lutte finale ! On a chanté (faux, comme le veut la tradition) l'Internationale, dimanche soir, dans les salons dorés de l'hôtel de ville de Neuilly-sur-Seine. La scène est rapportée dans *Le Parisien* : les damnés de la terre, rassemblés devant la salle des fêtes de la mairie après l'annonce de la qualification de leur candidate pour le second tour de l'élection législative, ont brandi le poing fièrement avant de s'égosiller sur les vers révolutionnaires hérités de la Commune de Paris.

Si l'union des gauches fait de bons scores partout sur le territoire, sa très nette percée dans l'Ouest parisien a suscité, davantage qu'ailleurs, l'inquiétude de ses adversaires. Quelques observateurs avertis l'ont murmuré dès dimanche soir : on assisterait à la poussée d'un mélenchonisme des beaux quartiers, comme si une fièvre rouge foncé s'emparait des enfants de la grande bourgeoisie après s'être consolidée dans les quartiers populaires et les banlieues. Ciel alors, des « fils à papa » qui trahissent leur classe ?

Relativisons tout de même l'ampleur du phénomène. Certes par exemple, la candidate insoumise de la 6e circonscription des Hauts-de-Seine s'est qualifiée pour le second tour et réalise un score historique pour l'extrême gauche dans cette circonscription, mais Julie Barbaut s'empresse de nuancer : « *Ce n'est pas exactement grâce à Neuilly que j'ai percé : je n'y fais que 6 % ! C'est à Courbevoie, qui est une ville plus populaire, mais aussi en effet à Puteaux où le niveau de vie est plus élevé, que ma formation réalise de bons scores* ». Autre effet d'optique à prendre en compte, évidemment, l'union des gauches rassemble cette fois derrière une seule candidature issue de la France insoumise les voix qui, dans la circonscription, allaient auparavant à l'ensemble des partis de gauche. Il n'empêche : en 2017, les candidats socialistes, écologistes, insoumis ou divers gauche ne cumulaient pas même 10 % des suffrages, quand Julie Barbaut en rafle cette fois plus de 15 %.

L'analyse des résultats de dimanche confirme en tout cas le succès du pari de la Nupes dans les territoires aisés de France. Là où la gauche aurait pu craindre des réticences, chez des électeurs plus fortunés que la moyenne, à passer d'un vote socialiste à un vote écologiste ou insoumis, la magie de l'union a opéré. Prenons ainsi les quinze circonscriptions les plus aisées du pays, eu égard au revenu moyen de leurs électeurs. De fait, toutes se trouvent concentrées dans trois départements : Paris, les Hauts-de-Seine ou les Yvelines. Les candidats de la Nupes se maintiennent au second tour dans treize de ces quinze circonscriptions, là où en 2017, seule l'une des quinze avait vu un candidat de gauche accéder au second tour : dans les autres, la majorité présidentielle et Les Républicains rafaient partout la mise. Plus important encore : dans cette circonscription, en l'occurrence la septième de Paris,

c'est-à-dire les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> arrondissements, le candidat de gauche battu au second tour était socialiste. Cette fois, c'est Caroline Mécarry qui y devance Clément Beaune : l'avocate très médiatique a certes soutenu la candidature d'Anne Hidalgo à Paris, mais elle a rejoint les rangs de la France insoumise depuis plusieurs années déjà, et parrainé Jean-Luc Mélenchon dès 2017. Plus tout à fait la « gauche caviar »...

## En vert et contre tout

Qu'est-ce qui pousse donc ces électeurs aisés, issus de quartiers où le prix moyen au mètre carré oscille entre 8000 et 15.000 euros et de communes qui arrivaient en tête, du temps de l'ISF, au classement des villes où l'on y était le plus assujéti, à vouloir mettre Jean-Luc Mélenchon à Matignon ? « *Il ne faut pas oublier que la Nupes n'est pas LFI, observe François Kraus, directeur des études à l'Ifop. L'union des gauches rallie des électeurs au profil classique de la grande bourgeoisie, appartenant à des catégories socioprofessionnelles aisées mais attachés à l'expression d'un vote contestataire. La gauche punk, maintenant, c'est Mélenchon. C'est un vote qui reste élitare, mais stimulé par des préoccupations qui s'implantent chez les catégories aisées, notamment les questions environnementales. C'est davantage un vote de raison que d'adhésion.* »

La clef serait donc l'affirmation électorale d'une « *génération climat* », venue bousculer les déterminants socio-économiques plus traditionnels du vote ? C'est ce même constat que fait, de son côté, la députée neuilléenne sortante Constance Le Grip. « *Ce n'est pas encore une éruption fracassante sur la scène politique altoséquanaise, mais on sent bien qu'il y a une percée manifeste de la gauche radicale, en effet, jusque dans les territoires les plus privilégiés, que j'interprète comme une volonté d'envoyer un message au sujet de la planète.* » Elle a beau rester grande favorite de cette élection, cette candidate macroniste issue des rangs de la droite scrute avec attention ce qu'elle appelle une « *prise de conscience écologique* » à Neuilly ou ailleurs dans la circonscription. « *C'est davantage ce souci pour l'environnement plutôt que le soutien à la révolution au Venezuela qui semble les attirer chez mes adversaires ! Les habitants de Neuilly me parlent de plus en plus de cause animale, de sécurité alimentaire, de qualité de l'air, et de tout ce qui a trait au bien-être et aux modes de vie : la pollution, le bruit, maintenant la canicule...* »

Autant de motifs d'inquiétude qui s'ancrent en priorité dans la jeunesse (laquelle a très largement préféré les candidats de la Nupes à leurs adversaires, sur l'ensemble du pays : 38 % des votants de moins de 35 ans ont glissé un bulletin pour un candidat de l'union des gauches). Malek, militant de la France insoumise dans les Hauts-de-Seine, assure en voir les fruits sur le terrain : « *Il y a évidemment une jeunesse bourgeoise, issu des milieux favorisés, qui est convaincue par notre programme sur l'écologie : même quand ces gens gagnent très bien leur vie, ils acceptent que l'on augmente un peu les impôts de ceux dont les revenus sont supérieurs à 4000 € par mois, si c'est pour mieux agir pour le climat.* »

Pour mieux s'assurer leur adhésion, les insoumis n'ont du reste pas hésité à mettre en avant ces thèmes plutôt que d'autres, au cours de la campagne. « *Nous ciblons de plus en plus la jeunesse éduquée, celle qui a été rassurée de voir que nous avons intensifié nos efforts pour financer notre programme. Ils comprennent moins notre souhait de 'désobéir' à certains traités européens, on insiste moins là-dessus...* » renchérit-il. « Notre cible, ce sont aussi de plus en plus les élèves des écoles de commerce. »

Jean-Luc Mélenchon s'était d'ailleurs lui-même rendu à HEC l'an dernier, pour débattre pendant deux heures avec un cercle d'étudiants passionné de politique. Son intervention avait été précédée d'un long (et gênant) panégyrique. « *La République, c'est vous !* » lui avait lancé, mi-goguenard mi-admiratif, l'un des animateurs de la soirée en guise de préambule. Un élève de la prestigieuse école de commerce, qui compte travailler dans la finance, y avait assisté et ne fait pas mystère de son dilemme aujourd'hui : « *évidemment, tout ce qu'on a appris en cours contredit les théories économiques des insoumis. Mais ce qu'on nous apprend, ça ne marche pas non plus : les inégalités se creusent, surtout depuis la pandémie. Et surtout, l'urgence climatique nous empêche de penser comme avant. Mélenchon à Matignon, ce n'est peut-être pas la solution miracle, mais on n'a plus le choix : il faut essayer.* » Chez lui, les discussions politiques sont houleuses : son père, qui a été longtemps chef d'entreprise, a longtemps essayé de le raisonner. Mais rien n'y fait. Des électeurs voire des militants comme lui, Julie Barbaut en compte un certain nombre, et ne boude pas son plaisir : « *à Neuilly, on a même des opposants de droite qui nous disent que leurs enfants votent pour nous !* » Tu quoque, fili...

21 juin (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/vor-dieser-frau-wird-gewarnt-ayaan-hirsi-ali-ist-fuer-weisse-linke-maenner-eine-reizfigur-das-zeigt-sich-auch-in-den-medien-ld.1687627>

## Triggerwarnungen und Verleumdungen – wie Medien die Islamkritikerin Ayaan Hirsi Ali dämonisieren

Sie ist klug, schwarz und feministisch. Trotzdem ist die gebürtige Somalierin Ayaan Hirsi Ali für weisse linke Frauen und Männer eine Provokation. Das zeigt sich auch in den Medien.

Lucien Scherrer

15.06.2022, 05.30 Uhr



Die Medien nennen sie «umstritten»: Ayaan Hirsi Ali, aufgenommen 2015. Imago

Wenn es brutal wird, erscheint im Schweizer Radio und Fernsehen eine Warnung an die Zuschauer. «Achtung, Video enthält Bilder von Toten», hiess es etwa, als SRF Filmaufnahmen des Massakers von Butscha zeigte, wo die Leichen ermordeter Ukrainer auf der Strasse lagen. Auch Beiträge über Vergewaltigungen und sexuelle Gewalt werden von SRF mit sogenannten Triggerwarnungen gekennzeichnet. Dies insbesondere, um Kinder und Jugendliche zu schützen.

Eine dieser Triggerwarnungen hat kürzlich aber für Irritationen gesorgt. Denn sie bezieht sich nicht auf eine Gewaltdarstellung, sondern auf eine Meinung. Geäussert hat sie die amerikanisch-niederländische Politologin und Feministin Ayaan Hirsi Ali, die kürzlich am World Economic Forum in Davos aufgetreten und von SRF porträtiert worden ist. Die gebürtige Somalierin gehört heute zu den bekanntesten Kritikerinnen des Islam und des Islamismus, den sie als Ursache für Gewalt und sexuelle Unterdrückung anprangert.

### «Die idiotischste Ideologie von allen»

Da Hirsi Ali als Kind selber beschnitten und von Islamisten indoktriniert worden ist, geniesst sie eine hohe Glaubwürdigkeit. Allerdings werfen ihr vornehmlich linke und weisse Kritiker im Westen vor, «Islamophobie» zu schüren und den Rechtspopulisten in die Hände zu spielen. Das ist jedoch nicht der Grund, weshalb SRF einen Beitrag über Hirsi Ali auf Facebook mit einer Triggerwarnung versehen hat: Wer sich den Beitrag ansehe, werde mit «Diskriminierung gegenüber Transgender- und nichtbinärer Geschlechtsidentität» konfrontiert.

Verantwortlich für diese Diskriminierung soll Hirsi Ali selbst sein. Frauen, das erklärte die Politologin am World Economic Forum nämlich, seien im Westen nicht nur von mehrheitlich migrantischen Tätern und russischen Vergewaltigern bedroht, sondern auch von vermeintlich

progressiven Aktivisten, die das biologische Konzept «Frau» infrage stellten. Konkret sagte sie: «Schauen Sie sich die idiotischste Ideologie von allen an, in der man bestimmte Pronomen verwenden muss und absurde Dinge sagen soll wie: <Menschen, die menstruieren>».

Tatsächlich gibt es Aktivisten, Wissenschaftler und Politiker, die betonen, dass auch Transpersonen menstruieren könnten und dass das Geschlecht einer Person nicht von bestimmten Körpermerkmalen abhängt – sondern von dem, was jemand fühlt. Um die Frage, ob das gefühlte Geschlecht einer Person auch rechtlich anerkannt werden soll – und ob man nicht-binäre Menschen mit speziellen Pronomen wie «dey/deren» ansprechen soll –, tobt derzeit ein Kulturkampf. Feministinnen alter Schule wie Alice Schwarzer und Ayaan Hirsi Ali halten diese Entwicklung für gefährlich: Sie fürchten unter anderem, dass biologische Männer aufgrund gefühlter Geschlechtsidentitäten in weibliche Schutzräume eindringen könnten.

## Normalerweise geht es um Bilder von Gewalt und Zerstörung

Unterstützer der Transgender-Bewegung halten diese Befürchtungen nicht nur für bewusst übertrieben, sondern für trans- und menschenfeindlich. Kritik an nichtbinären Geschlechterkonzepten und nichtdiskriminierenden Sprachregelungen wird damit oft mit psychischer Gewalt gegen Transpersonen gleichgesetzt. Dieser Logik ist auch SRF gefolgt: Mit der Formulierung «die idiotischste Ideologie von allen», so erklärt die SRF-Medienstelle auf Anfrage der NZZ, habe Hirsi Ali «nonbinäre Menschen diskriminiert und stark angegriffen».

Dass damit ausgerechnet eine Feministin, die sich gegen frauenfeindliche Gewalt einsetzt, in eine Reihe mit Gewalttätern gestellt wird, sorgte im SRF-Publikum für Unverständnis. Denn Triggerwarnungen sind laut den publizistischen Leitlinien von SRF dazu da, um «verstörende Bilder», Tondokumente und «schockierende Aufnahmen» anzukündigen – im Zusammenhang mit Krieg, Terror, Gewalt, Unterdrückung, Unfällen und Naturkatastrophen. Das Kapitel der Leitlinien, das die Verwendung von Triggerwarnungen regelt, ist mit dem Titel «Gewaltdarstellungen allgemein» überschrieben.

Entsprechend wird bei SRF kaum je vor Meinungsäußerungen gewarnt, egal, wie pauschal und verletzend diese auch sein können. Dass Ayaan Hirsi Ali anders behandelt wird, ist in zweierlei Hinsicht bezeichnend. Zum einen gibt es derzeit kaum ein heikleres Thema als Geschlechtsidentitäten. Medien, Prominente und Wissenschaftler, die Aussagen wie jene von Hirsi Ali verbreiten, müssen sich auf Shitstorms, Verleumdungen und Morddrohungen gefasst machen. Die «Harry Potter»-Autorin Joanne K. Rowling wurde in den sozialen Netzwerken fertig gemacht, weil sie sich über den Begriff «Menschen, die menstruieren» mokiert hatte.

## Warum klagt sie nicht über Rassismus und Islamophobie?

Die deutsche «Welt» hat kürzlich einen von über hundert Wissenschaftlern unterzeichneten Aufruf veröffentlicht, in dem der öffentlichrechtliche Rundfunk bezichtigt wird, die Ideologie vom gefühlten Geschlecht zu verbreiten. Im ZDF etwa wird die Verwendung von Neopronomen propagiert, mit Sätzen wie: «Das ist Jo. Dey ist sehr nett und deren Frisur sieht toll aus.» Kürzlich wurde dem Publikum eine Familie präsentiert, die ihre noch kaum artikulierensfähige Tochter am Küchentisch dazu auffordert, ihr «präferiertes» Pronomen zu nennen.

Die Reaktionen auf die polemische, aber auch sachlich begründete Kritik der Wissenschaftler waren so heftig, dass die Zeitung mehrere Gegenartikel veröffentlicht hat, darunter eine Replik des staatlichen Queer-Beauftragten Sven Lehmann auf das «Pamphlet des Hasses», eine Entschuldigung des Springer-CEO Mathias Döpfner und eine gewundene Erklärung des «Welt»-Chefredaktors Ulf Poschardt. Die feministische Zeitschrift «Emma» wurde wegen Transfeindlichkeit vor den Presserat zitiert, weil sie die weibliche Identität der grünen Bundestagsabgeordneten Tessa Ganserer hinterfragt hatte – eines biologischen Mannes, der sich als Frau fühlt, dank der grünen Frauenquote gewählt wurde und sich kürzlich in der Frauensauna ablichten liess.

Zum anderen wird Hirsi Ali aufgrund ihrer liberalen, prowestlichen Haltung seit Jahren dämonisiert. Man beurteilt sie nach anderen Massstäben als jene People of Color oder islamischen Aktivistinnen, die sich als Opfer einer weissrassistischen Gesellschaft gerieren. Während Letztere ohne Triggerwarnungen für den angeblich emanzipatorischen Segen des Kopftuchs werben, «Islamophobie» ohne Widerspruch mit mörderischem Antisemitismus gleichsetzen oder ohne Beweise über «strukturellen Rassismus» klagen dürfen, wird Hirsi Ali dafür bestraft, dass sie dieses Weltbild nicht teilt.

## Für linke weisse Männer ist sie eine Barbiepuppe

Man wirft ihr vor, «diffuse Ängste» vor dem Islam zu schüren (so die «Süddeutsche Zeitung»), weisse linke Männer verhöhnen sie in sexistischer Manier als Covergirl der politischen Rechten («Cicero») oder, wie es der französische Soziologe Vincent Geisser ausdrückte, als «Barbiepuppe». Weisse Soziologinnen, die in privilegierten Verhältnissen aufgewachsen sind, unterstellen ihr einen «kolonialen Feminismus», weil sie die Unterdrückung der Frauen in muslimischen Staaten und Gesellschaften kritisiert – und nicht, wie es sich gehört, die Herrschaft des weissen Mannes.

Medien wie der «Tages-Anzeiger» distanzieren sich vorsorglich von ihr, indem sie sie vor Interviews als «umstritten» bezeichnen – obwohl es ausserhalb von Diktaturen kaum politisch engagierte Menschen gibt, die nicht umstritten sind. Die «WoZ» und andere linke Medien warfen ihr 2012 gar vor, den Massenmörder Anders Breivik zu rechtfertigen, indem sie Aussagen von ihr verstümmelten und verdrehten: In einer [Rede](#) hatte Hirsi Ali gesagt, dass nicht Islamkritikerinnen wie sie Breivik motiviert hätten, sondern jene, die Probleme im Zusammenhang mit islamischen Glaubensrichtungen lieber tabuisierten.

Um daraus eine Rechtfertigung für Breiviks Taten zu konstruieren, braucht es schon ein gehöriges Mass an Bösartigkeit. Mit seiner Triggerwarnung trägt nun auch das Schweizer Fernsehen wissentlich oder unwissentlich zu dieser Dämonisierung Hirsis Alis bei. Aufgrund von Kritik in den sozialen Netzwerken hat man sich immerhin dazu entschlossen, die Triggerwarnung abzuschwächen. Statt «Diskriminierung gegenüber Transgender- und nichtbinärer Geschlechtsidentität» heisst es nun: «Thematisierung von Genitalverstümmelung und Diskriminierung von Geschlechtsidentitäten». Die Kritik an Geschlechterkonzepten, so könnte man daraus schliessen, ist genauso schlimm wie die Verstümmelung von Mädchen.